

# Profils des pays

Scaling Up  
Nutrition



RAPPORT ANNUEL  
D'AVANCEMENT 2020  
PARTIE 3

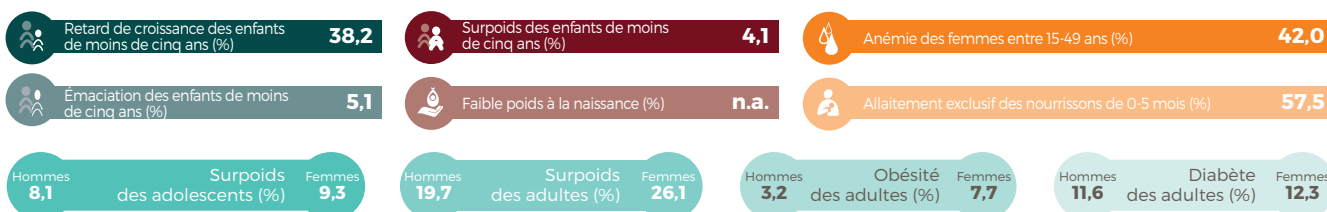
# Afghanistan



**Date d'adhésion :** septembre 2017

**Population :** 38,93 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/AFGHANISTAN



## APERÇU COVID-19

La pandémie du COVID-19 a durement frappé le système de santé, l'économie et le tissu social fragiles de l'Afghanistan, entraînant l'aggravation d'une situation nutritionnelle déjà alarmante. Un plan national complet de réponse au COVID-19 a été lancé en avril 2020, mais n'a pas suffi à atténuer les impacts sociaux, économiques et nutritionnels de la crise sanitaire.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

### TOTAL PONDÉRÉ 2020

n.a.

|      |                |   |  |
|------|----------------|---|--|
| 2014 | Non disponible | <b>Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun</b><br>L'AFSeN-A (Programme afghan pour la sécurité alimentaire et la nutrition, au sein du Mouvement pour le renforcement de la nutrition SUN) est constitué de 40 membres et réseaux nationaux issus de tous les secteurs, pouvoirs publics, ONU, donateurs, société civile, secteur privé et monde universitaire, appuyés par 28 comités provinciaux.<br><br>L'AFSeN-A se compose d'un comité de pilotage de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, d'un comité exécutif sur la sécurité alimentaire et la nutrition, d'un groupe de travail des partenaires de développement en la matière, d'un groupe de travail sur la sécurité alimentaire, d'un groupe de travail sur la nutrition, d'un groupe de travail sur le plaidoyer et d'une Alliance de la société civile sur la sécurité alimentaire et la nutrition. | <ul style="list-style-type: none"> <li>Institutionnalisation du secrétariat technique de l'AFSeN-A (du Mouvement SUN) au sein du gouvernement</li> <li>Signature d'un protocole d'accord entre le gouvernement et différents organismes des Nations Unies pour obtenir un soutien technique et financier en faveur du secrétariat technique de l'AFSeN-A</li> <li>Création d'un groupe parlementaire sur la nutrition</li> <li>Comblent le déficit nutritionnel (Fill the Nutrient Gap)</li> <li>Nexus humanitaire-développement</li> <li>Élaboration d'un plan commun de mise en œuvre multipartite</li> <li>Plan d'action mondial sur l'émaciation en Afghanistan</li> </ul> |
| 2015 | Non disponible |   |  |
| 2016 | Non disponible |   |  |
| 2017 | Non disponible |   |  |
| 2018 | Non disponible |   |  |
| 2019 | 48%            |   |  |
| 2020 | Non disponible |   |  |
| 2014 | Non disponible | <b>Garantir un cadre politique et juridique cohérent</b><br>Les changements au sein du gouvernement, entraînés par les élections, ont conduit le Président à intégrer l'AFSeN-A (du Mouvement SUN) dans le Service administratif du Président. Cela place l'AFSeN-A au cœur du pouvoir et de la prise de décisions.<br><br>L'AFSeN-A a utilisé le nouveau poste de point focal de M. Haroun Mir, conseiller principal du premier vice-président, pour favoriser l'adoption d'une législation sur l'enrichissement des aliments, approuver une autorité de sécurité et de contrôle des aliments, réviser les programmes scolaires et inclure la nutrition dans le Cadre national afghan sur la paix et le développement.   |  |
| 2015 | Non disponible |   |  |
| 2016 | Non disponible |   |  |
| 2017 | Non disponible |   |  |
| 2018 | Non disponible |   |  |
| 2019 | 40%            |   |  |
| 2020 | Non disponible |   |  |
| 2014 | Non disponible | <b>Aligner les actions sur des résultats communs</b><br>Le plan stratégique de l'AFSeN-A est une feuille de route de toutes les actions/interventions liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afghanistan. Il définit les rôles et responsabilités des parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales et identifie les structures de coordination aux niveaux central et décentralisé pour atteindre un but commun.  |  |
| 2015 | Non disponible |   |  |
| 2016 | Non disponible |   |  |
| 2017 | Non disponible |   |  |
| 2018 | Non disponible |   |  |
| 2019 | 27%            |   |  |
| 2020 | Non disponible |   |  |
| 2014 | Non disponible | <b>Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources</b><br>En 2019, l'AFSeN-A a réalisé un exercice de chiffrage des activités de sécurité alimentaire et de nutrition inscrites dans le Plan stratégique, afin d'aider le gouvernement et les partenaires à mieux comprendre quelles ressources seront nécessaires pour mettre en œuvre les activités prévues.<br><br>Le prochain défi est de mettre en place un système de suivi financier pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de rehausser les très faibles niveaux d'affectation budgétaire nationale en faveur de la nutrition, afin d'augmenter l'impact et la durabilité des actions menées et de réduire la dépendance vis-à-vis des financements extérieurs.  |  |
| 2015 | Non disponible |   |  |
| 2016 | Non disponible |   |  |
| 2017 | Non disponible |   |  |
| 2018 | Non disponible |   |  |
| 2019 | 45%            |   |  |
| 2020 | Non disponible |   |  |

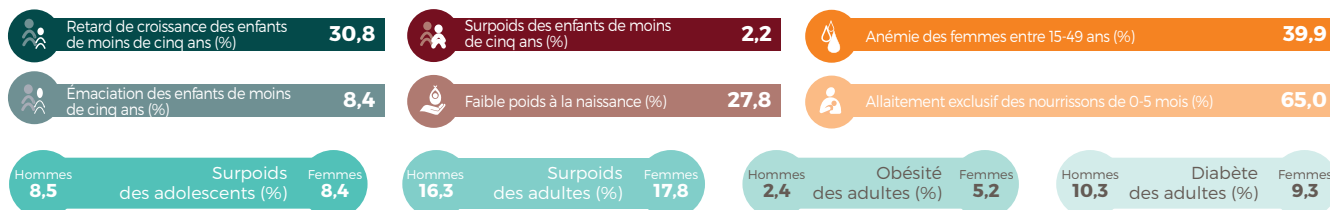
# Bangladesh



**Date d'adhésion :** septembre 2012

**Population :** 164,69 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/BANGLADESH

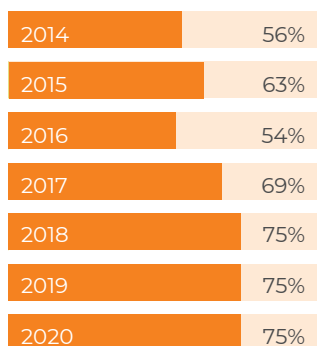


## APERÇU COVID-19

Le gouvernement a pris plusieurs initiatives pour répondre à cette crise, dont la production d'un rapport pour mesurer les effets de la COVID-19 sur la nutrition et une projection du fardeau éventuel de la malnutrition pour l'après-COVID-19 au Bangladesh.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020

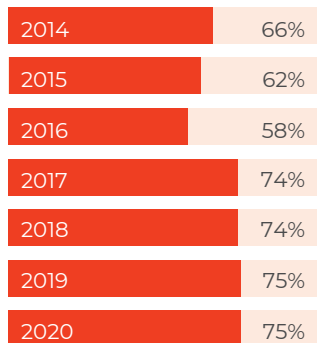
**73.5%**



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Des réunions régulières de la plateforme multi-acteurs, présidées par le point focal SUN, sont tenues pour discuter des interventions nutritionnelles nationales et de la mobilisation des plateformes SUN. Depuis le début de la pandémie, des réunions de la plateforme multi-acteurs sont organisées pour discuter des défis et des mesures à prendre pour surmonter la crise. Des réunions régulières ont aussi lieu avec divers comités et plateformes de nutrition, tous de nature multisectorielle.

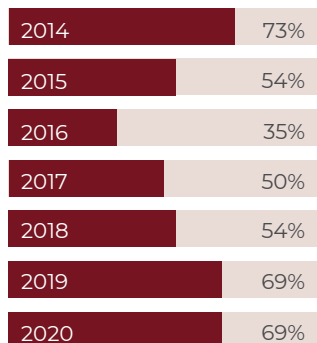
- Mesurer les effets de la COVID-19 sur la nutrition : projection du fardeau de la malnutrition pendant et après la COVID. Élaborer une note d'orientation avec des recommandations



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Les réseaux SUN interviennent dans la formulation des politiques, plans d'action, lignes directrices et stratégies sur des secteurs spécifiques ou contribuant à la nutrition. Un inventaire des politiques a été dressé pour analyser et évaluer les politiques et stratégies gouvernementales sectorielles concernées sous l'angle de l'alimentation et du genre. Un document de réflexion pour un autre exercice d'examen et d'inventaire des politiques multisectorielles est en cours d'élaboration. Tous les réseaux concernés ont soutenu la formulation de la stratégie du Réseau du secteur privé SUN et la mise en œuvre du Plan d'action national 2 (NPAN2) et du Plan d'investissement national 2 (CIP2).

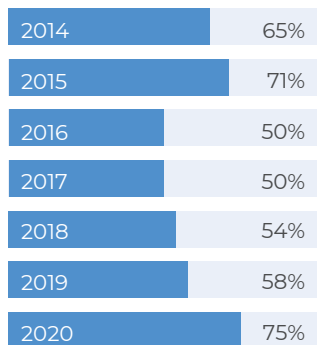
- Évaluer les interventions contribuant à la nutrition dans les secteurs clés pour repérer les obstacles et élaborer une stratégie pour résoudre ces problèmes



### Aligner les actions sur des résultats communs

22 ministères ont recensé et intégré des activités nutritionnelles dans leurs plans de travail sectoriels décennaux et annuels conformément au NPAN2. Une série d'indicateurs prioritaires et d'activités ont été choisis pour la planification, la mise en œuvre et le suivi de la nutrition au niveau local. Les réseaux SUN ont fourni un appui technique au ministère de l'Alimentation pour mener une analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle basée sur la Classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC) et une cartographie des zones d'insécurité alimentaire chronique en 2019.

- Mettre en œuvre une stratégie de recherche pour la nutrition
- Mettre en place un système d'information nutritionnelle solide et présenter les bonnes pratiques
- Plaider pour des investissements dans des secteurs spécifiques à la nutrition

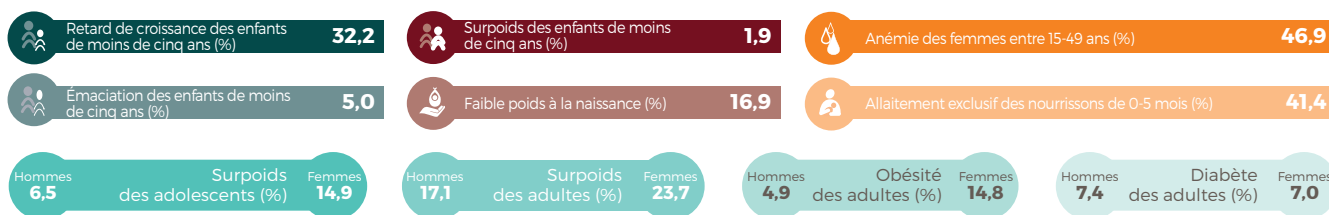


### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Tous les plans concernés sont chiffrés. Les ministères ont élaboré des plans de travail annuels avec un budget alloué à la nutrition. Le CIP2 est un plan d'investissement dans des systèmes alimentaires contribuant à la nutrition, conçu pour mobiliser des ressources en appui aux politiques et actions prioritaires décrites dans le CIP2 et le NPAN2. Le suivi du CIP2 montre l'exécution financière des projets financés par le gouvernement et l'engagement des donateurs. Cet outil permet au gouvernement de mobiliser des ressources pour réduire la faim et la malnutrition.



**Date d'adhésion :** décembre 2011  
**Population :** 12,12 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/BENIN](https://scalingupnutrition.org/benin)

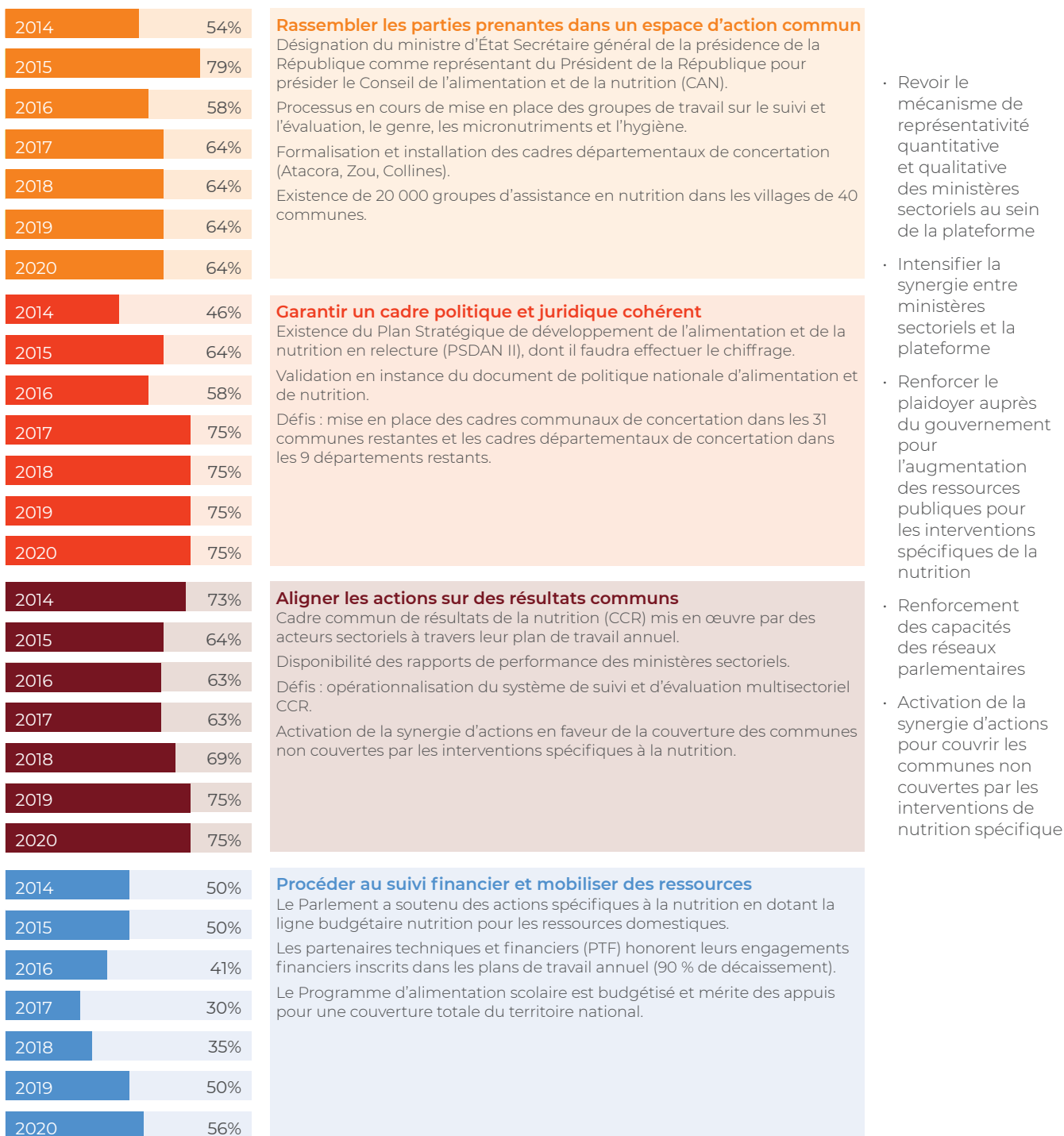


## APERÇU COVID-19

Le pays a enregistré 2 643 cas dont 41 décès. Des confinements partiels et la fermeture des frontières ont entraîné des perturbations dans le système alimentaire, mais le gouvernement a réussi à développer un plan spécifique pour la nutrition dans le cadre de sa réponse à la pandémie de COVID-19.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

**67.5%**



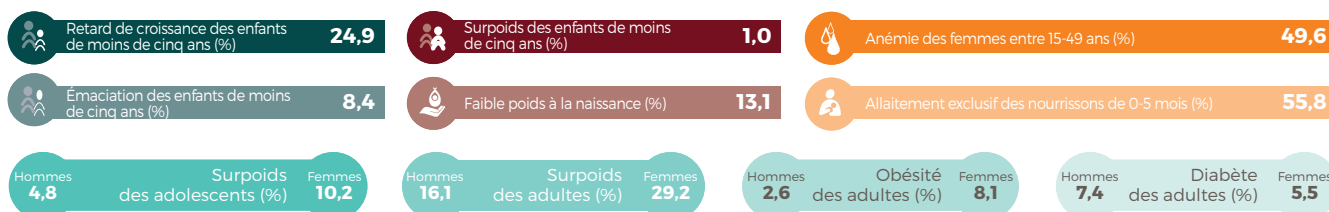
- Revoir le mécanisme de représentativité quantitative et qualitative des ministères sectoriels au sein de la plateforme
- Intensifier la synergie entre ministères sectoriels et la plateforme
- Renforcer le plaidoyer auprès du gouvernement pour l'augmentation des ressources publiques pour les interventions spécifiques de la nutrition
- Renforcement des capacités des réseaux parlementaires
- Activation de la synergie d'actions pour couvrir les communes non couvertes par les interventions de nutrition spécifique



# Burkina Faso



**Date d'adhésion :** juin 2011  
**Population :** 20,90 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/BURKINA-FASO](https://scalingupnutrition.org/burkina-faso)

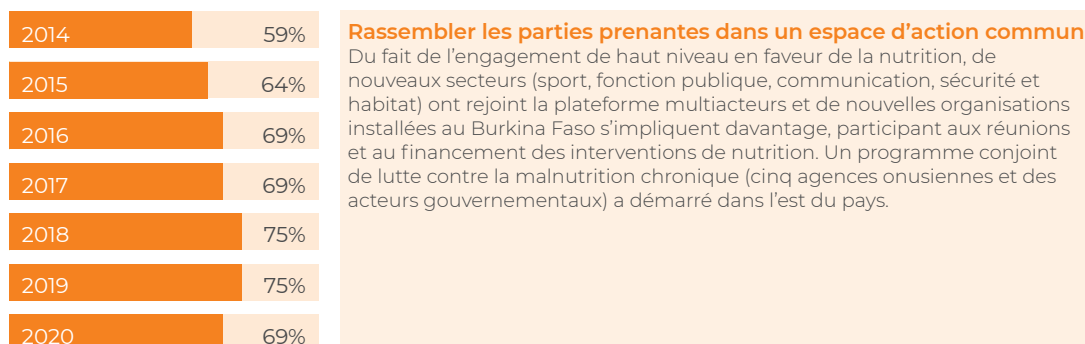


## APERÇU COVID-19

Le pays a été relativement peu touché par la pandémie, avec 2 451 cas dont 65 décès. Le gouvernement a adopté diverses mesures (allégées depuis fin avril) qui ont perturbé le système alimentaire. La nutrition a pu être intégrée à la réponse nationale avec la sensibilisation et la continuité des services.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

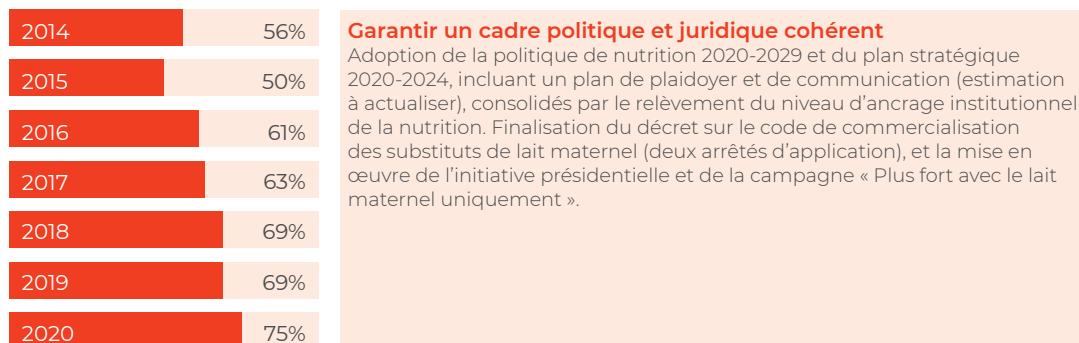
**69.3%**



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

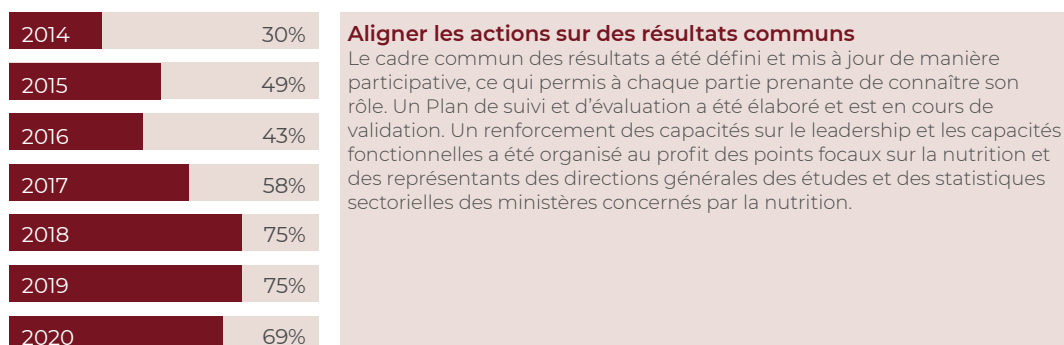
Du fait de l'engagement de haut niveau en faveur de la nutrition, de nouveaux secteurs (sport, fonction publique, communication, sécurité et habitat) ont rejoint la plateforme multiacteurs et de nouvelles organisations installées au Burkina Faso s'impliquent davantage, participant aux réunions et au financement des interventions de nutrition. Un programme conjoint de lutte contre la malnutrition chronique (cinq agences onusiennes et des acteurs gouvernementaux) a démarré dans l'est du pays.

- Dissémination de la Politique nationale multisectorielle de nutrition et opérationnalisation du PSMN.
- Plaidoyer pour maintenir la nutrition comme priorité du référentiel national de développement socio-économique 2021-2025.
- Amélioration de la gouvernance nutritionnelle (processus d'ancrage et mécanisme de redevabilité).
- Renforcement de la mobilisation des ressources (budget domestique inclus).
- Renforcement de la nutrition d'urgence.
- Renforcement du système d'information nutritionnelle.



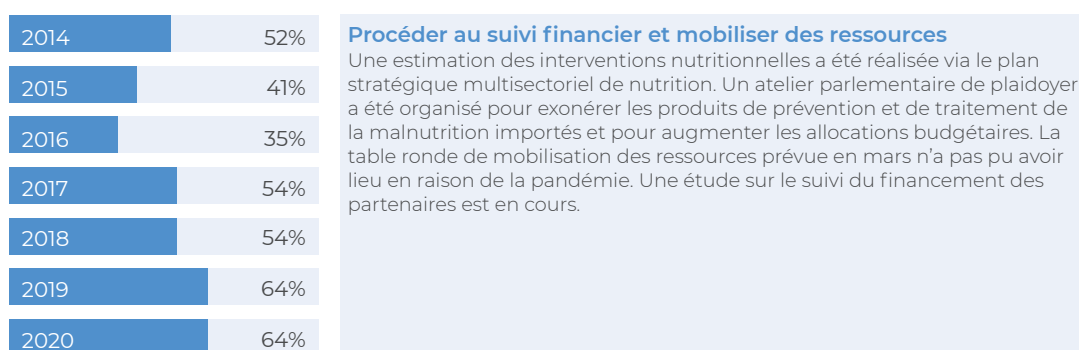
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Adoption de la politique de nutrition 2020-2029 et du plan stratégique 2020-2024, incluant un plan de plaidoyer et de communication (estimation à actualiser), consolidés par le relèvement du niveau d'ancrage institutionnel de la nutrition. Finalisation du décret sur le code de commercialisation des substituts de lait maternel (deux arrêtés d'application), et la mise en œuvre de l'initiative présidentielle et de la campagne « Plus fort avec le lait maternel uniquement ».



### Aligner les actions sur des résultats communs

Le cadre commun des résultats a été défini et mis à jour de manière participative, ce qui permis à chaque partie prenante de connaître son rôle. Un Plan de suivi et d'évaluation a été élaboré et est en cours de validation. Un renforcement des capacités sur le leadership et les capacités fonctionnelles a été organisé au profit des points focaux sur la nutrition et des représentants des directions générales des études et des statistiques sectorielles des ministères concernés par la nutrition.



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

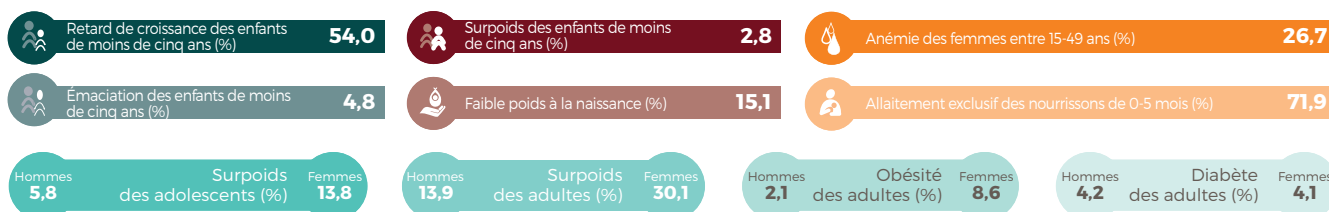
Une estimation des interventions nutritionnelles a été réalisée via le plan stratégique multisectoriel de nutrition. Un atelier parlementaire de plaidoyer a été organisé pour exonérer les produits de prévention et de traitement de la malnutrition importés et pour augmenter les allocations budgétaires. La table ronde de mobilisation des ressources prévue en mars n'a pas pu avoir lieu en raison de la pandémie. Une étude sur le suivi du financement des partenaires est en cours.



Date d'adhésion : février 2013

Population : 11,89 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/BURUNDI

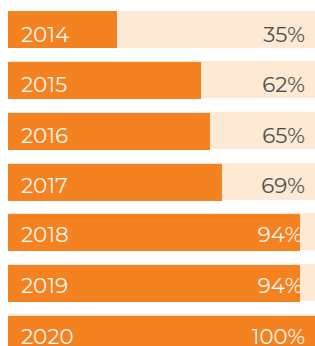


## APERÇU COVID-19

Même si l'incidence de cette maladie est restée faible, il y a eu quelques impacts négatifs qui ont gêné les rencontres en interne et en externe (colloques internationaux). Un plan de contingence national a été élaboré et les interventions nutritionnelles, tant sensibles que spécifiques, ont pu continuer. La campagne de dépistage massive organisée reste la fenêtre d'espoir.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

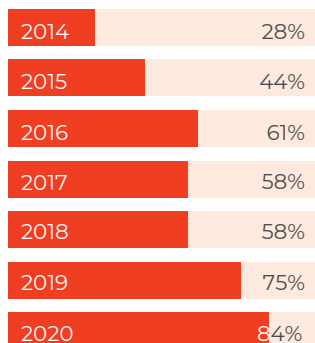
86.5%



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le processus de décentralisation de la plateforme multi-acteurs au niveau provincial est désormais très avancé. Une ébauche de son cadre légal est déjà finalisé par le SEP/PMSAN et attend la validation du Comité de pilotage de la plateforme multisectorielle. La mise en place de l'Alliance des parlementaires burundais pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (APBSAN) ainsi que du réseau des jeunes et de celui des journalistes sont en cours. Le réseau du secteur privé a été renforcé davantage dans son institutionnalisation car il s'est récemment doté d'organes dirigeants ainsi que d'un plan d'action.

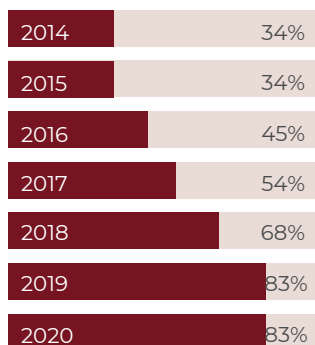
- Lancement officiel du PSMSAN II adopté par le Conseil des ministres, couplé avec la mobilisation des différents acteurs sur la consolidation de l'approche multisectorielle



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

De nouvelles mesures juridiques ont été prises dans le cadre de la subvention des soins pour les seniors et les retraités. Le SEP/PMSAN et les autres parties prenantes mènent des activités en rapport avec le respect de la législation sur l'iodation du sel. Une structure de contrôle de la qualité, le Bureau burundais de normalisation (BBN), est d'ailleurs fonctionnelle et fait respecter les normes établies. Des ateliers de consultation ont été organisés pour partager les résultats de l'évaluation des politiques dans le cadre des revues conjointes des programmes. Enfin, le programme national d'alimentation scolaire est opérationnel.

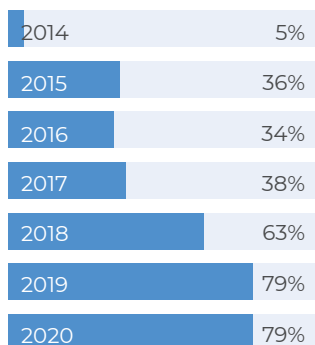
- Mise en place et encadrement des structures déconcentrées de la plateforme avec un système multisectoriel de suivi et d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition (SMSESAN)
- Finalisation, mise en place et redynamisation des réseaux des jeunes et des médias



### Aligner les actions sur des résultats communs

Le Plan d'action opérationnel du SEP/PMSAN a été élaboré et aligné au PSMSAN II 2019-2020, en particulier sur son axe V relatif au renforcement de la gouvernance, de la coordination multisectorielle et du partenariat. Le système multisectoriel de suivi et d'évaluation est en cours et va rendre disponibles les données sur les interventions de toutes les parties prenantes contribuant à l'atteinte des objectifs fixés, notamment à travers le plan d'action annuel du SEP/PMSAN découlant directement du PSMSAN 2019-2020. Les capacités sont progressivement renforcées au niveau sectoriel, et ce de façon continue.

- Finalisation et mise en place officielle du cadre institutionnel de l'Alliance des parlementaires (APBSAN)
- Organisation et tenue du Forum national sur la nutrition couplé avec la Table ronde des bailleurs



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

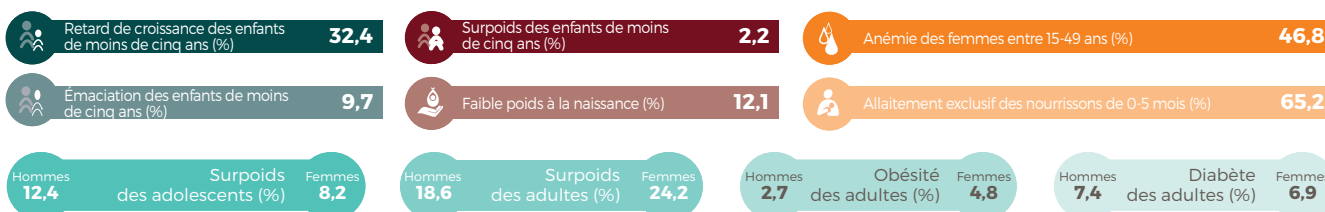
Une ligne budgétaire annuelle a été mise en place pour le fonctionnement du SEP/PMSAN. L'exercice de « suivi des allocations budgétaires » est réalisé annuellement, et permet d'avoir une idée du budget que le gouvernement alloue à la nutrition et à la sécurité alimentaire. Diverses parties prenantes élaborent des rapports de suivi financier et d'audit, mais ils ne sont pas toujours partagés à temps. La prise de décisions en matière de financement prend en compte le rapport d'analyse des lacunes qui a été produit au terme de l'élaboration et du chiffrage du PSMSAN II. Globalement, les appuis financiers extérieurs ont fortement diminué.



**Date d'adhésion :** juin 2014

**Population :** 16,72 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/CAMBODIA

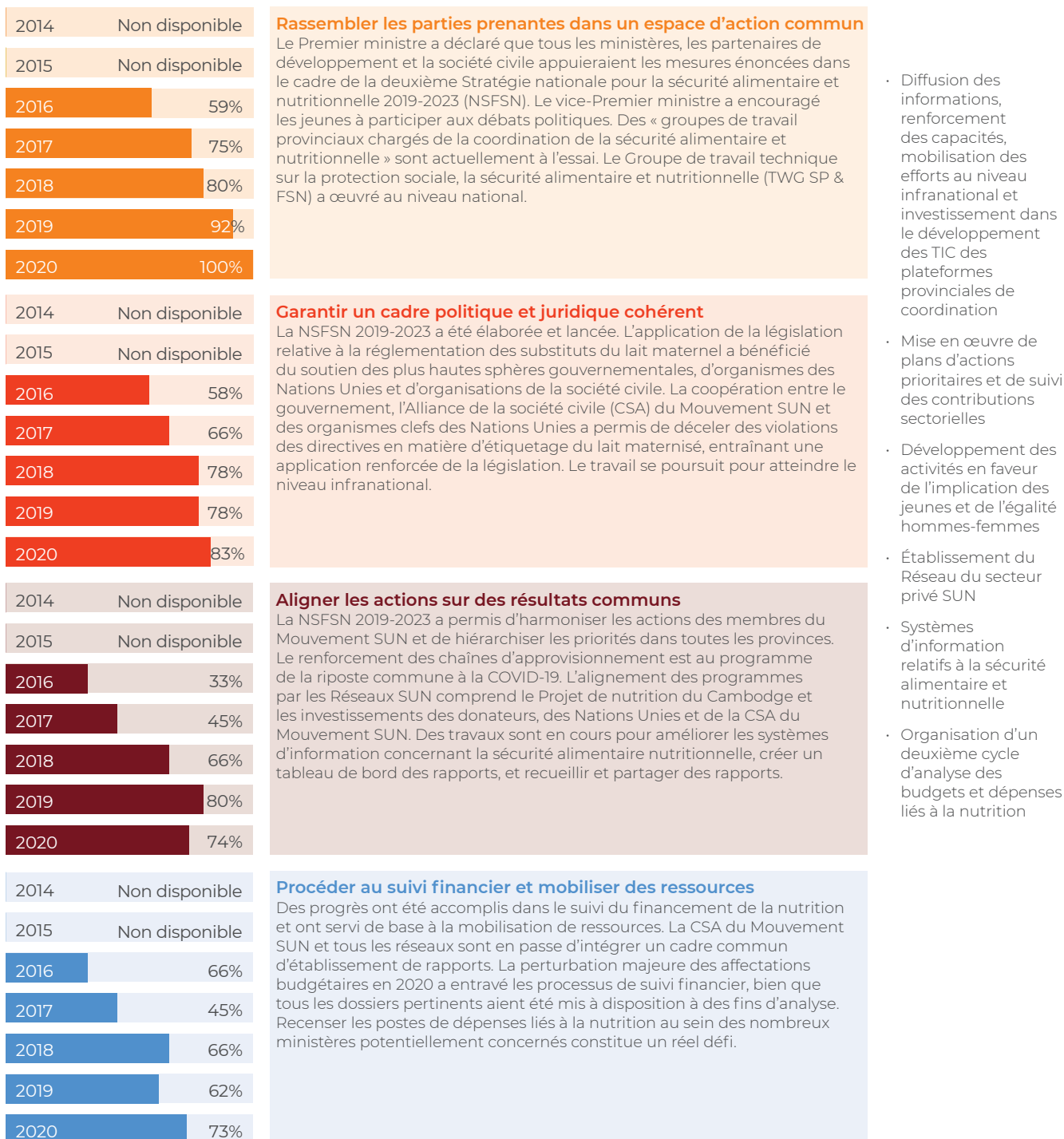


## APERÇU COVID-19

Malgré les défis qui se posent, les plateformes multiacteurs ont poursuivi leurs activités et intensifié leur travail d'évaluation de l'incidence de la pandémie de COVID-19 et de contribution à la réponse politique. L'assistance sociale et les transferts d'espèces ont été accrus pour garantir un accès aux denrées alimentaires.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

**82.5%**



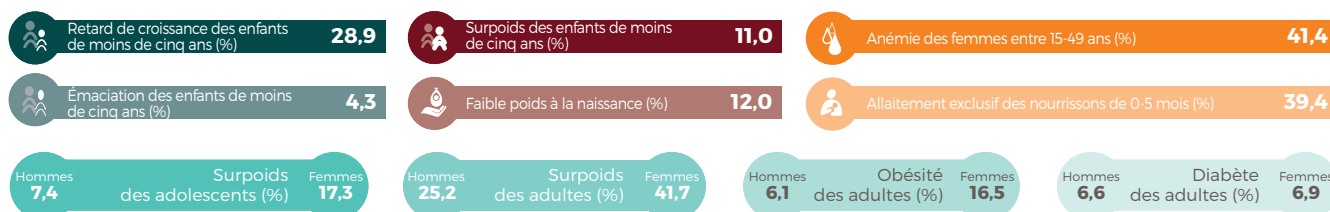
# Cameroun



**Date d'adhésion :** février 2013

**Population :** 26,55 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/CAMEROON

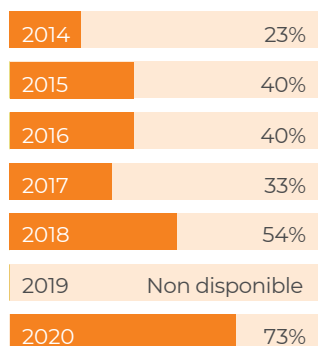


## APERÇU COVID-19

À cause de la COVID-19, les réunions de la plateforme se tiennent de façon moins régulière et, si besoin, par visioconférence et les points saillants sont intégrés à l'ordre du jour des réunions du Secrétariat technique du Comité interministériel de lutte contre la malnutrition. Par ailleurs, la continuité des services de santé et de nutrition au niveau communautaire reprend progressivement.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

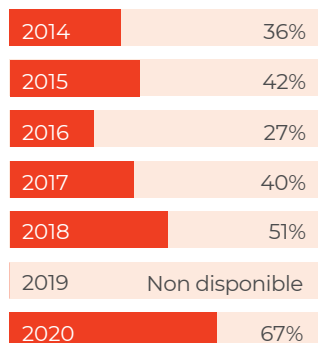
61.5%



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multisectorielle a été divisée en 4 sous-groupes de travail sur la nutrition (GTN) : ANJE, PCIMAS, Micronutriments et Urgences. Au niveau régional, ces GTN impliquent les collectivités territoriales décentralisées dans les 4 régions les plus touchées, mais la mise à l'échelle et la mise en place d'un mécanisme de coordination multisectorielle restent des défis à relever. Les activités prennent en compte les secteurs suivants : eau, hygiène et assainissement, sécurité alimentaire, protection sociale, égalité hommes-femmes et autonomisation de la femme. Si le réseau des médias a été créé, celui du secteur privé reste encore un défi.

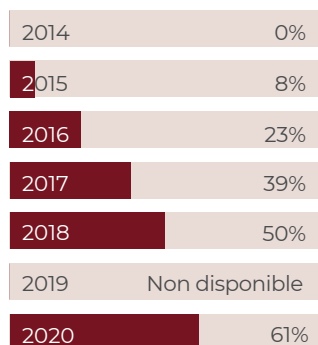
- Finalisation de l'estimation et de la budgétisation du plan opérationnel multisectoriel
- Organisation d'un forum national sur la nutrition avec une table ronde de mobilisation des ressources



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Un consultant a été recruté pour analyser la prise en compte de la nutrition dans les politiques. Les textes régissant les normes obligatoires de fortification à large échelle du sel en iode, des huiles de table raffinées en vitamine A et de la farine de froment en fer, zinc, vitamine B12 et acide folique ont été élaborés avec toutes les parties prenantes. Il en est allé de même pour la loi-cadre sur la sécurité sanitaire des aliments. Enfin, des évaluations des programmes de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë (PCIMA) et du profil des mères ayant des enfants atteints de malnutrition sévère ont eu lieu.

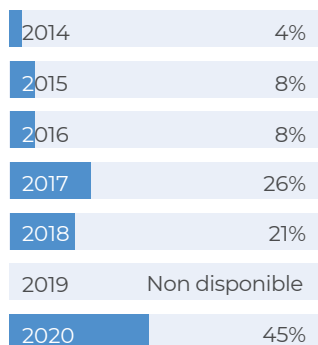
- Accompagnement de la plateforme académique pour la finalisation des programmes de formation en nutrition et création du corps des nutritionnistes dans la fonction publique camerounaise



### Aligner les actions sur des résultats communs

Le plan opérationnel multisectoriel, doté d'un cadre commun de résultats, a été revu et un suivi conjoint des actions prioritaires est mené. Des études viennent documenter leur mise en oeuvre et capitaliser sur les leçons apprises pour améliorer leurs effets sur la nutrition. Les activités menées découlent des plans d'action de chaque plateforme, évalués lors d'un atelier en septembre 2019. Un plan national de renforcement des capacités, élaboré avec l'appui de la plateforme académique, est disponible et en cours de mise en oeuvre. Le processus d'institutionnalisation des enquêtes SMART est également en cours.

- Renforcement de la coordination des activités nutritionnelles au niveau local avec des plateformes multisectorielles régionales
- Élaboration de feuilles de route pour les ambassadeurs de la nutrition
- Élaboration de la stratégie CSA de mobilisation de ressources



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Un consultant est en cours de recrutement pour la finalisation du processus d'estimation du plan opérationnel multisectoriel. L'intégration des lignes budgétaires dédiées aux activités de nutrition dans les cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) des ministères sectoriels et au niveau des collectivités territoriales décentralisées est effective. Il reste à mener l'analyse budgétaire pour la nutrition et à organiser une table ronde de mobilisation de ressources. Enfin, un prêt a été mobilisé auprès de la Banque mondiale pour le financement du développement de la petite enfance et de la nutrition.



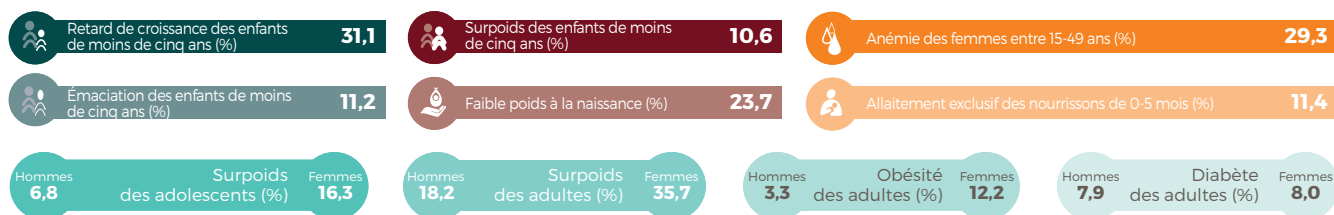
# Comores



**Date d'adhésion :** décembre 2013

**Population :** 0,87 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/COMOROS



## APERÇU COVID-19

La pandémie du COVID-19 ne s'est pas transformée en crise sanitaire à proprement parler (seulement 7 décès sur 537 cas recensés). Grâce aux efforts des acteurs de la plateforme, il y a eu un vrai engagement politique en donnant la priorité à la nutrition dans le plan national pour faire face au COVID-19.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

51.8%

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | 21%            |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | 18%            |
| 2020 | 44%            |

### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Bien que la plateforme multiacteurs n'existe pas officiellement par manque de signatures, des réunions sont organisées régulièrement sous l'égide de la Direction de la santé de la famille et rassemblent les différents acteurs en fonction des besoins (élaboration de projets, validation de documents, planification des interventions, mise en œuvre des activités et suivi).

- Mettre l'accent sur la nutrition maternelle
- Élaborer une cartographie des interventions
- Renforcer la nutrition à assise communautaire
- Assurer la prise en charge des cas de malnutrition aiguë modérée (MAM)

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | 22%            |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | 50%            |
| 2020 | 60%            |

### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le guide alimentaire comorien a été validé et diffusé. Une analyse des politiques et de la stratégie de nutrition maternelle a été effectuée. La mise en œuvre des actions nutritionnelles spécifiques a été renforcée (initiative Hôpitaux Amis des Bébé, nutrition maternelle dans les structures de santé).

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | 3%             |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | 57%            |
| 2020 | 63%            |

### Aligner les actions sur des résultats communs

Un plan d'action multisectoriel 2019-2021 a été élaboré avec la participation effective des parties prenantes des ministères concernés, des partenaires et de la société civile. La mise en œuvre du plan d'action est évaluée régulièrement. Des réunions mensuelles sont organisées dans les directions régionales. La continuité des services nutritionnels a été assurée via des solutions innovantes dans la communauté en réaction à la faible fréquentation des services de santé constatée. Principal défi à relever : la non-application du code international de commercialisation des substituts du lait maternel — il conviendra de poursuivre le plaidoyer.

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | 2%             |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | 58%            |
| 2020 | 40%            |

### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

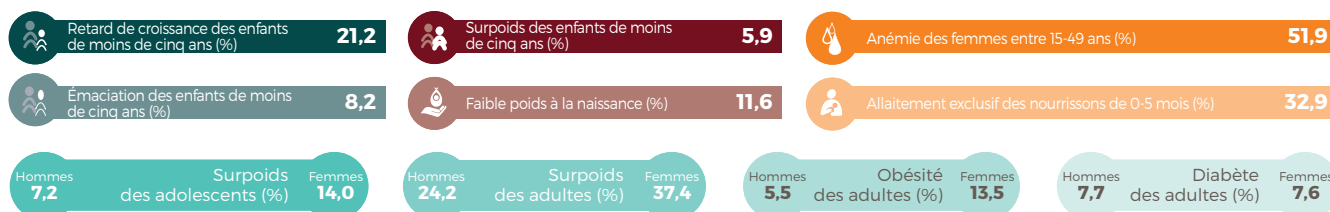
- Élaboration des registres pour la prise en charge de cas de malnutrition aiguë sévère (MAS).
- Approvisionnement en intrants nutritionnels et en équipements anthropométriques.
- Financement des activités nutritionnelles assuré par les partenaires techniques et financiers (OMS, UNICEF, UNICEF/JICA, FAO, FIDA, BAD).
- Principaux défis à relever : la non-existence d'une ligne budgétaire dédiée à la nutrition et l'absence d'une plateforme multisectorielle — il s'agira de continuer à plaider pour ces deux enjeux essentiels.



Date d'adhésion : octobre 2013

Population : 5,52 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/CONGO

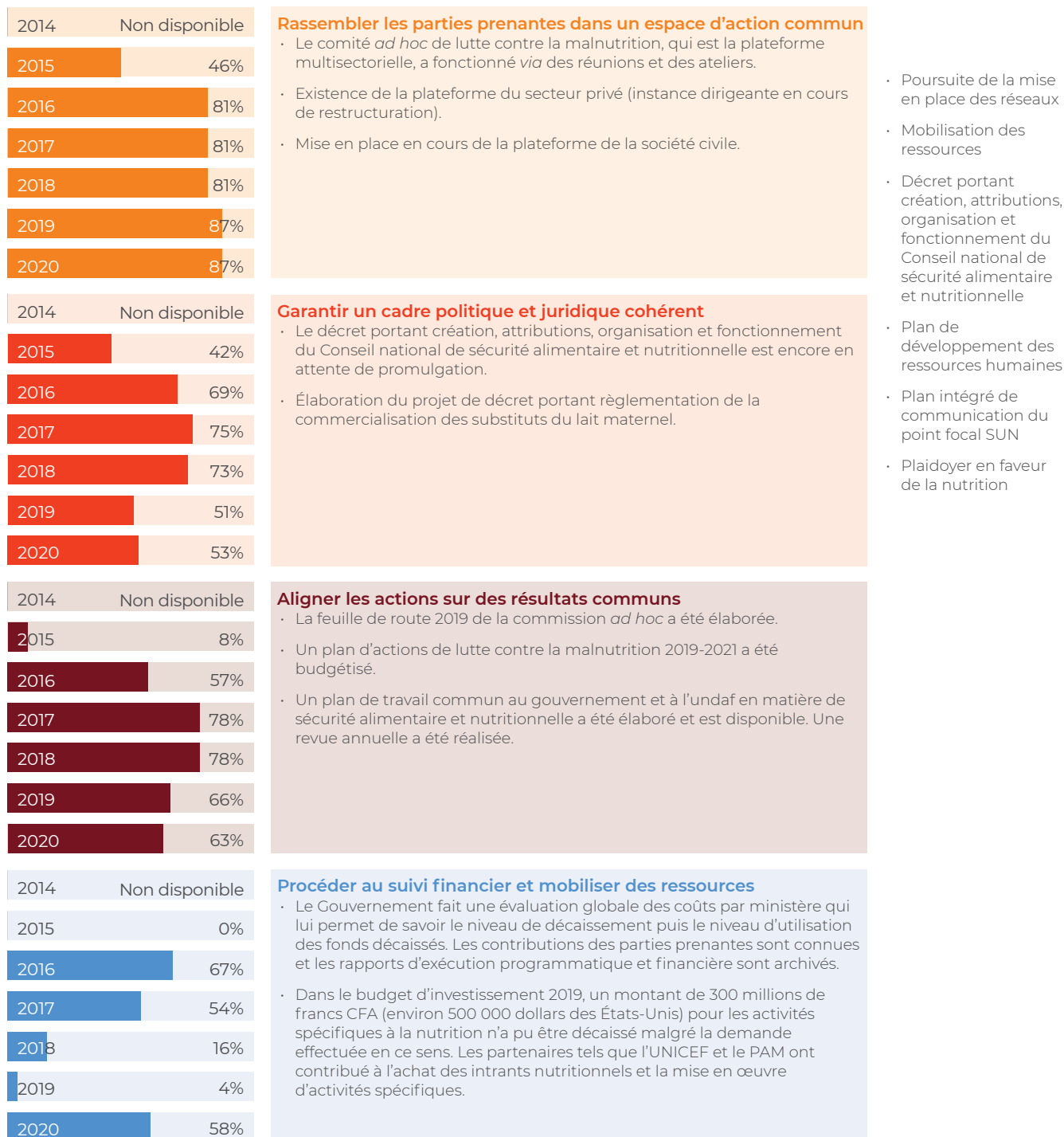


## APERÇU COVID-19

Relativement touché par la pandémie, avec 5 290 cas dont 92 décès, le pays a subi un double choc avec la baisse drastique du prix du pétrole. Le Gouvernement a adopté plusieurs mesures qui ont entraîné des perturbations dans le système alimentaire, mais ces mesures ont été allégées depuis septembre. La nutrition a été bien intégrée à la réponse nationale.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

65.3%



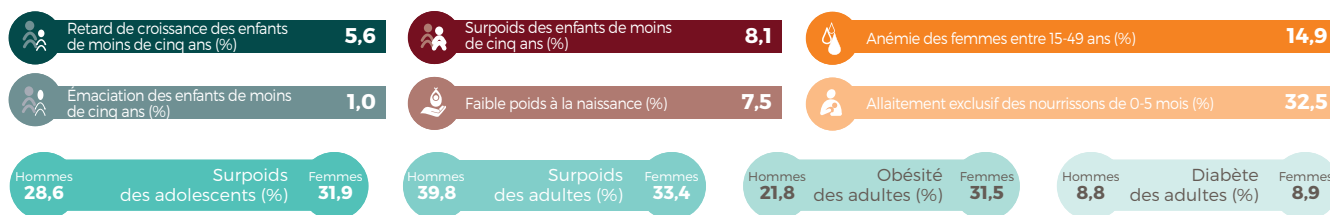
# Costa Rica



**Date d'adhésion :** mars 2013

**Population :** 5,09 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/COSTA-RICA

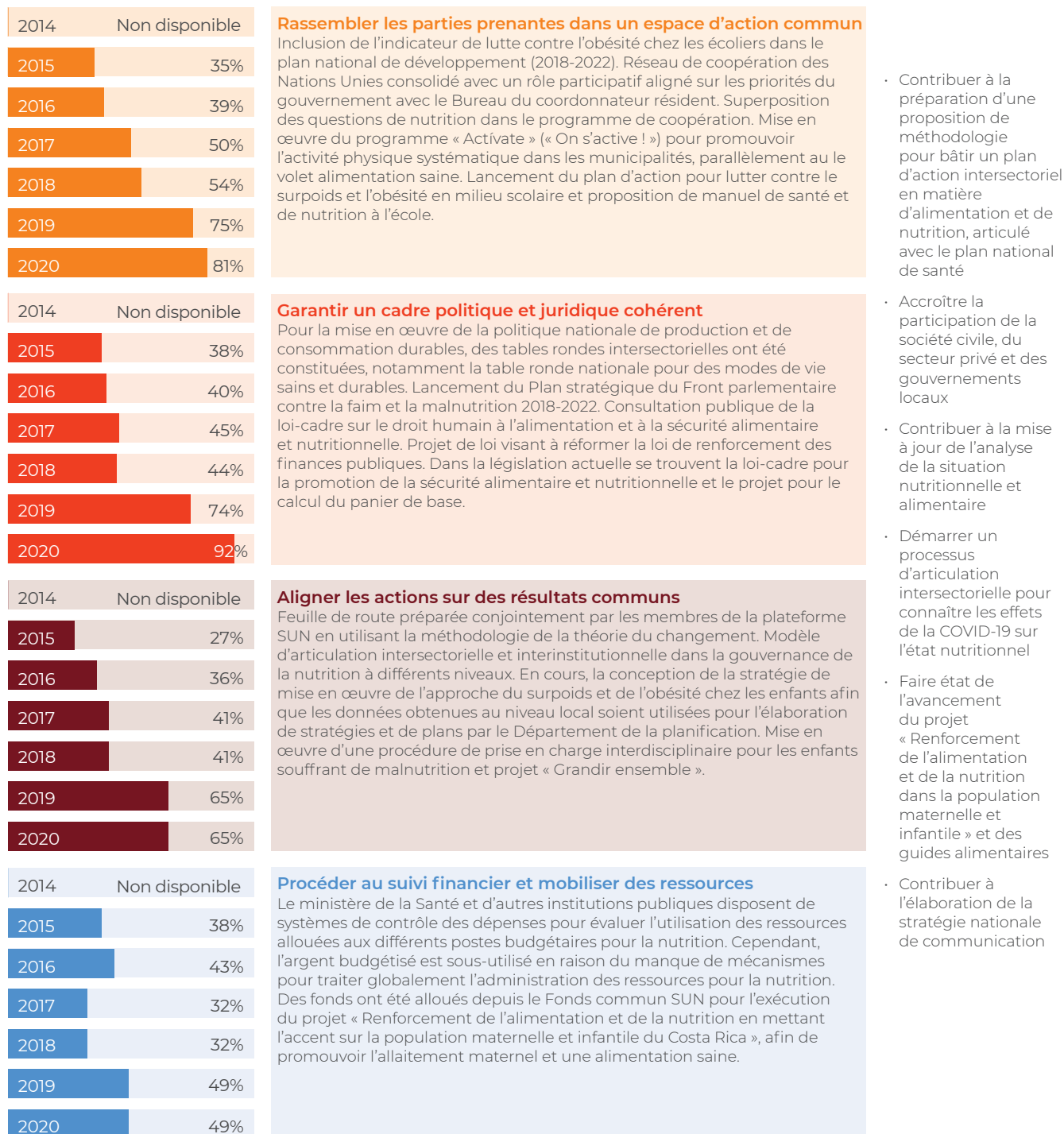


## APERÇU COVID-19

L'état d'urgence national a été déclaré et des mesures ont été prises pour enrayer la propagation de la COVID-19. Le ministère de la Santé a publié une stratégie de communication sociale sur les pratiques alimentaires saines pour faire face de la COVID-19. Le programme national de développement de la petite enfance du CEN-CINAI avec une modalité « à domicile » a bénéficié aux utilisateurs dans les domaines de l'alimentation, de la santé et de l'éducation.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

**71.8%**

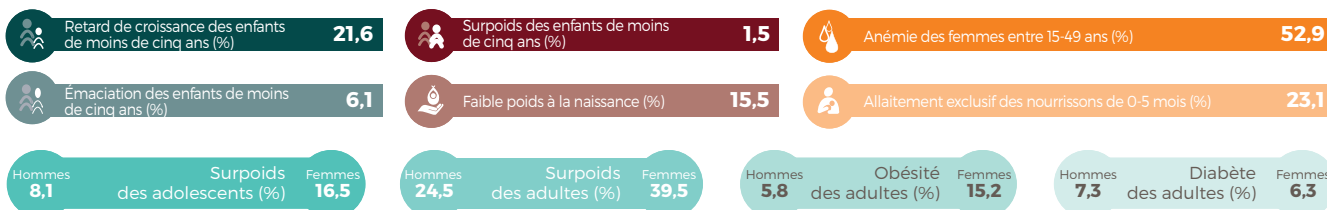




Date d'adhésion : juin 2013

Population : 26,38 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/COTE-DIVOIRE

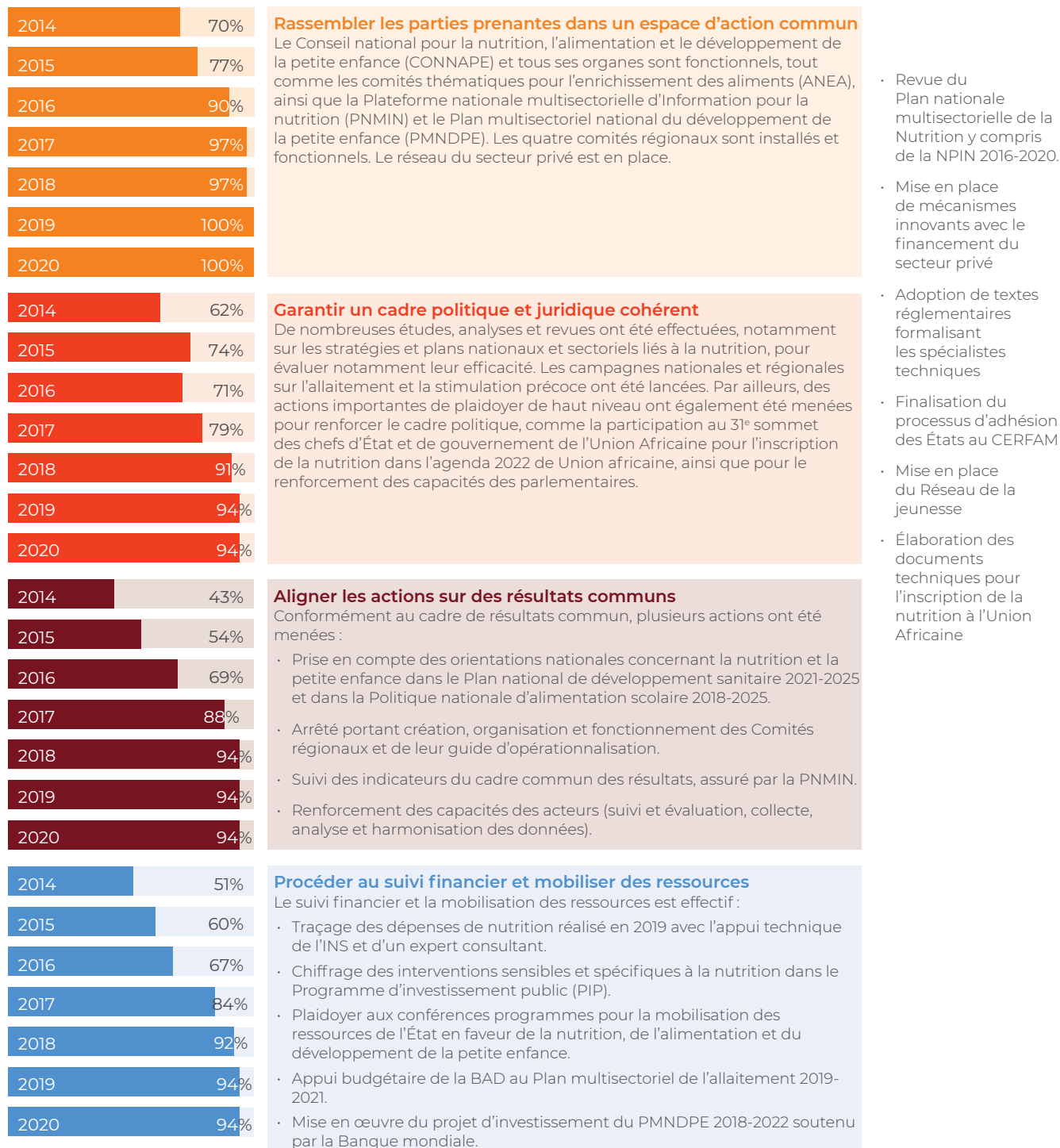


## APERÇU COVID-19

La crise sanitaire liée à la COVID-19 a ralenti et parfois même arrêté les activités de terrain, notamment de la Campagne nationale pour l'allaitement et la stimulation précoce des jeunes enfants, de la mise en place des comités régionaux, de l'étude sur le coût de la faim et des missions de supervision. Un plan de riposte du secteur nutrition et sécurité alimentaire contre la COVID-19 a été élaboré.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

95,5%





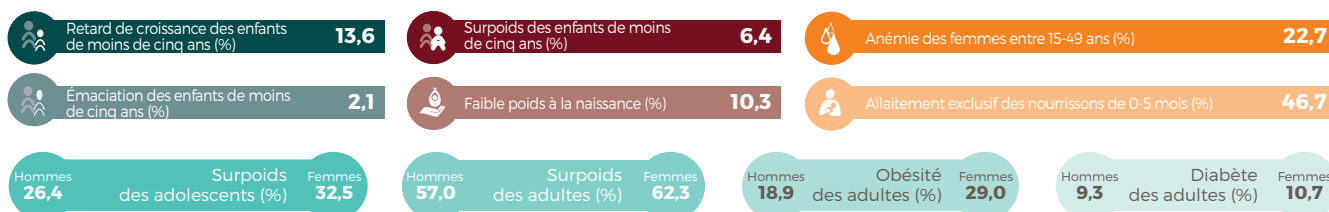
# El Salvador



**Date d'adhésion :** septembre 2012

**Population :** 6,49 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/EL-SALVADOR

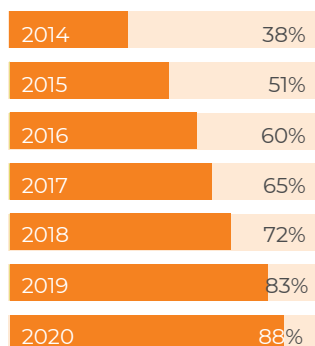


## APERÇU COVID-19

Les réseaux de la plateforme travaillent sur des actions dans le cadre de la phase de reprise après l'urgence : formation de la commission technique ; soutien aux familles avec une assistance alimentaire ; promotion de l'agriculture familiale ; ateliers sur l'alimentation et la nutrition pour les dirigeants communautaires ; campagnes éducatives de promotion d'une alimentation saine. Le pôle SAN et nutrition a été créé.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

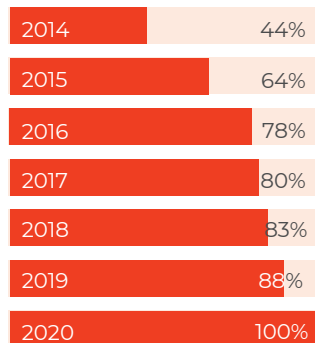
**83.0%**



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le pays continue de travailler dans le cadre du mécanisme multipartite, avec la participation du gouvernement, du réseau des Nations Unies, du réseau de la société civile et des actions développées avec le monde universitaire et les entreprises privées. Les efforts visant à unifier le réseau des universités et des entreprises privées ont été consolidés. Les Comités départementaux et municipaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle continuent à être formés et à mettre en œuvre des interventions au niveau territorial. La politique relative à la petite enfance envisage le développement d'actions qui auront une portée nationale et infranationale dans le domaine de la SAN.

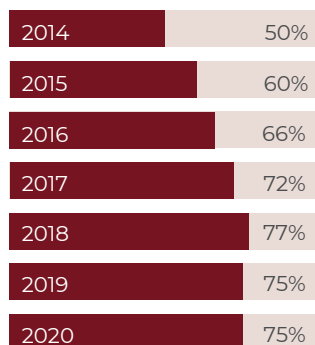
- Disposer d'un Plan stratégique national pour la nutrition
- Renforcement des réseaux qui font partie de la plateforme multipartite du pays, plus précisément du réseau d'entreprises privées et du monde universitaire



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

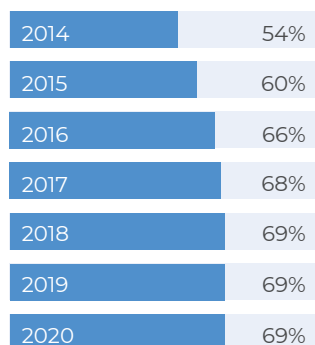
La thématique de la SAN a été abordée au plus haut niveau afin de positionner, de mettre en œuvre et de soutenir les interventions prévues à court, moyen et long terme. Cela permet d'harmoniser le travail interinstitutionnel et de maintenir un agenda de travail. Il existe un cadre juridique complet qui protège l'allaitement maternel : loi, règlements et Plan stratégique intersectoriel de la promotion, de la protection et du soutien de l'allaitement maternel. Le travail de sensibilisation à la révision et à l'approbation de la loi SAN se poursuit. Plan de développement, de protection et d'inclusion sociale 2020-2024 en cours d'élaboration, avec des objectifs stratégiques spécifiquement liés à la SAN.

- Bénéficier d'un soutien technique et financier pour le développement des actions de la SAN
- Continuer à promouvoir et à défendre le renforcement du cadre juridique pour la SAN
- Mettre en place des actions coordonnées dans un contexte d'urgence en faveur de la nutrition



### Aligner les actions sur des résultats communs

Principalement en 2019, des processus de renforcement des capacités techniques ont été menés et dirigés par les niveaux régionaux de gestion. Le soutien technique et financier a été fourni par le PAM et l'Institut de nutrition d'Amérique centrale et du Panama. Le réseau de la société civile, par le biais de l'Alliance Nutres, a mené divers processus de sensibilisation en faveur de la SAN dans le pays afin d'inscrire cette question dans les priorités publiques. La question de la SAN est abordée au plus haut niveau, notamment par les institutions gouvernementales, les agences non gouvernementales et d'autres entités intéressées par le soutien et la mise en œuvre des interventions de la SAN.

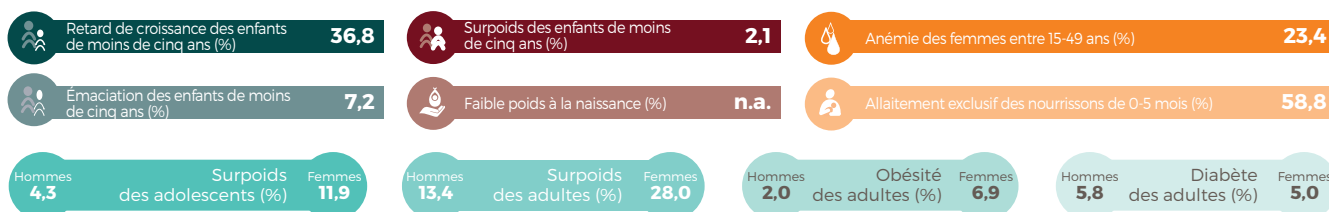


### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le soutien de la coopération extérieure est essentiel pour mettre en œuvre les interventions de la SAN, et ce sur une vaste échelle territoriale. Coordination dans la gestion des fonds pour promouvoir de nouveaux projets avec le soutien d'organismes de coopération tels que la FAO, le PAM et l'UNICEF. Le Conseil national de sécurité alimentaire se voit allouer un budget annuel par le gouvernement. Il n'y a pas eu de hausse des coûts budgétaires pour la SAN au cours de la dernière année. Des efforts sont déployés pour augmenter le budget de l'État pour les différentes actions. La société civile a présenté la stratégie de la SAN, élaborée dans le cadre du Plan Cuscatlán.



**Date d'adhésion :** septembre 2010  
**Population :** 114,96 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/ETHIOPIA



## APERÇU COVID-19

Un état d'urgence a été déclaré en avril 2020, s'ajoutant aux autres fléaux que sont les inondations et les sauterelles. La plupart des régions ont mis en place des plateformes multiacteurs régionales qui semblent bien fonctionner. Le gouvernement poursuit son action coordonnée destinée à assurer la prestation des services essentiels de santé.

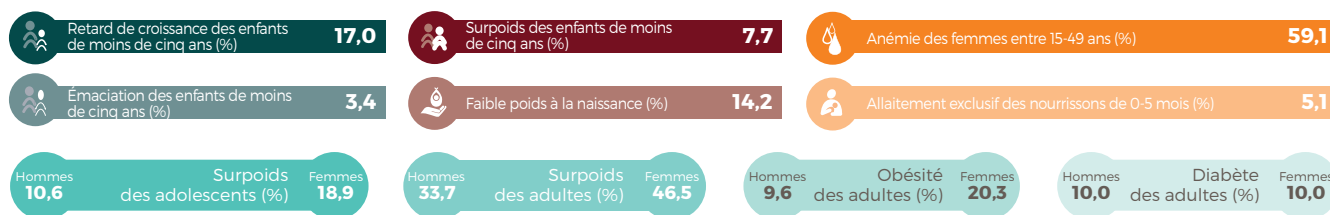
## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

**87.3%**

| Année | Statut         | Détails  | Actions  |
|-------|----------------|--|--|
| 2014  | Non disponible |  |  |
| 2015  | Non disponible |  |  |
| 2016  | Non disponible |  |  |
| 2017  | Non disponible |  |  |
| 2018  | Non disponible |  |  |
| 2019  | Non disponible |  |  |
| 2020  | 91%            | <b>Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun</b><br>Des mécanismes de coordination multisectorielle clairement définis ont été mis en place aux échelons national et infranational. Leurs résultats font l'objet d'un suivi régulier dans le cadre de réunions d'évaluation trimestrielles du comité technique et de réunions d'évaluation semestrielles ou annuelles de l'instance de coordination. Cette dernière a réitéré son engagement en pilotant et en faisant approuver, pour la première fois en Éthiopie, la nouvelle politique Alimentation et Nutrition. Un service responsable du programme contribue à la concrétisation de la Déclaration de Seqota. | <ul style="list-style-type: none"> <li>Achever l'élaboration et le chiffrage de la stratégie Alimentation et Nutrition</li> <li>Approuver la création de l'agence Alimentation et Nutrition au sein du cabinet du Premier ministre</li> <li>Renforcer les instances de coordination régionales chargées de l'alimentation et de la nutrition</li> <li>Améliorer le suivi et l'évaluation ainsi que les travaux de recherche</li> <li>Achever la conception et le plan d'action de la phase d'expansion de la Déclaration de Seqota</li> <li>Mobiliser des ressources, notamment financières et techniques</li> </ul> |
| 2014  | Non disponible |  |  |
| 2015  | Non disponible |  |  |
| 2016  | Non disponible |  |  |
| 2017  | Non disponible |  |  |
| 2018  | Non disponible |  |  |
| 2019  | Non disponible |  |  |
| 2020  | 92%            | <b>Garantir un cadre politique et juridique cohérent</b><br>Des politiques et des stratégies favorables au programme national de nutrition ont pu être entérinées grâce à des efforts fructueux. Cela comprend la politique Alimentation et Nutrition, la Stratégie pour une agriculture contribuant à la nutrition et le système UNISE (système d'information) pour le suivi de la Déclaration de Seqota. Une analyse plus ciblée des politiques existantes reste nécessaire. Ses données pourront influencer les décideurs politiques. De telles analyses ont maintenant été lancées par la NIPN Éthiopie et faciliteront l'obtention des informations nécessaires.                      |  |
| 2014  | Non disponible |  |  |
| 2015  | Non disponible |  |  |
| 2016  | Non disponible |  |  |
| 2017  | Non disponible |  |  |
| 2018  | Non disponible |  |  |
| 2019  | Non disponible |  |  |
| 2020  | 83%            | <b>Aligner les actions sur des résultats communs</b><br>Le Programme national de nutrition II (NNP II) et la Déclaration de Seqota ont permis aux secteurs de planifier et de mener des campagnes spécifiques à la nutrition ou y contribuant. Le NNP II a fourni un cadre commun de résultats permettant au gouvernement et aux parties prenantes de planifier la mise en place et d'y consacrer suffisamment de ressources pour la gérer et en suivre les résultats. La Déclaration de Seqota permet de dynamiser la mise en œuvre du NNP II, mais toutes les régions sont tenues de s'approprier le projet et de mobiliser des ressources.  |  |
| 2014  | Non disponible |  |  |
| 2015  | Non disponible |  |  |
| 2016  | Non disponible |  |  |
| 2017  | Non disponible |  |  |
| 2018  | Non disponible |  |  |
| 2019  | Non disponible |  |  |
| 2020  | 83%            | <b>Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources</b><br>Le gouvernement et les parties prenantes ont alloué les ressources nécessaires au NNP II et à la Déclaration de Seqota. Le gouvernement éthiopien a alloué 16 millions de dollars des États-Unis aux interventions multisectorielles de 2019-2020 associées à la Déclaration de Seqota et 40 millions de dollars des États-Unis (estimation) au NNP II de 2020-2021. Certaines parties prenantes se sont engagées sur plusieurs années à appuyer certains volets du NNP II. Des secteurs tels que l'éducation et l'agriculture ont élaboré des stratégies propres à leur domaine.  |  |



**Date d'adhésion :** décembre 2016  
**Population :** 2,23 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/GABON](https://scalingupnutrition.org/gabon)

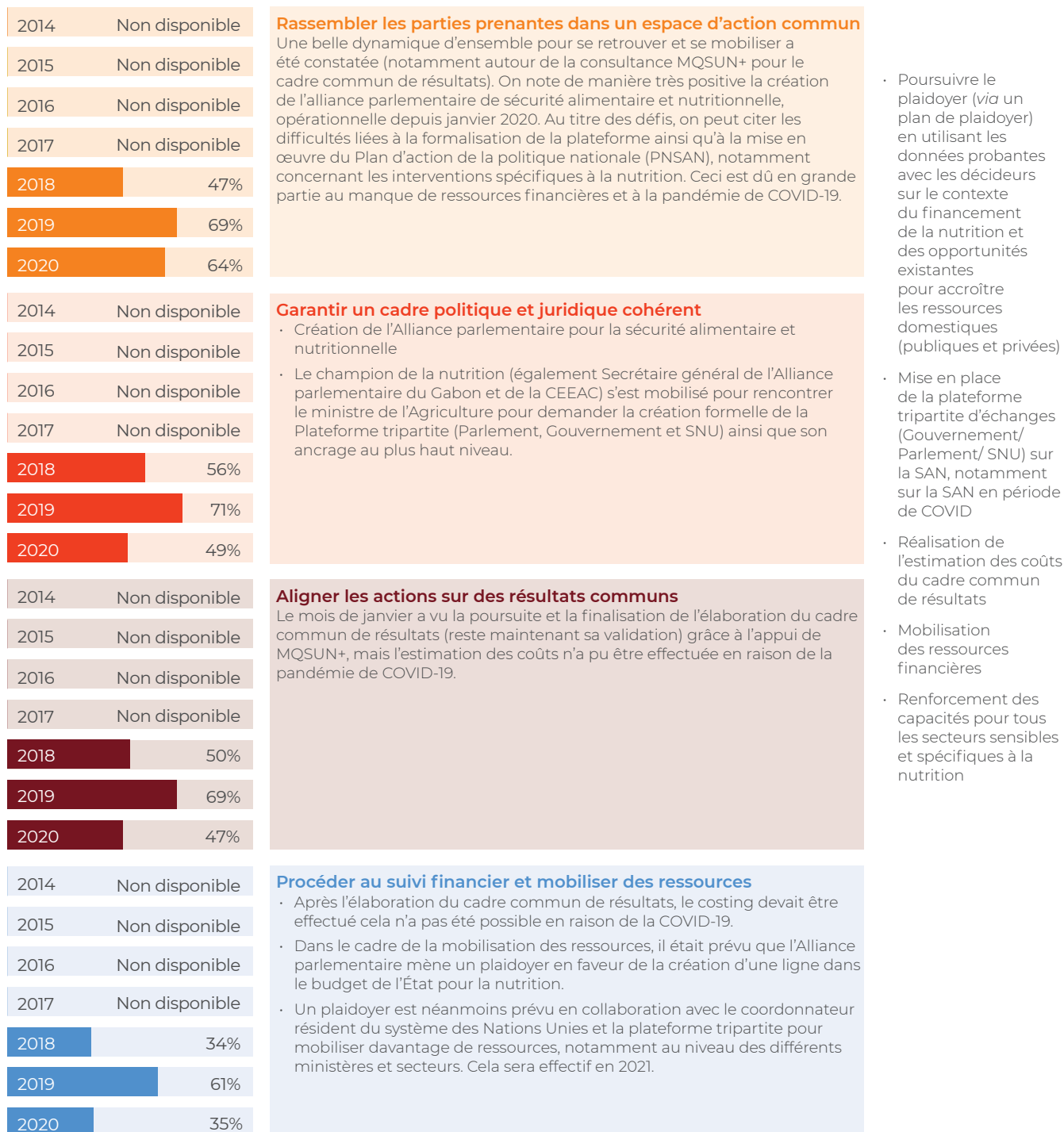


## APERÇU COVID-19

Exportateur de pétrole, le Gabon a subi deux crises simultanées : les effets de la COVID-19 et la baisse drastique des prix du pétrole. Les mesures prises ont inclus un confinement total de la capitale, entraînant des perturbations importantes du système alimentaire. Peu intégrée dans la réponse nationale, la nutrition a été prise en compte dans le volet sensibilisation et distribution de semences.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020

**48.8%**

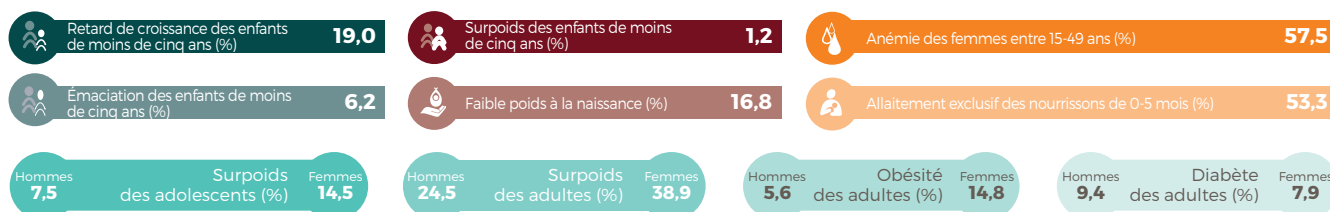




**Date d'adhésion :** juillet 2011

**Population :** 2,42 millions

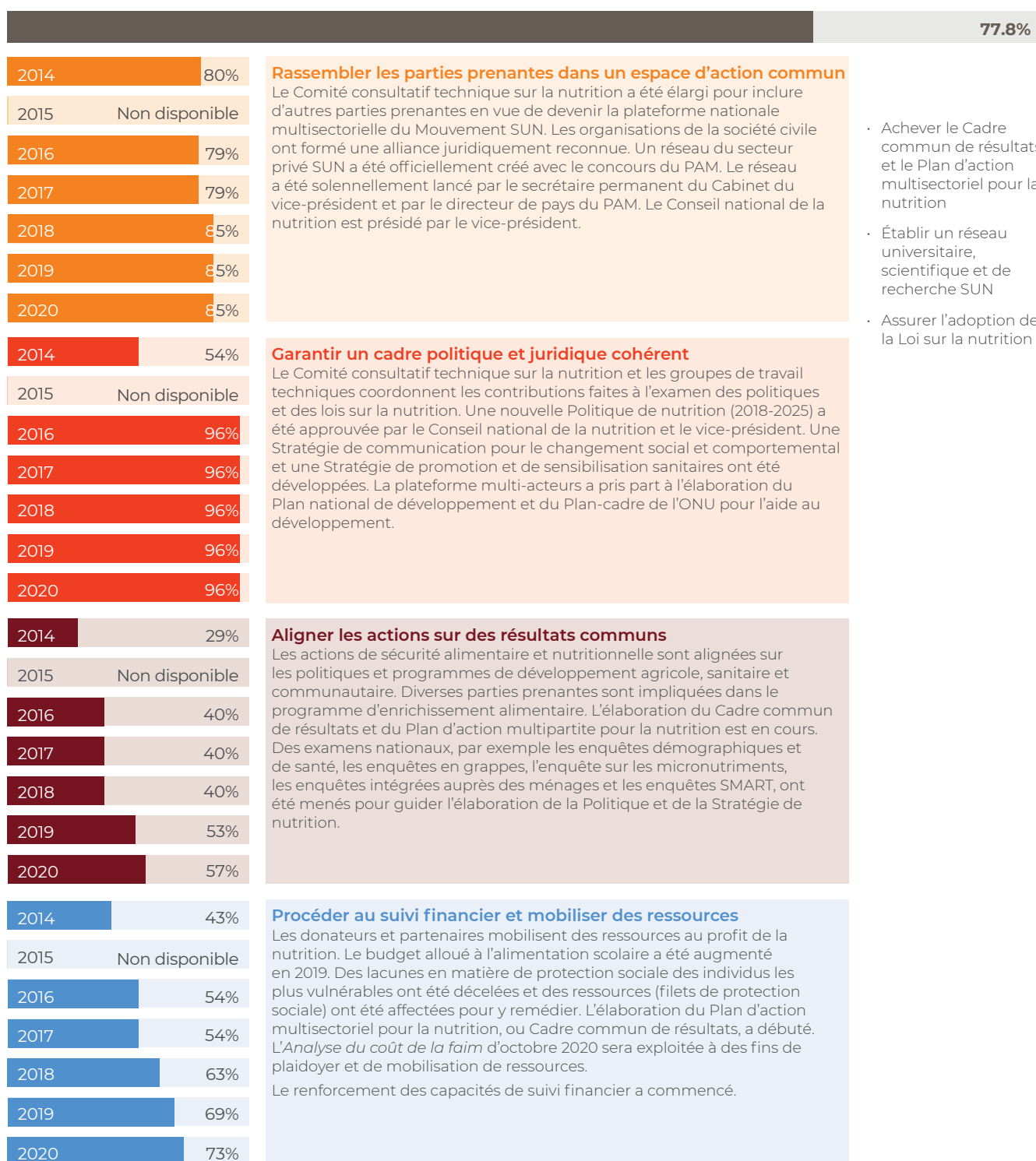
SCALINGUPNUTRITION.ORG/GAMBIA



## APERÇU COVID-19

Une situation d'urgence sanitaire a été déclarée en mars 2020. L'ensemble des parties prenantes de la nutrition a participé à la prévention et à la gestion de la pandémie et de ses retombées. Le Secrétariat national de protection sociale a été établi, les transferts monétaires sans conditions ont été garantis et de la nourriture a été distribuée.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020



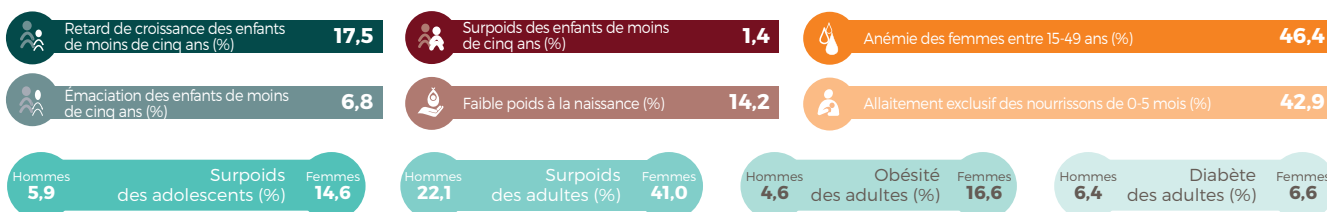




**Date d'adhésion :** mars 2011

**Population :** 31,07 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/GHANA

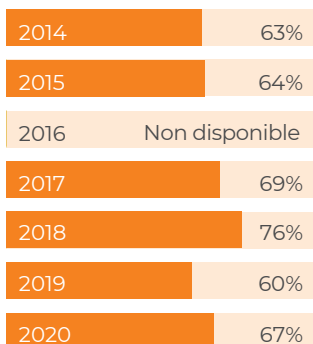


## APERÇU COVID-19

Le confinement a affecté l'économie et la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN). La plateforme multi-acteurs SUN a contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de riposte nationale. Les individus les plus touchés ont reçu des colis d'aide et eu gratuitement accès à des équipements et services. Les PME ont bénéficié d'une assistance pour rester à flot et se préparer à la reprise.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

**69.3%**



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Créé en 2011, le Groupe intersectoriel de planification de la SAN compte six groupes de travail sur les politiques, la mobilisation de ressources, le renforcement des capacités, le suivi et l'évaluation, la communication et le plaidoyer. Les membres sont des partenaires de développement et des organisations de la société civile et du milieu universitaire des niveaux national et infranational. Ils, partagent leurs idées, collaborent planifient, réalisent, contrôlent et évaluent des actions de promotion de la SAN. Malgré la pandémie, plusieurs réunions ont eu lieu cette année en ligne.

- Évaluation des performances de la mise en œuvre du Cadre national de politiques en matière de développement à moyen terme (MTNDPF) 2018- 2021

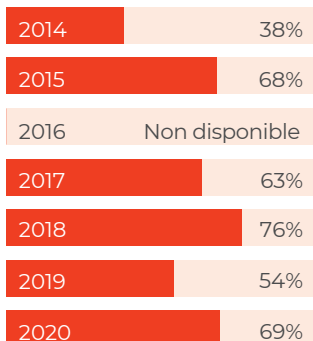
- Développement de priorités relatives à la SAN pour le MTNDPF 2022- 2025

- Production de rapports d'avancement annuel de la SAN en 2020

- Intégration de la SAN dans les plans sectoriels et de districts

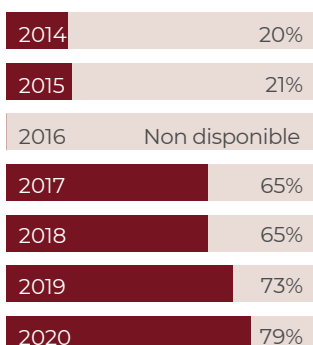
- Élaboration d'un cadre de résultats pour le MTNDPF 2022-2025

- Organisation de réunions de planification annuelle et d'examen trimestriel et de fin d'année



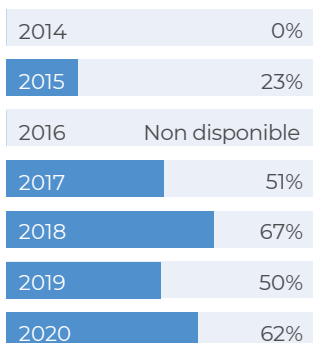
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'ensemble des cadres nationaux juridiques et politiques de la SAN sont en cours d'intégration dans le nouveau Plan national de développement à moyen terme 2022-2025. Cela permettra à la totalité des ministères, services et agences ainsi qu'aux assemblées métropolitaines, municipales et de district d'effectuer une planification fondée sur des objectifs et stratégies communs et de coordonner les actions en fonction des cibles convenues. Des directives, politiques et lois relatives à la SAN sont mises au point pour s'assurer que cette dernière soit une priorité nationale.



### Aligner les actions sur des résultats communs

Le Cadre national de politiques en matière de développement comprend une section dédiée à la SAN harmonisant objectifs, stratégies, indicateurs et cibles. Cela permet aux ministères, aux organismes des Nations Unies, à la société civile et aux donateurs d'aligner les programmes sur les stratégies nationales. Le suivi et l'évaluation des actions et la production de rapports contribuent au Cadre national de résultats et au Rapport national d'avancement annuel. L'année 2020 a été ponctuée par le lancement de plusieurs rapports multisectoriels, notamment le Rapport sur la pauvreté infantile multidimensionnelle.



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Passer d'une budgétisation fondée sur les activités à une budgétisation fondée sur les programmes a complexifié le suivi des affectations budgétaires. La Commission nationale de planification du développement met en place un système de gestion des informations pour mieux suivre les budgets affectés à la SAN et identifier les lacunes. Avec le ministère des Finances et l'Institut de l'agriculture tropicale, elle a dirigé le Groupe intersectoriel de planification de la SAN et initié une analyse budgétaire dans les secteurs contribuant à la nutrition pour mobiliser des ressources et combler les lacunes.

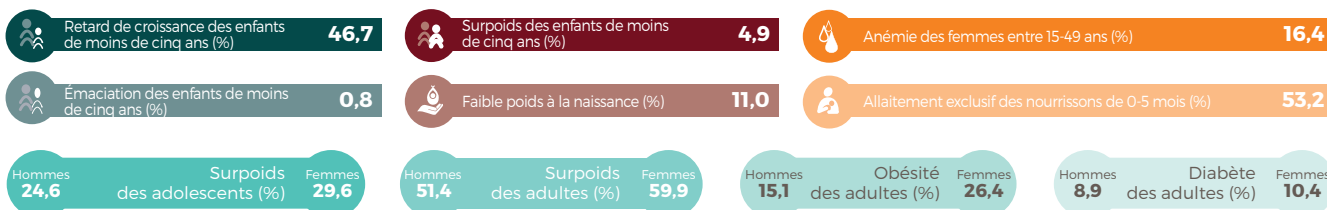
# Guatemala



**Date d'adhésion :** décembre 2010

**Population :** 17,92 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/GUATEMALA

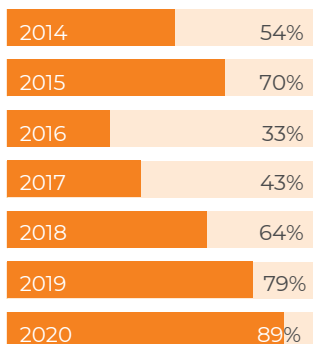


## APERÇU COVID-19

Dans le cadre de l'urgence de la COVID-19, le gouvernement du Guatemala a mis en œuvre les actions nécessaires pour soutenir la population vulnérable : la loi d'urgence pour protéger les Guatémaltèques des effets ; la loi de secours ; des actions pour rechercher activement les cas de malnutrition aiguë ; l'accord ministériel sur le programme d'alimentation scolaire. En outre, 320 centres d'opérations d'urgence ont été mobilisés.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

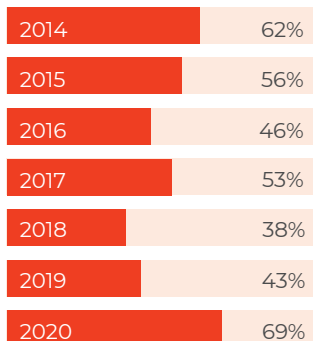
**73.3%**



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Au niveau national, le Système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SINASAN) intègre les acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays. Au niveau départemental, on trouve des commissions départementales, au niveau municipal, des commissions municipales, et, au niveau communautaire, des commissions communautaires. En 2019, le Protocole d'action commune a été approuvé, avec des procédures de coordination et d'action. Le Comité de liaison technique interinstitutionnel (CTI) a été réactivé avec des représentants du gouvernement, des partenaires, le secteur privé, le monde universitaire, la société civile et des donateurs.

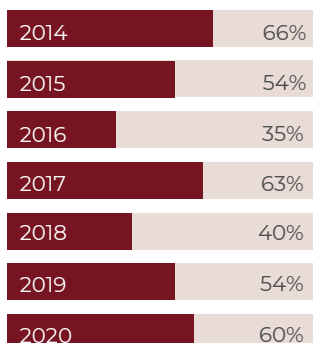
- Aligner les interventions mettant en œuvre la plateforme de la Grande Croisade
- Renforcer la mise en œuvre de la Grande Croisade en soutenant l'élaboration de plans et de programmes, le suivi et l'évaluation, la recherche et la mobilisation de ressources, sur la base du passage de l'urgence au développement



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

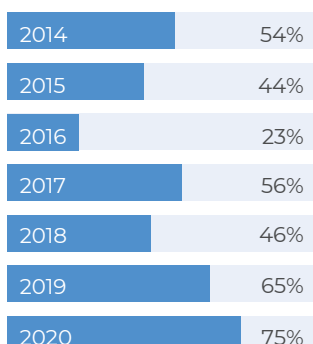
La Politique générale du gouvernement et le Plan national d'innovation et de développement ont été présentés. L'Agenda de travail annuel du Cabinet spécifique du développement social a été créé. De même, la Grande Croisade nationale pour la nutrition 2020-2024 a été conçue et approuvée : il s'agit de stratégie de la SAN du président Giammattei qui cherche à unir tous les secteurs du pays : autorités (centrales et municipales), entreprises privées, organisations non gouvernementales, coopération internationale, monde universitaire, monde religieux et société civile, dans le but d'améliorer la nutrition des familles guatémaltèques, en mettant l'accent sur les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées du pays.

- Élaborer un plan de travail pour améliorer les stratégies de communication dans le but de consolider et de renforcer la plateforme multipartite
- Encourager la mobilisation de ressources pour soutenir les mécanismes nationaux d'aide humanitaire
- Augmenter l'audit social de la société civile
- Renforcer l'accent mis sur l'égalité des sexes et la pertinence culturelle



### Aligner les actions sur des résultats communs

La Grande Croisade nationale pour la nutrition est la stratégie nationale pour améliorer la nutrition, alignée sur la Politique générale du gouvernement 2020-2024, le Plan Katun 2032 et les ODS. L'analyse et la mise en relation des interventions du Plan opérationnel annuel pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (avec des interventions pour chaque ligne d'action et coordonnées avec les gouverneurs des départements) ont été réalisées. Dans le cadre du CTI, des sous-commissions de travail ont été formées pour promouvoir la mise en œuvre de la Grande Croisade. Le document *Lignes directrices pour la recherche active de cas de malnutrition aiguë et autres actions liées à la nutrition et à l'urgence* a été approuvé.



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Participation au Programme de financement conjoint de l'architecture financière de la Grande Croisade, qui financera les actions de la Grande Croisade nationale pour la nutrition. Un suivi est réalisé sur l'avancement de l'exécution des dépenses relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il existe un rapport spécifique dans le système comptable intégré (SICOIN) sur les progrès dans l'exécution des objectifs financiers des structures budgétaires liées à la SAN ; il fait partie de l'accès à l'information publique.

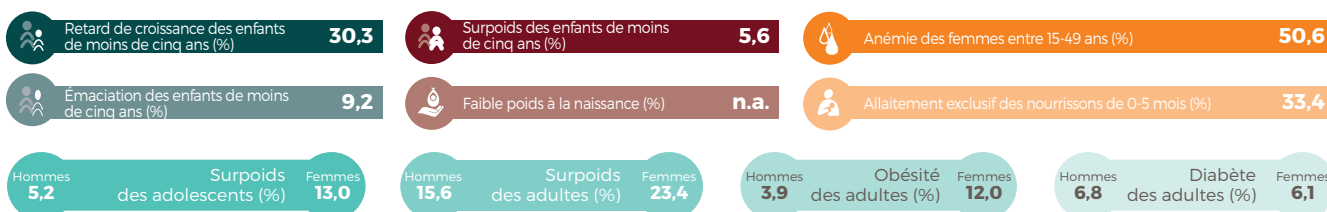
Les sources de données utilisées s'appuient sur les indicateurs globaux qui sont inclus dans le système de suivi, d'évaluation, de responsabilité et d'apprentissage (MEAL, pour son acronyme en anglais) du Mouvement SUN.



Date d'adhésion : mai 2013

Population : 13,13 millions

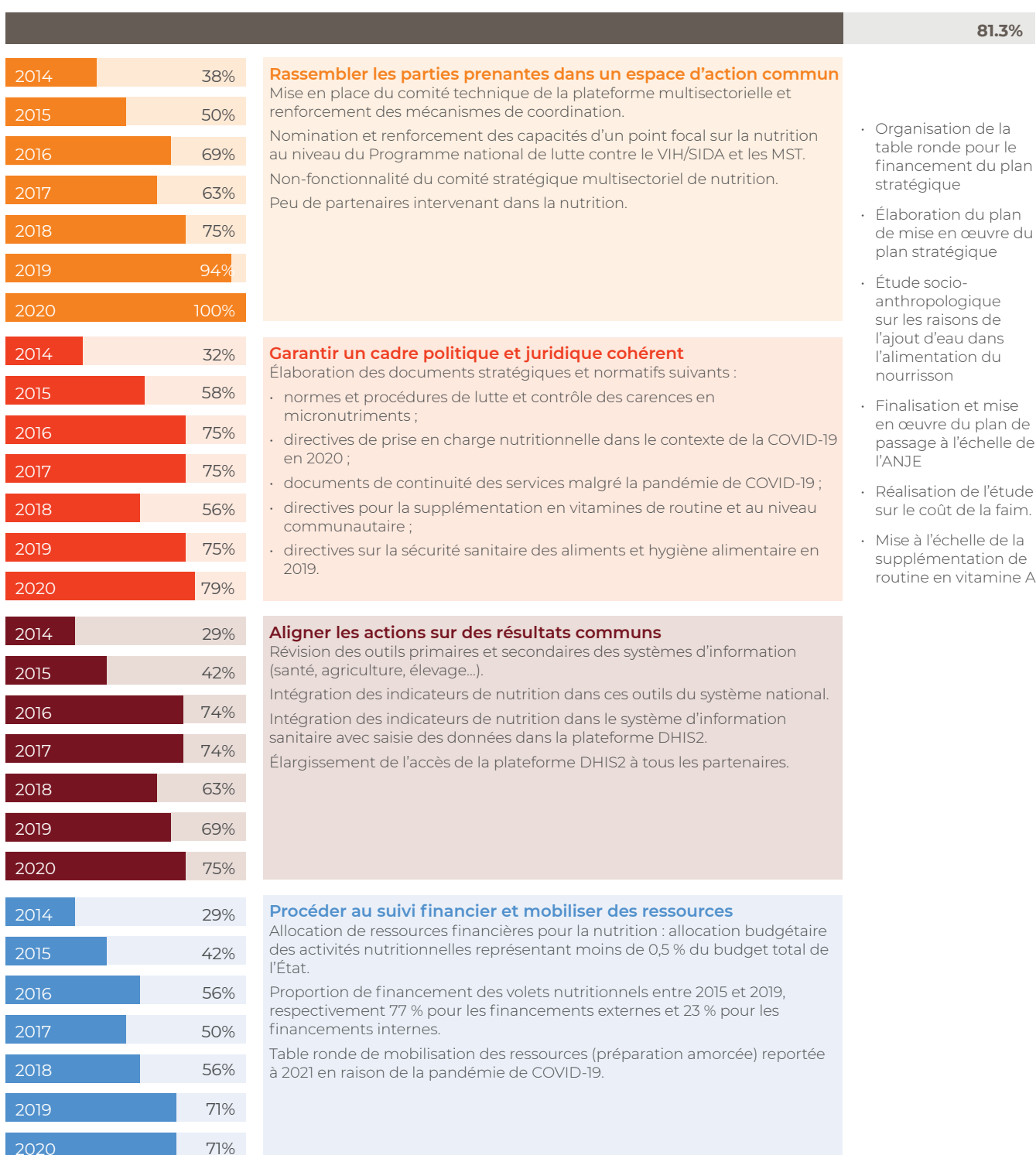
SCALINGUPNUTRITION.ORG/GUINEA



## APERÇU COVID-19

Le pays a enregistré 12 000 cas dont 71 décès au 30/10/2020. Le gouvernement a adopté plusieurs mesures, dont la restriction des voyages et la fermeture des frontières, entraînant des perturbations des systèmes alimentaire et nutritionnel. La composante nutrition a été intégrée dans la réponse nationale via la mise en œuvre de plans de prise en charge.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

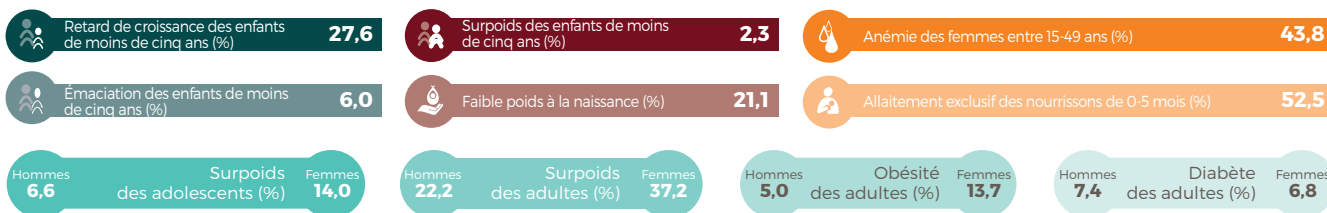




**Date d'adhésion :** mars 2014

**Population :** 1,97 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/GUINEA-BISSAU

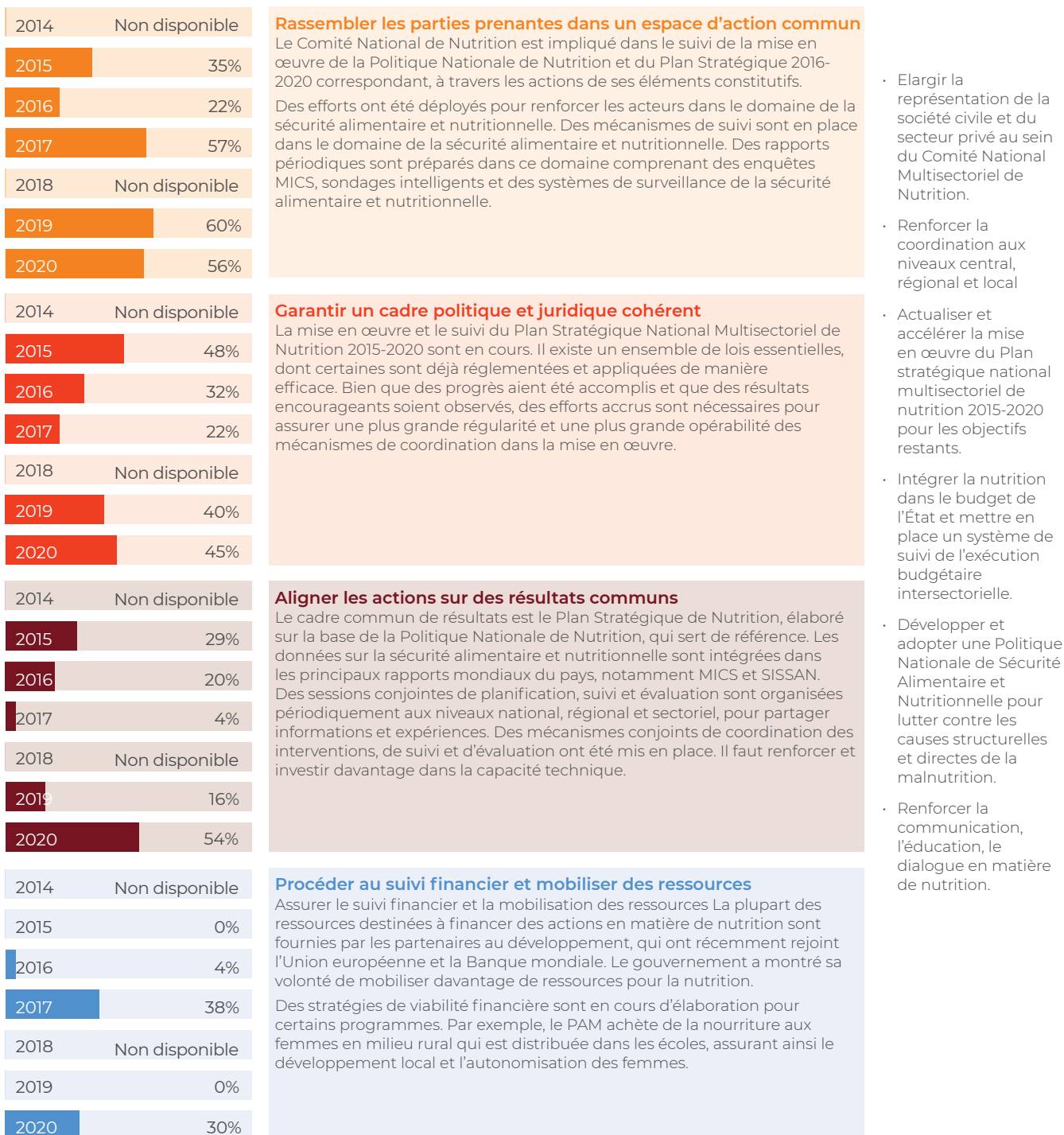


## APERÇU COVID-19

L'année 2020 a été une période politique et sociale particulièrement troublée avec des élections législatives et présidentielles, un changement de gouvernement et le déchaînement de la pandémie. L'état d'urgence a été déclaré, ce qui a donné lieu à des restrictions à la mobilité et à la possibilité de se rassembler. Le Comité national de nutrition a été dynamisé grâce à des communications virtuelles.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

**46.3%**



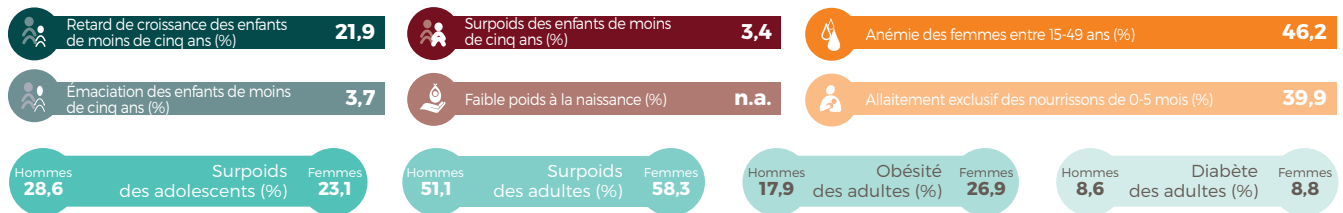




Date d'adhésion : juin 2012

Population : 11,40 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/HAITI

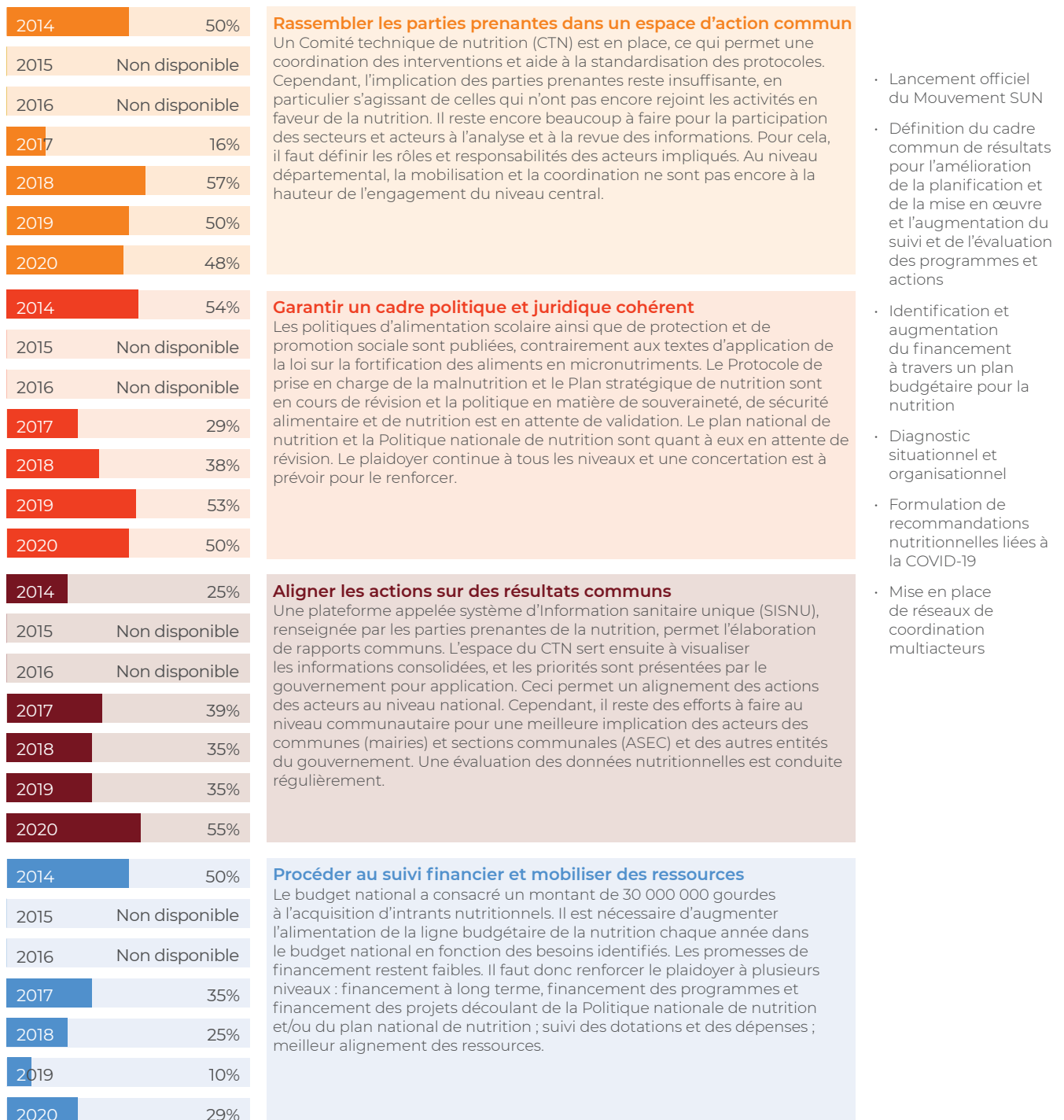


## APERÇU COVID-19

Suite à la pandémie, les mesures mises en place ont eu un impact sur les activités de nutrition communautaires. Dans son plan de réponse, le gouvernement n'a pu intégrer la nutrition que dans la prise en charge nutritionnelle des malades. La capacité des mères à jouer un rôle d'agents de santé communautaires a été renforcée pour le dépistage et le suivi nutritionnel de leurs enfants.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

45.5%

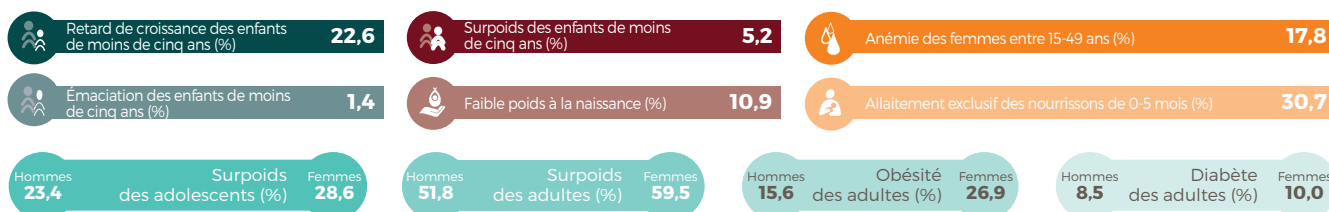




**Date d'adhésion :** mai 2019

**Population :** 9,90 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/HONDURAS



## APERÇU COVID-19

Le gouvernement a activé le Système national de gestion des risques pour soutenir le ministère de la Santé dans la gestion de l'urgence, et un Plan complet de confinement et de réponse aux cas de coronavirus a été préparé. Un commissaire présidentiel pour la réponse à la COVID-19 a été nommé. L'équipe humanitaire a mobilisé 35,2 millions de dollars pour la mise en œuvre du Plan de réponse humanitaire.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

**32.0%**

| Année | État           | Indicateur | Description  | Impact |
|-------|----------------|------------|--|--------|
| 2014  | Non disponible |            | <b>Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun</b>   |        |
| 2015  | Non disponible |            | La loi sur la Sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) a été créée. Elle prévoit la mise en place du Système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle, composé du Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle, en tant qu'organe de gestion et de décision, du Comité technique interinstitutionnel, en tant qu'organe technique officiel de consultation et de coordination, et de la Commission de suivi de la mise en œuvre des politiques, d'évaluation et de contrôle. Mise à jour de la politique de la SAN. L'adhésion au Mouvement SUN, puis la visite de la Coordinatrice ont été les principaux catalyseurs de la régulation du fonctionnement de ces espaces et réseaux.                       |        |
| 2016  | Non disponible |            |  |        |
| 2017  | Non disponible |            |  |        |
| 2018  | Non disponible |            |  |        |
| 2019  | Non disponible |            |  |        |
| 2020  | 42%            |            |  |        |
| 2014  | Non disponible |            | <b>Garantir un cadre politique et juridique cohérent</b>   |        |
| 2015  | Non disponible |            | La mise à jour de la politique et de la stratégie en 2017 et 2018 a représenté un processus de dialogue national et local qui a impliqué la mobilisation du Système national et des Commissions régionales. Il est important de disposer d'un cadre juridique qui exige et réglemente la mise en œuvre effective de la PyENSAN 2030. Une loi relative à la SAN a été adoptée, mais elle n'a pas encore été réglementée et il est nécessaire de procéder à une analyse du cadre juridique pour la mise en œuvre adéquate. Un rôle important dans la mise à jour des cadres juridiques et politiques est joué par COVISAN, au sujet de l'applicabilité de la PyENSAN et des politiques sectorielles, avec un impact sur les décideurs.   |        |
| 2016  | Non disponible |            |  |        |
| 2017  | Non disponible |            |  |        |
| 2018  | Non disponible |            |  |        |
| 2019  | Non disponible |            |  |        |
| 2020  | 23%            |            |  |        |
| 2014  | Non disponible |            | <b>Aligner les actions sur des résultats communs</b>   |        |
| 2015  | Non disponible |            | La PyENSAN 2030 et ses plans d'action sont le cadre d'orientation qui propose des lignes directrices, des mesures stratégiques et des actions cohérentes pour travailler ensemble afin que tous les Honduriens aient accès à une alimentation et une nutrition adéquates, avec des systèmes agroalimentaires durables et favorisant des communautés résilientes aux crises et au changement climatique. À court terme, une priorité a été identifiée : le développement de l'architecture programmatique pour soutenir la mise en œuvre des orientations et actions stratégiques. Un tableau de bord de la SAN est en cours de développement afin de faciliter la conception et l'exploitation d'instruments d'évaluation.             |        |
| 2016  | Non disponible |            |  |        |
| 2017  | Non disponible |            |  |        |
| 2018  | Non disponible |            |  |        |
| 2019  | Non disponible |            |  |        |
| 2020  | 25%            |            |  |        |
| 2014  | Non disponible |            | <b>Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources</b>   |        |
| 2015  | Non disponible |            | L'UTSAN, avec le soutien du programme FIRST de la FAO et de l'UE, a mené une étude sur la composition et la cohérence des dépenses publiques relatives à la SAN en utilisant des données recueillies auprès du secteur public pour identifier les budgets par institution, programme et activité. La mise en relation de ce marquage avec la plateforme de gestion axée sur les résultats permet d'identifier les éléments au niveau de la planification institutionnelle. Il est nécessaire de disposer de garanties budgétaires pour assurer la mise en œuvre effective de la PyENSAN 2030. La plateforme de gestion axée sur les résultats du Secrétariat de coordination générale du gouvernement constitue un mécanisme de suivi. |        |
| 2016  | Non disponible |            |  |        |
| 2017  | Non disponible |            |  |        |
| 2018  | Non disponible |            |  |        |
| 2019  | Non disponible |            |  |        |
| 2020  | 38%            |            |  |        |

- Sensibilisation pour élever la nutrition au plus haut niveau, ce qui se traduit par une allocation budgétaire dans le cadre des mécanismes de coordination interinstitutionnelle autour de la mise en œuvre de la PyENSAN et des plans d'action
- Consolidation du SINASAN en tant que mécanisme et plateforme multipartite
- Conformation de la structure programmatique au sein du Système national de planification de la Plateforme de gestion par résultat, aux niveaux national et local
- Renforcer les systèmes d'information (nationaux et locaux) afin de générer des informations solides pour la prise de décisions
- Évoluer vers une approche de systèmes alimentaires durables pour lutter contre toutes les formes de malnutrition

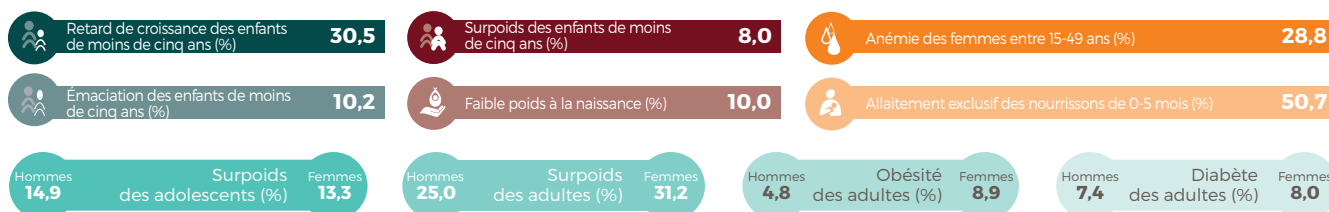
# Indonésie



**Date d'adhésion :** décembre 2010

**Population :** 273,52 millions

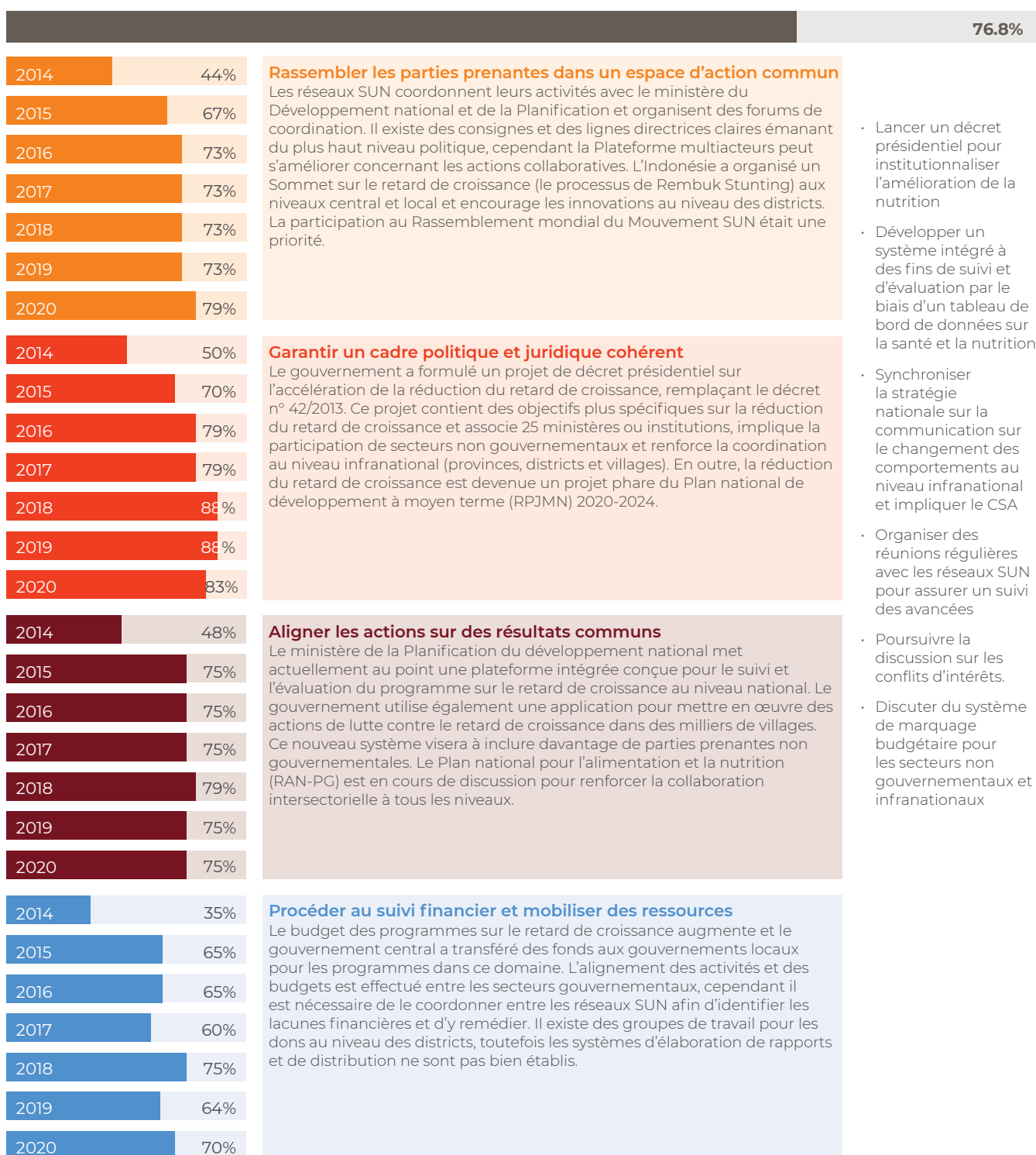
SCALINGUPNUTRITION.ORG/INDONESIA



## APERÇU COVID-19

Le NNC a publié un guide pour les actions du Groupe sectoriel pour la nutrition local, avec des recommandations concernant les substituts du lait maternel, des conseils sur les aliments riches en nutriments et enrichis figurant sur les emballages alimentaires, ainsi que des orientations sur la manière de centrer ses efforts sur les plus vulnérables. Le secrétaire à l'Agriculture défend des régimes alimentaires plus sains et à base de plantes.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les réseaux SUN coordonnent leurs activités avec le ministère du Développement national et de la Planification et organisent des forums de coordination. Il existe des consignes et des lignes directrices claires émanant du plus haut niveau politique, cependant la Plateforme multiacteurs peut s'améliorer concernant les actions collaboratives. L'Indonésie a organisé un Sommet sur le retard de croissance (le processus de Rembuk Stunting) aux niveaux central et local et encourage les innovations au niveau des districts. La participation au Rassemblement mondial du Mouvement SUN était une priorité.

- Lancer un décret présidentiel pour institutionnaliser l'amélioration de la nutrition
- Développer un système intégré à des fins de suivi et d'évaluation par le biais d'un tableau de bord de données sur la santé et la nutrition

### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le gouvernement a formulé un projet de décret présidentiel sur l'accélération de la réduction du retard de croissance, remplaçant le décret n° 42/2013. Ce projet contient des objectifs plus spécifiques sur la réduction du retard de croissance et associe 25 ministères ou institutions, implique la participation de secteurs non gouvernementaux et renforce la coordination au niveau infranational (provinces, districts et villages). En outre, la réduction du retard de croissance est devenue un projet phare du Plan national de développement à moyen terme (RPJMN) 2020-2024.

- Synchroniser la stratégie nationale sur la communication sur le changement des comportements au niveau infranational et impliquer le CSA
- Organiser des réunions régulières avec les réseaux SUN pour assurer un suivi des avancées

### Aligner les actions sur des résultats communs

Le ministère de la Planification du développement national met actuellement au point une plateforme intégrée conçue pour le suivi et l'évaluation du programme sur le retard de croissance au niveau national. Le gouvernement utilise également une application pour mettre en œuvre des actions de lutte contre le retard de croissance dans des milliers de villages. Ce nouveau système visera à inclure davantage de parties prenantes non gouvernementales. Le Plan national pour l'alimentation et la nutrition (RAN-PG) est en cours de discussion pour renforcer la collaboration intersectorielle à tous les niveaux.

- Poursuivre la discussion sur les conflits d'intérêts.
- Discuter du système de marquage budgétaire pour les secteurs non gouvernementaux et infranationaux

### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

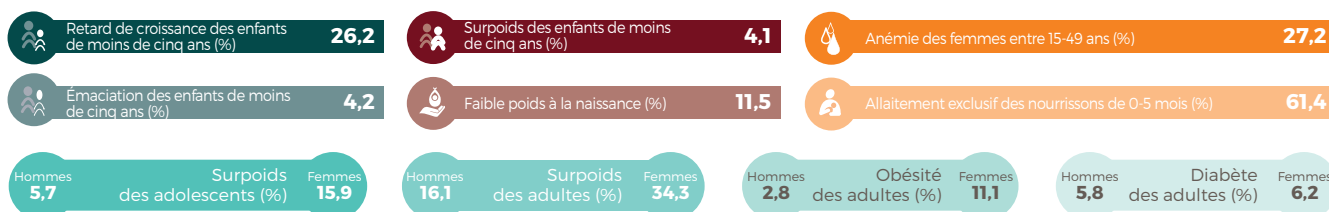
Le budget des programmes sur le retard de croissance augmente et le gouvernement central a transféré des fonds aux gouvernements locaux pour les programmes dans ce domaine. L'alignement des activités et des budgets est effectué entre les secteurs gouvernementaux, cependant il est nécessaire de le coordonner entre les réseaux SUN afin d'identifier les lacunes financières et d'y remédier. Il existe des groupes de travail pour les dons au niveau des districts, toutefois les systèmes d'élaboration de rapports et de distribution ne sont pas bien établis.



Date d'adhésion : août 2012

Population : 53,77 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/KENYA

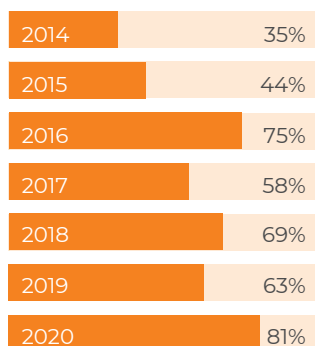


## APERÇU COVID-19

La pandémie a eu de graves répercussions sur les moyens de subsistance et le bien-être social. Compte tenu des effets des mesures de confinement, le gouvernement a été contraint de prévoir des exceptions pour les vols de fret et le transport de marchandises par camions.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

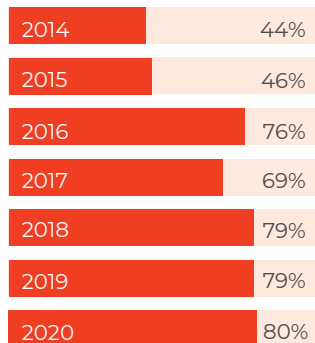
72.3%



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Aussi bien en amont de la crise liée à la COVID-19 que pendant la crise, la plateforme multi-acteurs a réuni l'ensemble des secteurs spécifiques à la nutrition ou y contribuant pour débattre régulièrement de l'intensification des interventions en la matière. Les réunions se sont tenues chaque mois afin de traiter des questions techniques de la nutrition et de son intégration dans la riposte à la COVID-19 aux niveaux du pays et des comtés. Les réseaux SUN du secteur privé et de la société civile se sont rassemblés plus fréquemment et ont coopéré plus étroitement avec le point focal.

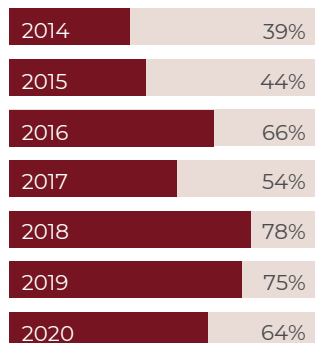
- Intensification des actions promouvant la sécurité alimentaire au Kenya
- Mobilisation d'aides et d'interventions promouvant la prévention de maladies non transmissibles



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

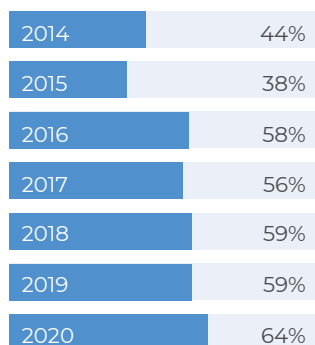
Les membres de la plateforme multi-acteurs SUN ont pris part à la finalisation du Plan d'action pour la nutrition du Kenya (KNAP) 2018-2022 aux niveaux du pays et des comtés, aidé le ministère de l'Agriculture à élaborer la nouvelle Stratégie agro-nutritionnelle et participé aux discussions portant sur le déploiement d'une Couverture santé universelle (UHC). Les réseaux SUN ont aligné leurs priorités sur le KNAP et restent engagés en faveur des priorités nationales quant à l'égalité des sexes.

- Contrôle de la mise en œuvre du Plan d'action pour la nutrition (KNAP et PALN) pour suivre les progrès qui ont été accomplis
- Coordination de haut niveau comprenant l'alignement des comtés sur les engagements nationaux
- Durabilité des différents réseaux (plateformes SUN)
- Participation accrue des secteurs contribuant à la nutrition



### Aligner les actions sur des résultats communs

Au niveau national, les stratégies des réseaux sont alignées sur l'actuel KNAP. La Stratégie agro-nutritionnelle elle-même a été alignée sur les Plans d'action pour la nutrition, sur la Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que sur le Programme « Big Four » du président. Au niveau des comtés, le réseau de la société civile a aidé les gouvernements locaux à élaborer des politiques et plans d'action pour la nutrition s'alignant sur i) les cibles de l'Assemblée mondiale de la santé, ii) les ODD et iii) le Programme « Big Four » du président.



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

L'élaboration et le chiffrage du Plan d'action multisectoriel pour la nutrition sont achevés et ont été effectués la participation d'acteurs des niveaux du pays et des comtés. Le Plan d'action pour la nutrition sert à guider la mobilisation de ressources, tandis que l'outil de suivi des budgets spécifiques à la nutrition et contribuant à la nutrition, qui a été conçu l'année dernière, a été utilisé afin de réaliser une analyse budgétaire au niveau régional et dans certains comtés. La plateforme multi-acteurs SUN dispose d'un plan de travail commun, contrôlé chaque trimestre.

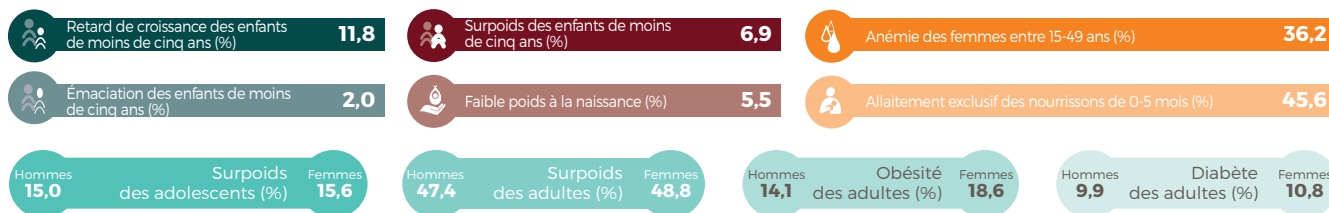
# Kirghizstan



**Date d'adhésion :** décembre 2011

**Population :** 6,52 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/KYRGYZSTAN



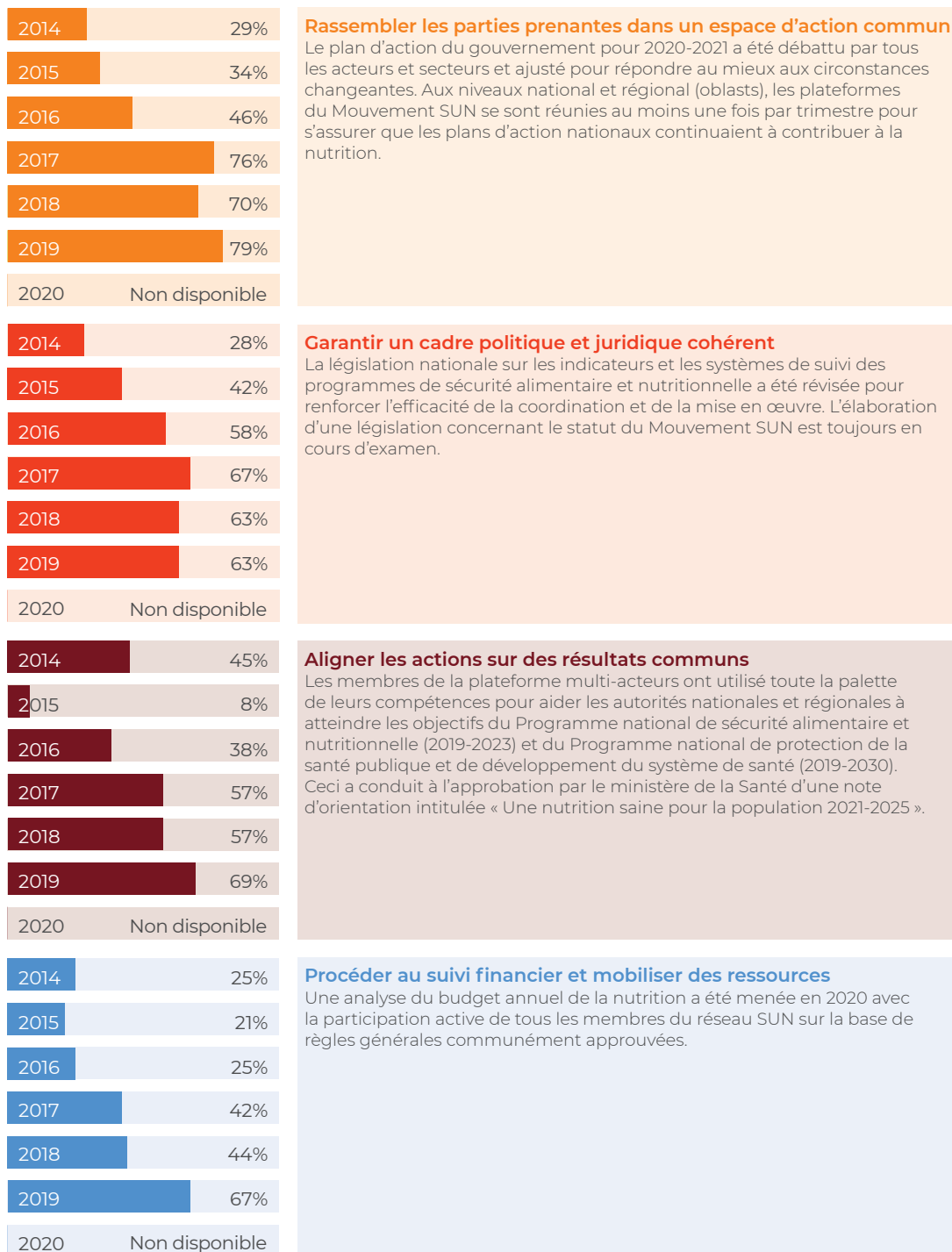
## APERÇU COVID-19

Quatre groupes de travail, dont un sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ont été créés en lien avec des partenaires de développement, en appui aux efforts du gouvernement visant à contrer les effets du COVID-19. Le Cadre des Nations Unies pour une réponse socio-économique comporte un engagement à soutenir le gouvernement à maintenir les services essentiels d'alimentation et de nutrition.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

### TOTAL PONDÉRÉ 2020

n.a.



- Légiférer sur le statut officiel et la direction gouvernementale du Mouvement SUN au sein du gouvernement kirghize
- Institutionnaliser un environnement politique favorable en continuant à multiplier et à décentraliser les plateformes multisectorielles et les plans de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans plus d'oblasts
- Donner la priorité aux mesures efficaces qui contribuent à une bonne nutrition
- Mettre en œuvre des actions efficaces correspondant aux résultats communs
- Utiliser l'exemple d'investissements réalisés dans la nutrition pour le plaidoyer et la mobilisation de ressources

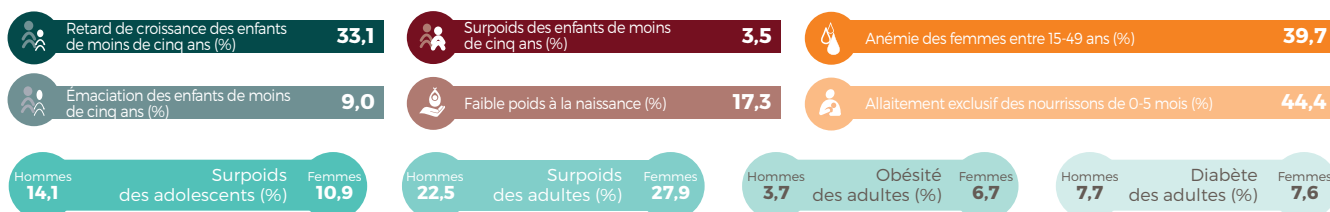




Date d'adhésion : avril 2011

Population : 7,28 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/LAO

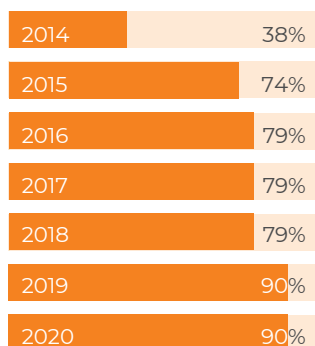


## APERÇU COVID-19

Riposte concertée du gouvernement et des partenaires. Mise à disposition des prestataires de services de conseils sur le programme national de nutrition. Élaboration de messages ANJE de changement de comportement au cours de la COVID-19. Garantie d'une réserve de produits essentiels. Participation des parties prenantes du Mouvement SUN à la réunion régionale virtuelle du Mouvement.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

68.8%



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Des plateformes multi-acteurs et multisectorielles existent tant au niveau national qu'au niveau infranational avec d'éventuels recoupements entre les niveaux. La 5<sup>e</sup> réunion annuelle du Forum sur la nutrition de décembre 2019 a réuni plus de 250 parties prenantes multisectorielles. Présents dans toutes les provinces, les comités et secrétariats provinciaux sur la nutrition rassemblent des partenaires de l'éducation, de l'agriculture, de la planification, de la santé, des donateurs et des ONG. Il existe des comités de nutrition de district et des réunions régulières du réseau SUN.

- Actualiser le plan national d'action multisectorielle pour la nutrition 2021-2025

- Mettre en œuvre le code de commercialisation et d'application

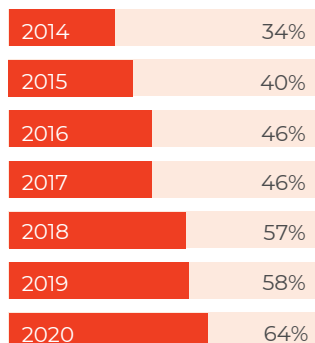
- Moderniser le centre de nutrition de l'institut

- Effectuer des activités de surveillance de la nutrition

- Effectuer des recherches nationales LSIS3

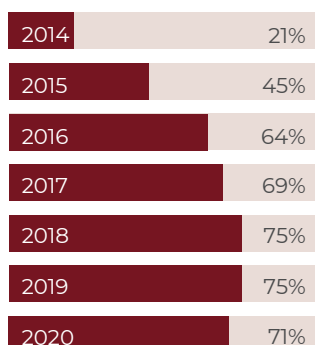
- Achèvement de l'exercice de cartographie pour 2021

- Promouvoir la nutrition et adresser des recommandations à des femmes post-partum dans 18 provinces pendant la crise de la COVID-19



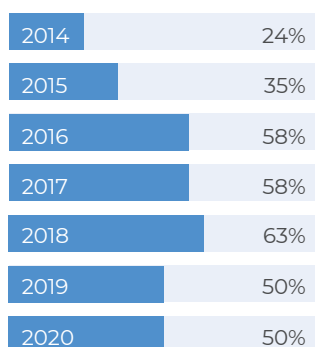
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Des experts sont en train de revoir le Plan d'action national pour la nutrition 2021-2025, qui devrait être achevé d'ici 2021. Le décret du code SLM « sur les produits alimentaires et les matériels d'alimentation pour les nourrissons et les tout-petits » a été signé par le Premier ministre de la RDP lao en décembre 2019, grâce à la mobilisation et à l'assistance technique des partenaires de l'ONU et de l'alliance de la société civile. Le plan stratégique du Réseau du secteur privé SUN pour le Laos a été approuvé par le Centre national de nutrition.



### Aligner les actions sur des résultats communs

Le Secrétariat/bureau du CNN présente aux membres et à l'Assemblée générale des rapports trimestriels et annuels sur les progrès réalisés et des mises à jour de la Stratégie nationale de nutrition et du Plan d'action. Un guide sur les villages modèles de nutrition, élaboré avec l'approbation du Premier ministre, est en cours de diffusion dans toutes les provinces du pays aux fins de sa mise en œuvre. Les limites de prestation de services de nutrition subsistent principalement en raison du manque de capacités du personnel de santé.



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

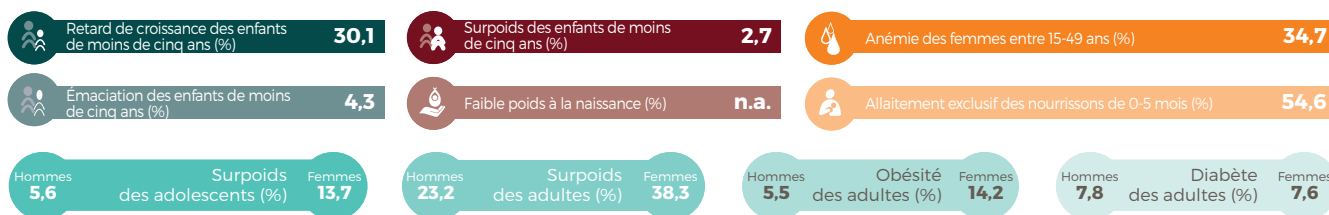
L'Assemblée nationale continue de donner la priorité à la nutrition et accorde une grande attention au suivi de la mise en œuvre des programmes de nutrition en fonction des allocations budgétaires et d'un ensemble d'indicateurs. La majeure partie du soutien sous forme de financements internes est conforme à la stratégie et au plan et aux zones géographiques prioritaires nationales et infranationales. Le soutien financier à la coordination multisectorielle en matière de nutrition est majoritairement tributaire d'un financement externe.



**Date d'adhésion :** février 2014

**Population :** 5,06 millions

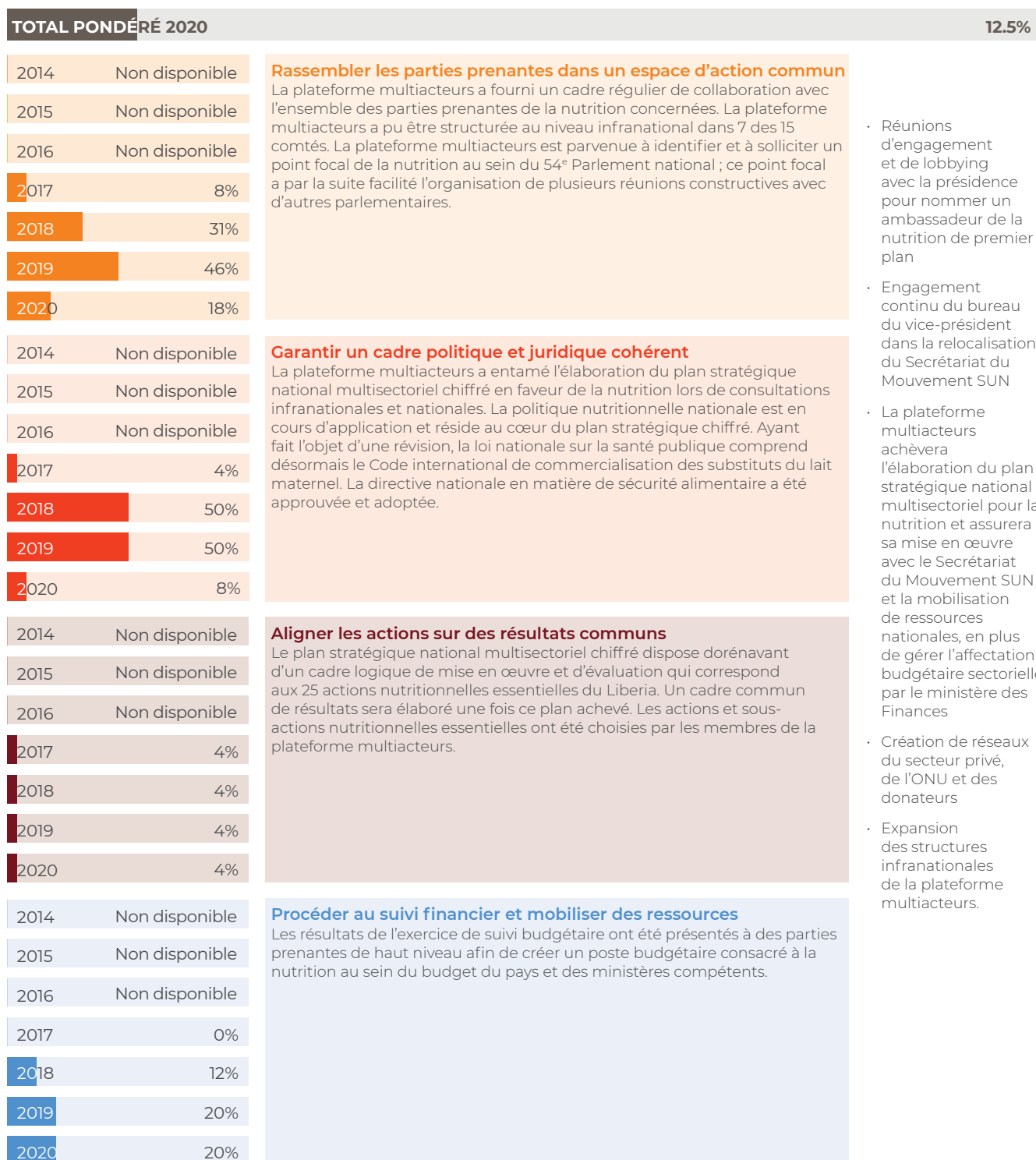
SCALINGUPNUTRITION.ORG/LIBERIA



## APERÇU COVID-19

La pandémie de COVID-19 a grandement perturbé la programmation et la mise en œuvre aux niveaux infranational et national. Des messages traitant de problématiques nutritionnelles ont néanmoins pu être formulés et diffusés durant la pandémie par le biais de la radio et d'affiches grand public. Des experts en nutrition ont rejoint les structures de riposte.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020



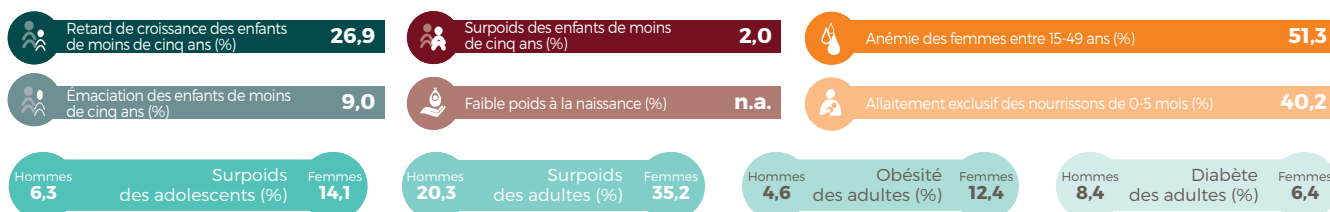
- Réunions d'engagement et de lobbying avec la présidence pour nommer un ambassadeur de la nutrition de premier plan
- Engagement continu du bureau du vice-président dans la relocalisation du Secrétariat du Mouvement SUN
- La plateforme multiacteurs achèvera l'élaboration du plan stratégique national multisectoriel pour la nutrition et assurera sa mise en œuvre avec le Secrétariat du Mouvement SUN et la mobilisation de ressources nationales, en plus de gérer l'affectation budgétaire sectorielle par le ministère des Finances
- Création de réseaux du secteur privé, de l'ONU et des donateurs
- Expansion des structures infranationales de la plateforme multiacteurs.



Date d'adhésion : mars 2011

Population : 20,25 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/MALI

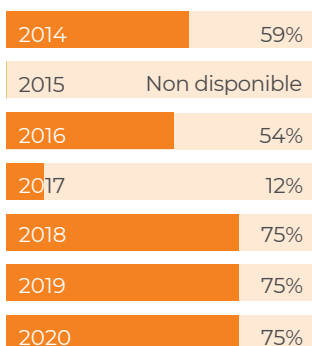


## APERÇU COVID-19

La COVID-19 est venue encore aggraver la crise nutritionnelle et alimentaire en cours depuis 2012. De plus le gouvernement n'a pas pu intégrer suffisamment le volet nutrition et alimentation dans sa réaction initiale à cette pandémie. Le grand défi reste de faire en sorte que les distributions alimentaires possèdent une meilleure valeur nutritionnelle pour les populations vulnérables.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

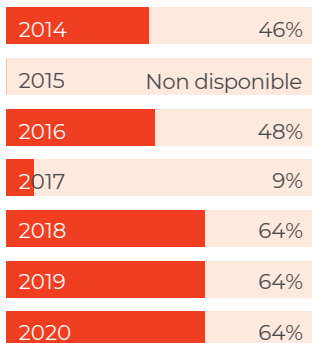
67.8%



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

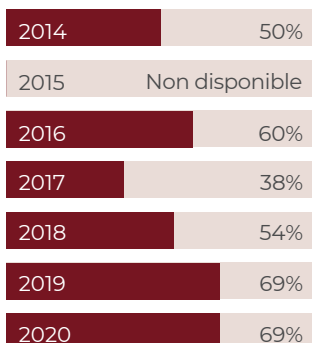
Le Forum national sur la nutrition de juillet 2019, le dialogue politique à haut niveau et les réunions du Comité technique intersectoriel de la nutrition et des secrétaires généraux ont permis d'engager les acteurs autour de la vision de la politique nationale de la nutrition d'assurer le droit à une nutrition adéquate pour tous. L'animation des plateformes de coordination multisectorielles de la nutrition aux niveaux déconcentré et décentralisé reste un défi majeur mais les décideurs locaux s'engagent davantage au travers des plans de développement économique social et culturel (PDSEC) dans plusieurs régions du Mali grâce au SUN OSC.

- Proposer le Plan d'action multisectoriel de nutrition 2021-2025 avec les axes transversaux
- Animer les plateformes multisectorielles et multi-acteurs du niveau central jusqu'au niveau déconcentré et décentralisé
- Élaborer le mécanisme de suivi, d'évaluation et de redevabilité du PAMN 2021-2025, et faciliter l'animation des groupes sectoriels pour suivre la performance programmatique et financière du PAMN 2021-2025
- Organiser la table ronde de financement du PAMN 2021-2025
- Renforcer les réseaux SUN
- Proposer un engagement en vue du Sommet N4G à Tokyo, en phase avec les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé et le PAMN 2021-20



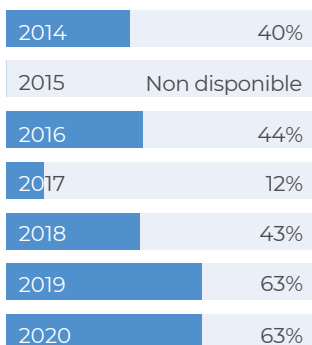
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'analyse des cadres juridiques et politiques de la sécurité alimentaire et nutritionnelle lors de l'évaluation du Plan d'action multisectoriel de nutrition (PAMN) 2014-2018, mais aussi dans le cadre du suivi et des recommandations du droit à l'alimentation adéquate et des deux forums sur la nutrition au Mali en 2010 et 2019, jusqu'au niveau déconcentré, ont permis la prise en compte des objectifs relatifs à la nutrition dans les documents de politiques et de programmes. Le SUN OSC a entrepris des initiatives pour le suivi de la nutrition dans les programmes de développement économique, social et culturel des collectivités territoriales (PDSEC).



### Aligner les actions sur des résultats communs

Le processus d'évaluation du PAMN 2014-2018 a permis de faire l'analyse des lacunes à corriger et d'identifier les besoins de renforcement en capacités fonctionnelles des acteurs, notamment aux niveaux décentralisé et déconcentré. Le processus d'élaboration de la seconde édition du PAMN 2021-2025 a visé à intégrer les leçons apprises pour renforcer les acquis ainsi qu'un système de suivi-évaluation en lien avec les 11 cellules de la planification et des statistiques et des services centraux de planification et de gestion, aligné sur les indicateurs du Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD) 2019-2023.



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les engagements pris lors du forum de la nutrition se sont traduits par un engagement financier de l'État de plus de 600 000 000 FCFA. Le renforcement des partenariats ainsi que la définition d'une stratégie de financement du PAMN 2021-2025, avec l'appui des partenaires techniques et financiers SUN, devrait permettre une augmentation progressive des engagements financiers. Enfin, l'approche la plus opérationnelle et la moins contraignante pour le suivi budgétaire reste à définir afin de disposer de données de base factuelles pour notre plaidoyer en faveur de l'augmentation du financement de la nutrition.

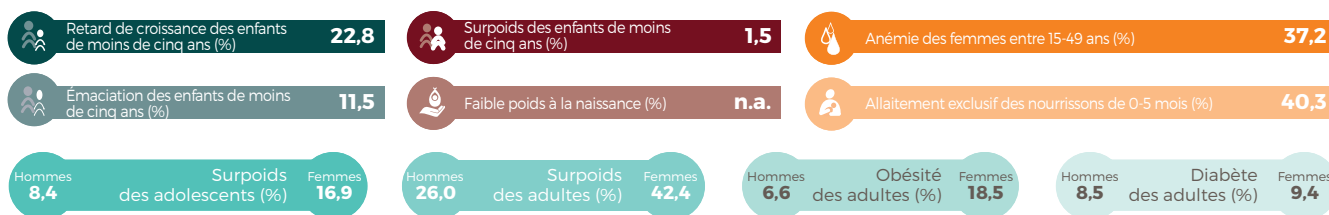
# Mauritanie



**Date d'adhésion :** mai 2011

**Population :** 4,65 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/MAURITANIA

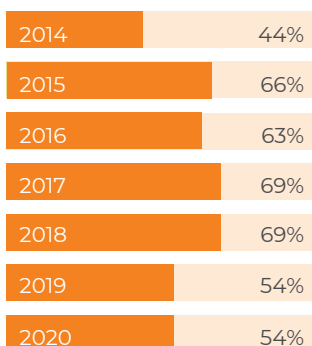


## APERÇU COVID-19

Le pays a été relativement peu touché par la pandémie du COVID-19, avec 7 724 cas dont 164 décès. Le gouvernement a adopté plusieurs mesures entraînant des perturbations dans le système alimentaire ; mesures par la suite allégées en mai et levées en septembre. La nutrition a pu être intégrée de manière substantielle à la deuxième mouture du plan national pour faire face à la COVID-19.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

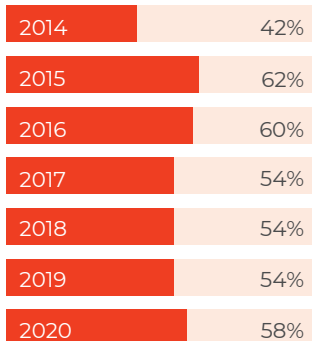
**54.8%**



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

La dynamique insufflée par le nouveau point focal gouvernemental du Mouvement SUN a permis à la plateforme nationale multisectorielle de retrouver régularité et constance dans ses réunions. Tous les secteurs étatiques contributeurs ont nommé des points focaux de niveau décisionnel au sein de la plateforme. Le nombre de comités régionaux fonctionnels de coordination de la nutrition est passé de 5 à 8. Défis à relever : mise en place des réseaux des donateurs, du milieu académique et du secteur privé ; réseau des Nations Unies en voie de redynamisation. Une cellule de coordination nutritionnelle a été créée au sein du ministère en charge de l'Économie.

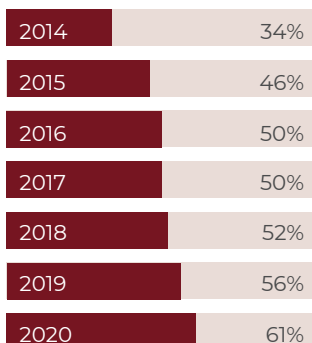
- Actualiser et budgétiser le plan stratégique multisectoriel et son cadre commun de résultats
- Renforcer l'opérationnalisation de la plateforme et affiner la planification et la mise en œuvre



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

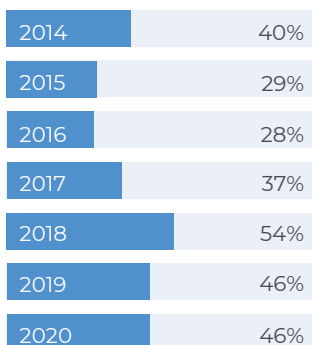
Le décret portant création du conseil national de développement de la nutrition (CNDN) a été révisé pour être plus fonctionnel et le processus de signature est en phase finale. Un arsenal juridique et politique existe déjà (code de commercialisation des substituts du lait maternel avec validation des textes réglementaires en 2020, obligation d'iodation du sel destiné à l'alimentation humaine et animale, fortification des farines de blé), mais son application demeure problématique, d'autant qu'un mécanisme de dénonciation des violations n'est pas encore effectif. Le plaidoyer, la vulgarisation et la sensibilisation doivent donc se poursuivre.

- Faire une cartographie des interventions existantes et potentielles
- Renforcer le plaidoyer en faveur d'une ligne budgétaire allouée à la nutrition dans le budget étatique et d'une augmentation du financement des interventions préventives
- Mettre en place un cadre de suivi et d'évaluation des interventions par secteur
- Veiller à l'application du memorandum d'entente sur l'iodation du sel et la fortification des farines de blé



### Aligner les actions sur des résultats communs

Les outils pour une programmation alignée existent, grâce au plan stratégique multisectoriel de nutrition 2016 – 2025 intégrant un cadre commun de résultats. Le défi réside dans la planification annuelle pour optimiser les interventions en faveur de la nutrition dans les différents secteurs. Actions prioritaires 2019-2020 : 1) recenser les interventions existantes et potentielles ; 2) affiner la planification et la mise en œuvre multisectorielle des interventions ; 3) mettre en place un cadre de suivi et d'évaluation des interventions par secteur pour cibler les produits du cadre commun de résultats.



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les avancées se traduisent par l'estimation des besoins sur les 10 prochaines années pour soutenir les interventions nutritionnelles spécifiques et la détermination des disparités sur la base de l'analyse des allocations en faveur de la nutrition dans les budgets étatiques annuels. Malgré les efforts de l'État et de ses partenaires techniques et financiers, l'essentiel du financement est attribué à des interventions à court terme liées à des plans pour faire face aux urgences. Les interventions nutritionnelles à visée préventive restent sous-financées, et la mobilisation des ressources sur une longue durée reste un défi majeur à relever.

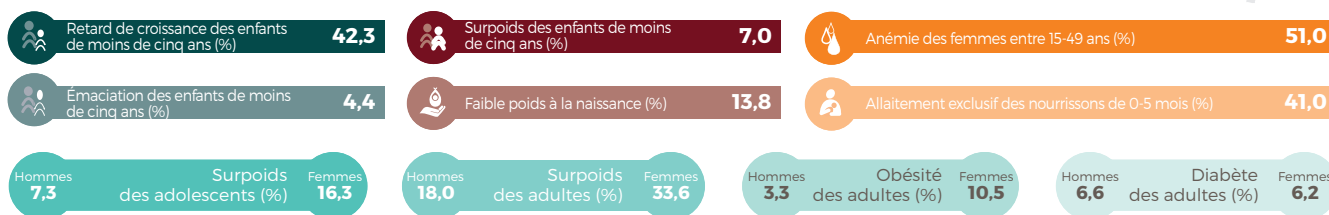
# Mozambique



**Date d'adhésion :** août 2011

**Population :** 31,26 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/MOZAMBIQUE

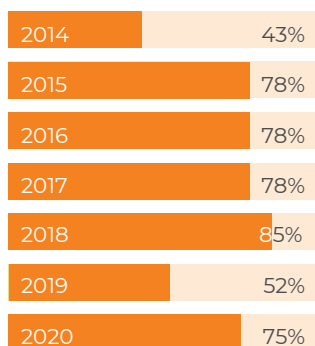


## APERÇU COVID-19

Le gouvernement a rapidement pris des mesures pour endiguer la COVID-19. Le ministère de la Santé a élaboré un plan de prévention et d'intervention. Le suivi et la collecte des données pourraient s'inspirer d'initiatives existantes telles que la plateforme mobile d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV).

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

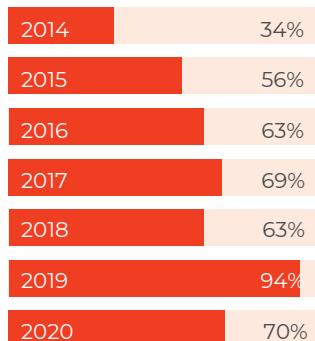
**57.8%**



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Avec la création du Conseil national pour la sécurité alimentaire et la nutrition, le gouvernement a fait preuve d'un engagement de haut niveau, notamment de la part du Premier ministre et de la plateforme multiacteurs. Les mécanismes de coordination sont institutionnalisés de façon centralisée, tandis que se prépare la décentralisation vers les provinces. La création de conseils provinciaux dans trois provinces est en cours, avec le soutien des partenaires de développement. Le renforcement des partenariats va permettre le financement de l'étude de référence sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

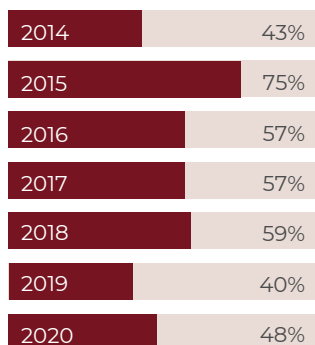
- Réviser le décret du Conseil national (CONSAN)
- Approuver la Politique nationale sur la sécurité alimentaire et la nutrition



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le Conseil national pour la sécurité alimentaire et la nutrition et le Conseil consultatif du SETSAN sont des instances permettant aux parties prenantes de discuter et coordonner les mesures pour ensuite définir des cadres politiques et législatifs cohérents. Le Décret de création du Conseil national pour la sécurité alimentaire et la nutrition a été révisé à partir des recommandations du dernier Conseil national. Le Règlement à l'origine du Conseil provincial et de district est en adéquation avec la loi de décentralisation.

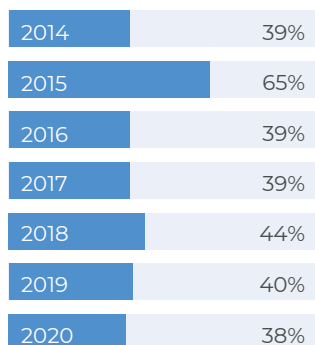
- Terminer le système de suivi, de planification, de budgétisation, de contrôle et de mobilisation des ressources
- Augmenter les allocations budgétaires pour les programmes gouvernementaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle, prévoir un budget pour la nutrition



### Aligner les actions sur des résultats communs

Avec l'actuel Plan d'action multisectorielle visant à réduire la malnutrition chronique, toutes les parties prenantes, y compris le gouvernement, privilégient les indicateurs et les objectifs à atteindre. Sur la base de ce plan, des progrès ont été réalisés dans : le déparasitage des enfants, des adolescents et des femmes enceintes, le traitement antirétroviral pour les femmes enceintes porteuses du VIH/sida, les programmes d'alimentation scolaire et d'enrichissement des aliments, la distribution d'eau et l'assainissement. Le partage des bonnes pratiques et des rapports d'information doit être renforcé.

- Décentraliser le SETSAN et le CONSAN
- Étude de référence et amélioration du système d'information



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le suivi des allocations budgétaires et de l'exécution des interventions de sécurité alimentaire et de nutrition reste un défi à relever. La mise en place d'un système pour améliorer la planification, l'élaboration du budget, le suivi et la mobilisation des ressources est une priorité pour tous les acteurs.



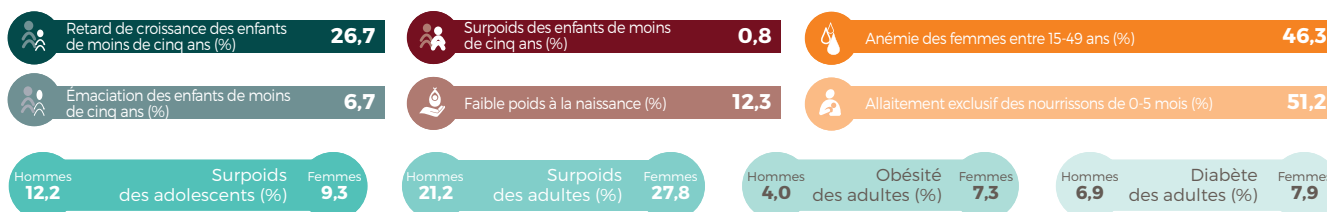
# Myanmar



Date d'adhésion : avril 2013

Population : 54,41 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/MYANMAR

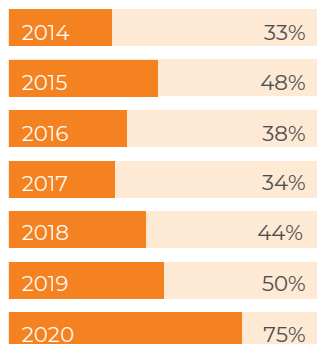


## APERÇU COVID-19

En mars 2020, le Groupe consultatif stratégique sur la nutrition du Groupe de travail sur la nutrition dans les situations d'urgence a été approuvé en tant que groupe de travail sur la réponse à la COVID-19 en matière de nutrition. Ce groupe consultatif a élaboré un plan de riposte face à la COVID-19 en matière de nutrition qui vise à assurer la continuité des interventions nutritionnelles essentielles.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

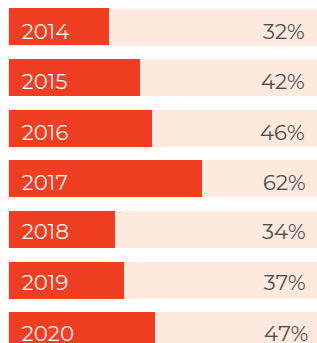
57.5%



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Cinq ministères gouvernementaux, donateurs, agences des Nations Unies et organisations de la société civile travaillent de concert pour soutenir le processus MS-NPAN. L'UNICEF préside le groupe consultatif stratégique et collabore avec le ministère de la Santé et des Sports, des partenaires conjoints des Nations Unies et des partenaires de la plateforme de coordination multisectorielle (le MS-NPAN), y compris des ONG. Le développement du réseau du secteur privé SUN est en cours. Le Comité de travail national sur la promotion de la nutrition (NNPWC) a été formé en octobre 2019 en tant que groupe multisectoriel.

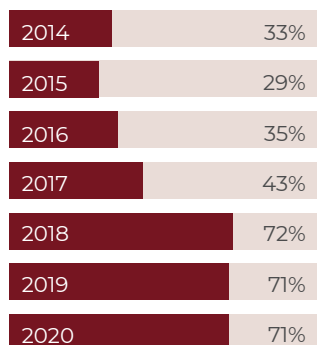
- Planification infranationale pour le MS-NPAN dans tous les États et régions
- Mobilisation de ressources pour le MS-NPAN
- Mise en œuvre du MS-NPAN à tous les niveaux



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

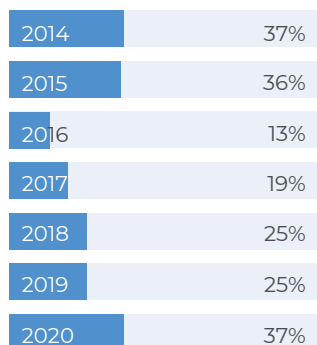
La phase de lancement du Plan d'action national multisectoriel sur la nutrition (MS-NPAN) a eu lieu en 2019-2020 et des plans infranationaux pour quatre États et une région ont été élaborés et chiffrés. La stratégie de développement agricole du Myanmar est alignée sur le MS-NPAN. Des politiques de protection sociale, d'enrichissement du riz, de communication en faveur de changements socio-comportementaux, de commercialisation et de promotion de produits de substitut du lait maternel ont été élaborées et mises en œuvre. Cependant, l'application de certaines politiques et législations doit être renforcée.

- Suivre les progrès et les réalisations de mise en œuvre du MS-NPAN
- Renforcer la gouvernance et la coordination de la nutrition à tous les niveaux
- Réponses à la COVID-19 et à d'autres urgences en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle



### Aligner les actions sur des résultats communs

Le Réseau technique de nutrition du Myanmar (Nutrition Technical Network - MNTN) fait partie intégrante de la structure MS-NPAN. Des comités directeurs d'État ou de région pour la promotion de la nutrition ont été établis dans les États et les régions prioritaires pour assurer une coordination efficace de la nutrition au niveau infranational. Le système de suivi et d'évaluation pour le MS-NPAN est en cours d'élaboration avec la consultation de tous les secteurs. Les ministères ont déjà commencé le suivi des interventions en matière de nutrition et de sécurité alimentaire.

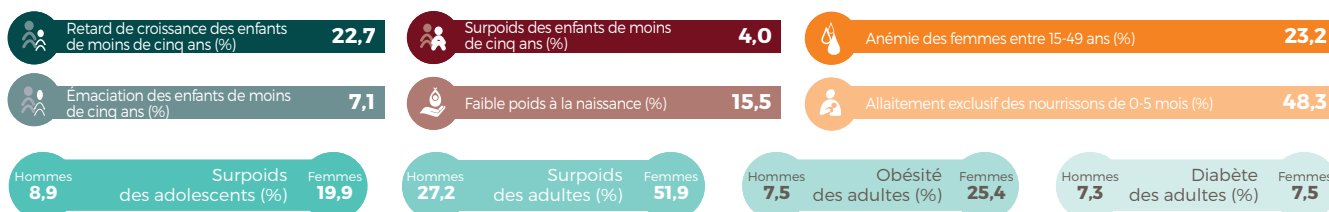


### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

La communauté de la nutrition, dirigée par le gouvernement, a commencé à travailler avec les parlementaires pour la mobilisation des ressources pour la nutrition. La plateforme multiacteurs a déterminé que les plans infranationaux doivent être chiffrés de manière plus précise et prendre en compte le plaidoyer. L'élaboration d'un document budgétaire sur la nutrition est prévue dans le cadre de l'exercice d'établissement des coûts au niveau infranational. L'ASC SUN et certaines composantes majeures de la coordination infranationale du MS-NPAN sont confrontées à un déficit de financement.



**Date d'adhésion :** septembre 2011  
**Population :** 2,54 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/NAMIBIA](https://scalingupnutrition.org/namibia)

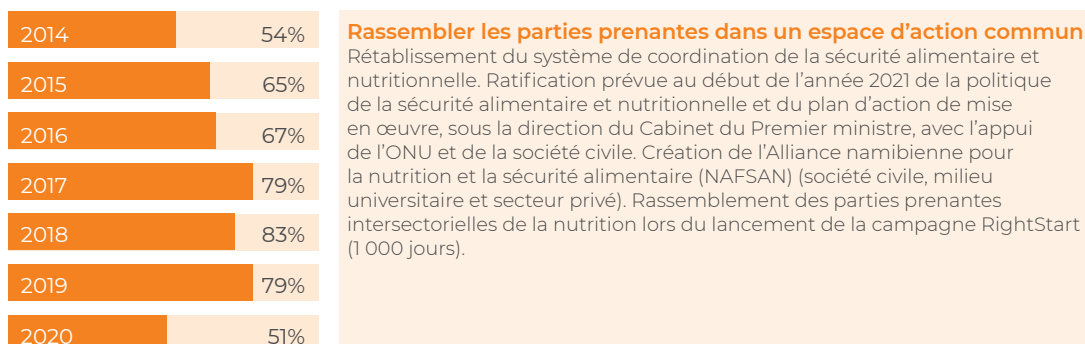


## APERÇU COVID-19

Le Cabinet du Premier ministre n'a pas tardé à créer des groupes de travail pour soutenir la riposte sanitaire et socio-économique. La plateforme multisectorielle, que remplacera le système de coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en cours de révision, a dû surmonter des difficultés pour faire en sorte que la riposte contribue à la nutrition.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

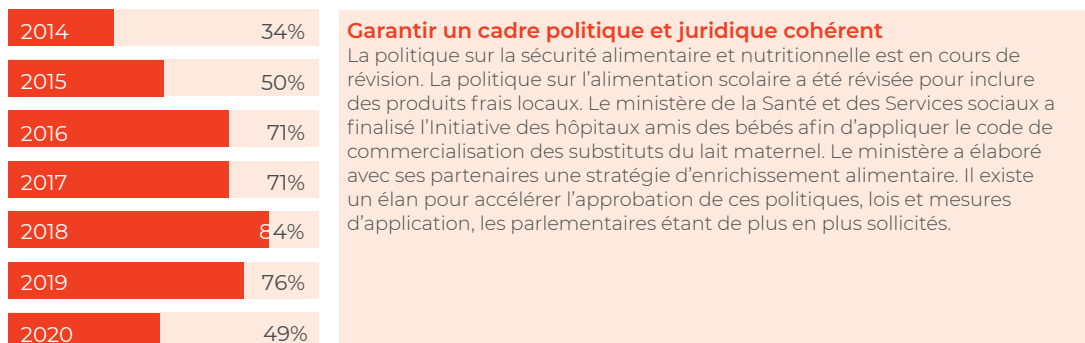
**49.3%**



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Rétablissement du système de coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ratification prévue au début de l'année 2021 de la politique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du plan d'action de mise en œuvre, sous la direction du Cabinet du Premier ministre, avec l'appui de l'ONU et de la société civile. Création de l'Alliance namibienne pour la nutrition et la sécurité alimentaire (NAFSAN) (société civile, milieu universitaire et secteur privé). Rassemblement des parties prenantes intersectorielles de la nutrition lors du lancement de la campagne RightStart (1 000 jours).

- Obtenir des ressources pour assurer l'efficacité du nouveau système de coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux national et infranational

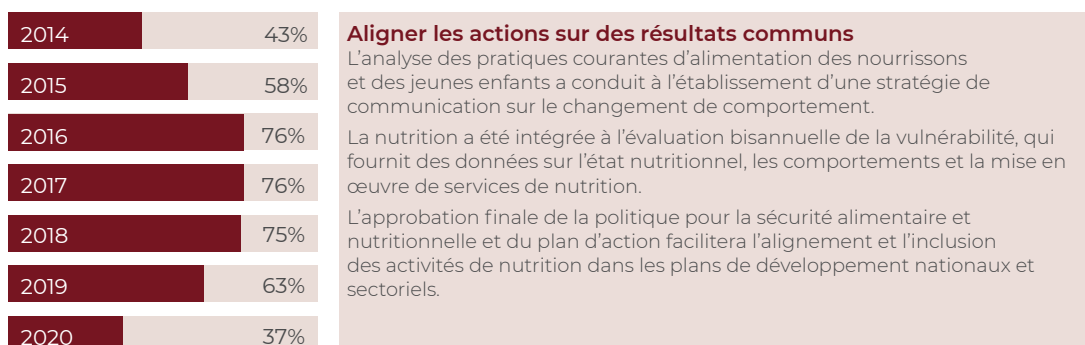


### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle est en cours de révision. La politique sur l'alimentation scolaire a été révisée pour inclure des produits frais locaux. Le ministère de la Santé et des Services sociaux a finalisé l'Initiative des hôpitaux amis des bébés afin d'appliquer le code de commercialisation des substituts du lait maternel. Le ministère a élaboré avec ses partenaires une stratégie d'enrichissement alimentaire. Il existe un élan pour accélérer l'approbation de ces politiques, lois et mesures d'application, les parlementaires étant de plus en plus sollicités.

- Sensibiliser, aux niveaux national et infranational, à l'importance et à l'interdépendance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

- Veiller au maintien de l'élan du groupe de travail multi-acteurs et désigner un Coordinateur national SUN financé et habilité pour assumer leurs responsabilités telles que visées dans la Stratégie SUN 3.0

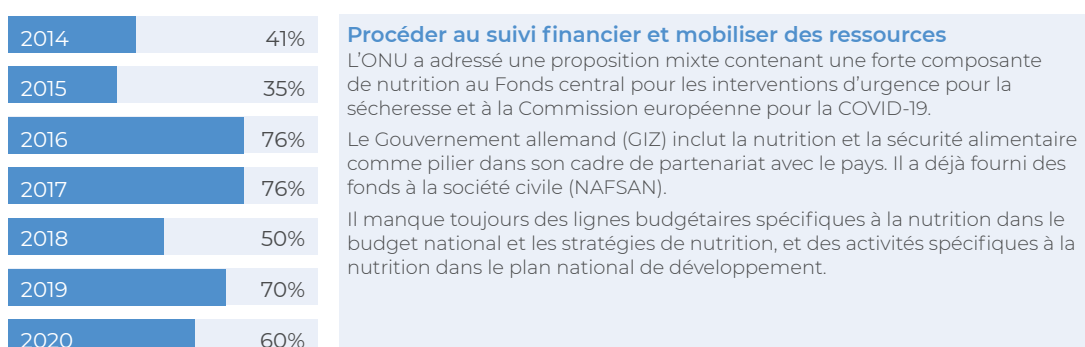


### Aligner les actions sur des résultats communs

L'analyse des pratiques courantes d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants a conduit à l'établissement d'une stratégie de communication sur le changement de comportement.

La nutrition a été intégrée à l'évaluation bisannuelle de la vulnérabilité, qui fournit des données sur l'état nutritionnel, les comportements et la mise en œuvre de services de nutrition.

L'approbation finale de la politique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du plan d'action facilitera l'alignement et l'inclusion des activités de nutrition dans les plans de développement nationaux et sectoriels.



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

L'ONU a adressé une proposition mixte contenant une forte composante de nutrition au Fonds central pour les interventions d'urgence pour la sécheresse et à la Commission européenne pour la COVID-19.

Le Gouvernement allemand (GIZ) inclut la nutrition et la sécurité alimentaire comme pilier dans son cadre de partenariat avec le pays. Il a déjà fourni des fonds à la société civile (NAFSAN).

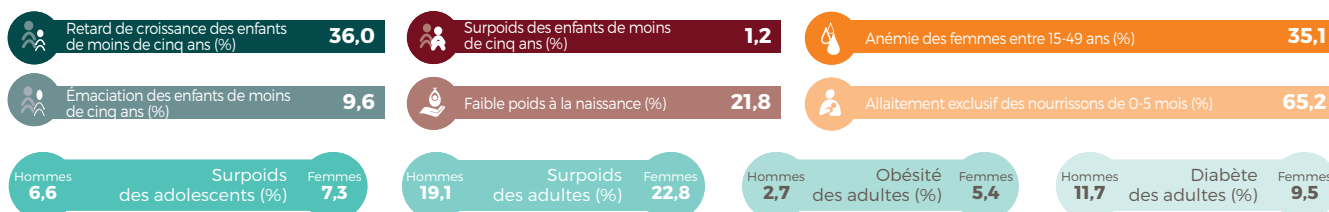
Il manque toujours des lignes budgétaires spécifiques à la nutrition dans le budget national et les stratégies de nutrition, et des activités spécifiques à la nutrition dans le plan national de développement.



Date d'adhésion : mai 2011

Population : 29,14 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/NEPAL

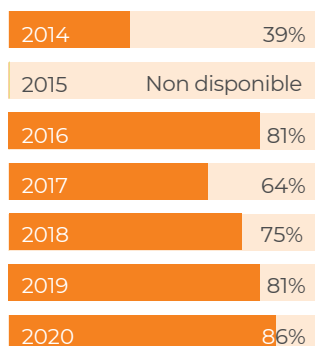


## APERÇU COVID-19

La crise de la COVID-19 a renforcé la fonctionnalité des plateformes multi-acteurs, par une coordination et collaboration accrues pour lutter contre l'impact de la pandémie sur la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire et les composantes socio-économiques. Le groupe nutrition est actif et les partenaires se concentrent sur le Programme d'alimentation complémentaire de couverture.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

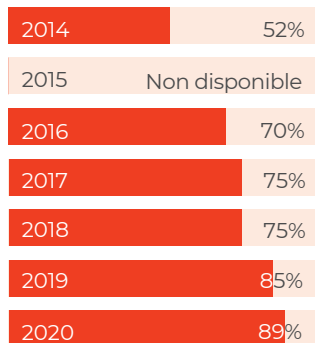
81.3%



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

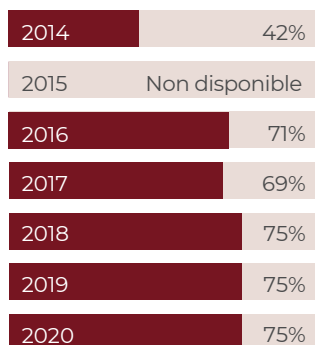
La NPC a coordonné les plateformes multi-acteurs au niveau national. Les structures de la nutrition et de la sécurité alimentaire sont en place et fonctionnelles aux trois paliers de l'administration. Au niveau fédéral, le Comité directeur de haut niveau sur la nutrition et la sécurité alimentaire fournit des orientations stratégiques et gère les ressources, tandis que le Comité national de coordination facilite la mise en œuvre des politiques, l'examen des progrès réalisés et fournit des lignes directrices aux Comités directeurs provinciaux.

- Renforcement du MSNP-II
- Optimisation budgétaire pour la mise en œuvre du MSNP-II
- Renforcement des capacités des administrations provinciales, des comités de coordination de district et des administrations locales pour la mise en œuvre efficace du MSNP-II
- Créer une plateforme multi-acteurs dynamique par le renforcement de leurs capacités aux niveaux provincial et local
- Plaidoyer en génération et mobilisation de ressources pour la mise en œuvre efficace de MSNP-II axé sur le principe « Ne laisser personne de côté », en particulier aux niveaux provincial et local



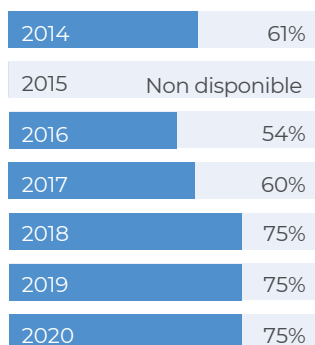
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le MSNP-II est mis en œuvre dans le contexte fédéré en collaboration avec tous les secteurs et parties prenantes. L'engagement des administrations fédérales, provinciales et locales en matière de politiques et de budget est encourageant pour la mise en œuvre et le renforcement du MSNP-II. Le MSNP est intégré dans le plan de travail et le budget annuels. Des engagements, des lois sectorielles, des plans, des politiques et des stratégies liés à la nutrition sont en cours de mise en œuvre.



### Aligner les actions sur des résultats communs

En 2017-2018, le gouvernement a élaboré une ligne directrice nationale pour la mise en œuvre du MSNP-II dans le système de gouvernance fédéral. Des plans sectoriels relatifs à la nutrition sont élaborés et mis en œuvre aux trois paliers de l'administration, en fonction des cadres réglementaires et juridiques nationaux. À chaque palier, chaque secteur a son plan de travail et son budget annuel propres, guidés par le cadre de résultats du MSNP-II. Les interventions du MSNP se font dans les 7 provinces, par la création de comités provinciaux de nutrition et de sécurité alimentaire.

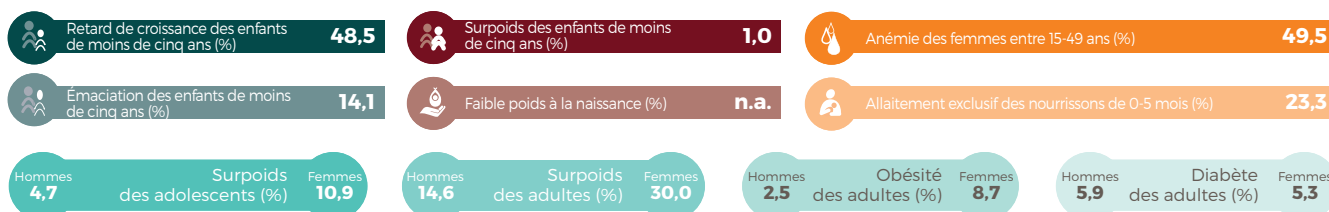


### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le gouvernement s'est engagé à fournir un budget pluriannuel pour la mise en œuvre du MSNP-II. La contribution budgétaire des trois paliers de l'administration pour la mise en œuvre et le renforcement du MSNP a augmenté. Les administrations provinciales et locales ont alloué un budget à la mise en œuvre du MSNP en plus du budget alloué par l'administration fédérale. Le gouvernement a encouragé les partenaires de développement et les parties prenantes à accroître les investissements dans la nutrition. Les donateurs et les partenaires appuient la mise en œuvre du MSNP-II.



**Date d'adhésion :** février 2011  
**Population :** 24,21 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/NIGER

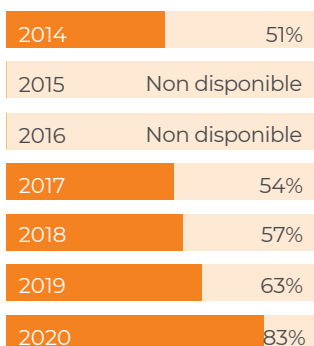


## APERÇU COVID-19

Des acteurs du gouvernement au niveau technique interministériel et au niveau local ont participé aux structures et systèmes nationaux de coordination dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Malgré les défis, les réseaux ont maintenu leur engagement à travers des réunions par téléconférence. Les activités, dont l'enquête SMART, commencent à reprendre malgré certains reports et retards.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

**82.3%**

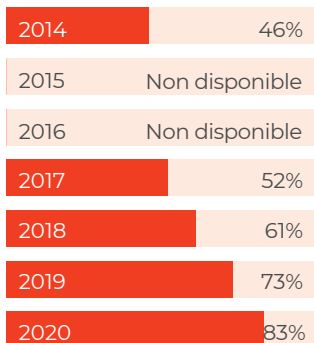


### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les instances de la Politique nationale de sécurité nutritionnelle (PNSN) sont fonctionnelles et la coordination des acteurs est active. Les différents ministères sectoriels sont sensibilisés à tous les niveaux à la PNSN et intègrent la nutrition dans leurs différentes programmations jusqu'au niveau déconcentré.

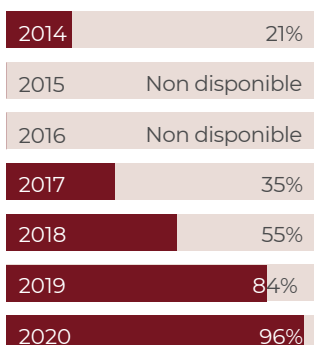
Les plateformes SUN et autres plateformes multi-acteurs sont redynamisées et fonctionnelles avec une mobilisation accrue des partenaires. Le plan de suivi et d'évaluation et le cadre de redevabilité de la PNSN sont en cours et un processus est engagé pour la nomination d'un point focal politique et la création d'un secrétariat technique.

- Élaboration, vulgarisation et mise en œuvre du nouveau Plan d'action 2021-2025 de la PNSN
- Réaliser l'analyse budgétaire pour la période 2018-2019
- Renforcement des capacités institutionnelles et fonctionnelles des acteurs
- Renforcement de la mobilisation des ressources
- Élaboration du projet capital humain et du dossier d'investissement GFF



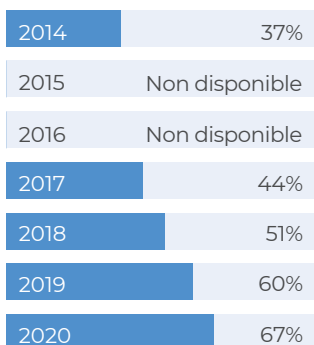
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

De nombreuses études et analyses ont été effectuées. Par ailleurs, un décret sur la biosécurité, qui inclut des composantes de sécurité alimentaire et sécurité sanitaire des aliments, a été adopté et un projet de décret sur la commercialisation des substituts du lait maternel (SML) est en cours. Par ailleurs, un groupe technique multisectoriel de travail pour le renforcement de la protection de la maternité a été mis en place et a adopté une feuille de route. Des séminaires de plaidoyer en faveur de la nutrition ont permis d'intégrer la nutrition dans le plan d'action des parlementaires.



### Aligner les actions sur des résultats communs

Le processus de l'évaluation du Plan d'action est en cours. Les données de différentes études (l'enquête SMART 2019, les résultats de l'analyse IPC malnutrition aiguë de la fin de l'année 2019, les résultats de l'étude "Fill the Nutrient Gap" 2018, les résultats de l'enquête SAN, les analyses des tendances de la malnutrition ainsi que les autres rapports d'analyse publiés par la Plateforme nationale d'information nutritionnelle (PNIN) en 2020) ont été utilisées pour la prise de décisions et l'orientation des activités. En l'absence d'un plan formel de renforcement de capacités, des actions de renforcement de capacités ont été mises en place.

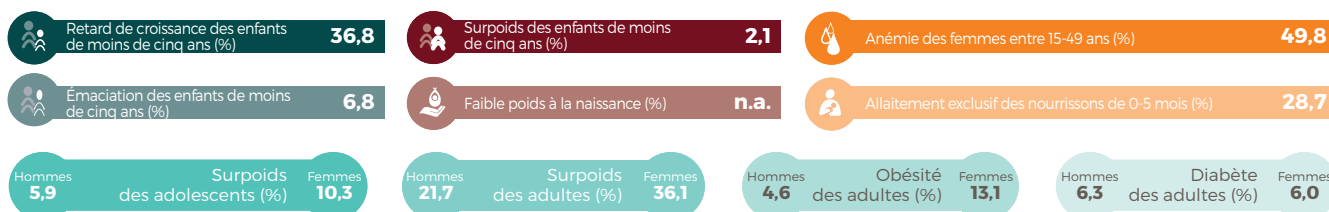


### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

L'évaluation du Plan d'action de la PNSN, ainsi que les résultats de l'analyse budgétaire réalisée pour 2016-2017 et de celle planifiée pour 2018-2019, permettront d'identifier les contributions du gouvernement et des parties prenantes. Une feuille de route pour le financement de la prise en charge de la malnutrition aiguë pour la période 2020-2029 a été finalisée et adoptée en Conseil des Ministres. Par ailleurs, des actions de plaidoyer ont été menées pour mobiliser les parlementaires et les collectivités pour le financement de la nutrition, jusqu'au niveau régional. Des opportunités s'ouvrent avec des mécanismes de financement innovants.



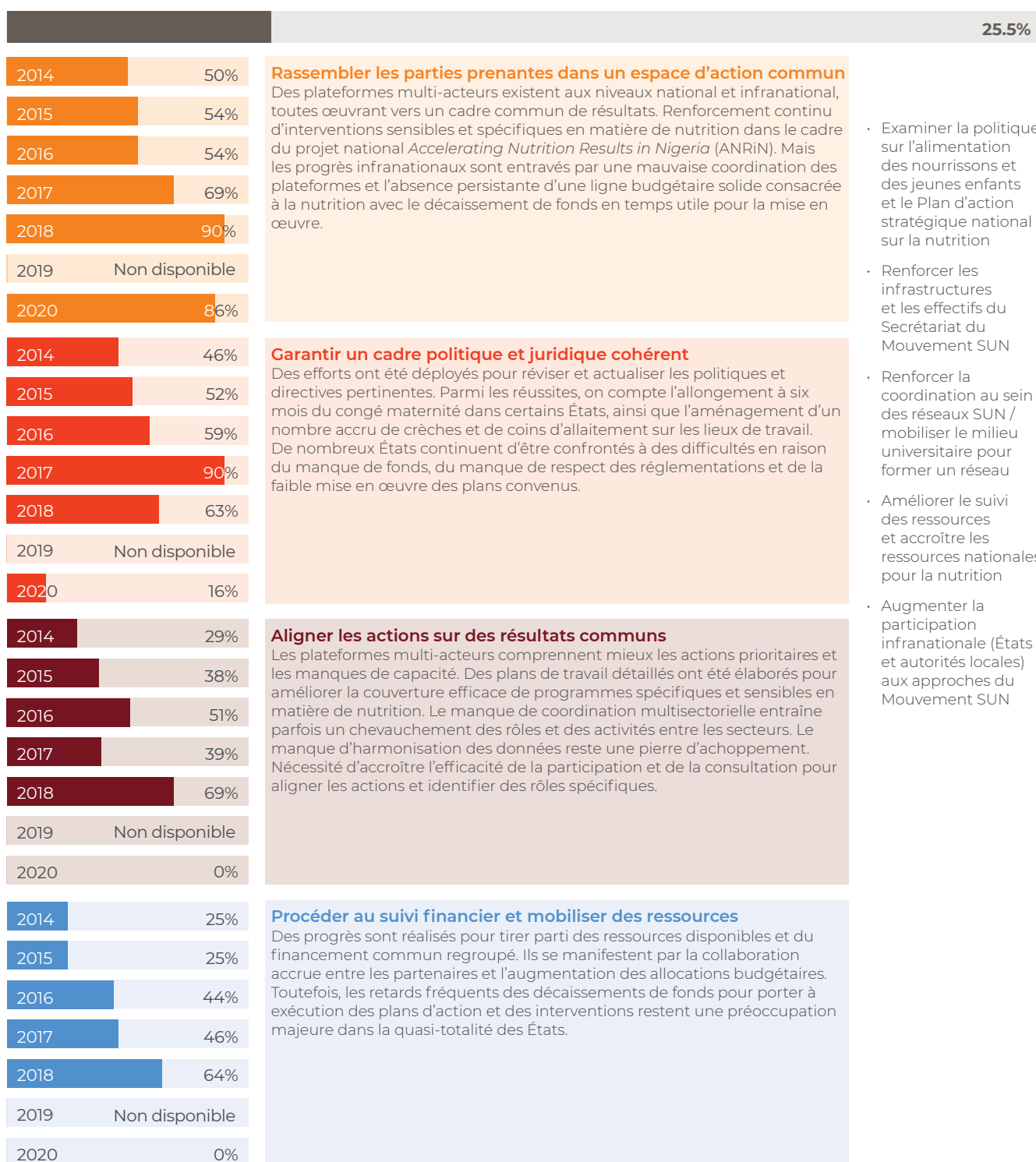
**Date d'adhésion :** novembre 2011  
**Population :** 206,14 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/NIGERIA](https://scalingupnutrition.org/nigeria)



## APERÇU COVID-19

Le premier cas enregistré l'a été en février 2020. Les mesures d'aide publique ont compris la distribution de nourriture et de soins palliatifs et l'expansion de la protection sociale, comme des transferts monétaires conditionnels aux ménages. La plateforme multi-acteurs SUN a travaillé pour repositionner le PNN et les réseaux SUN ont réorganisé leurs projets.

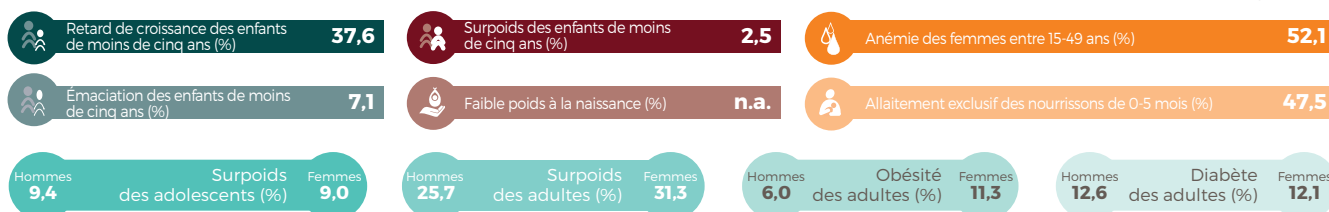
## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020







**Date d'adhésion :** janvier 2013  
**Population :** 220,89 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/PAKISTAN](http://SCALINGUPNUTRITION.ORG/PAKISTAN)

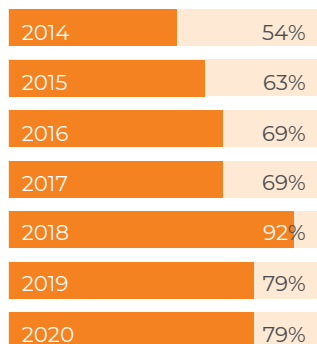


## APERÇU COVID-19

Le programme Ehsaas (dispositif de sécurité sociale et protection sociale) comprend dorénavant des services spécialisés de nutrition destinés aux communautés les plus pauvres, notamment la fourniture de rations alimentaires. La société civile et le réseau des Nations Unies ont collaboré avec les autorités en vue d'obtenir un soutien humanitaire, technique et financier de la part des acteurs nationaux dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

**76.0%**



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Des plateformes multisectorielles sont actives dans toutes les provinces. Le nouveau Conseil national de coordination de la nutrition du Pakistan, présidé par le Premier ministre, comprend six ministères et toutes les plateformes, avec le soutien du Forum national sur la nutrition et du Groupe consultatif sur la nutrition. Le Réseau du secteur privé du Mouvement SUN travaille sur la coordination de l'enrichissement alimentaire. Les stratégies de SUN sont maintenant rattachées aux plateformes des ODD et aideront le gouvernement à intégrer la nutrition dans les plans de développement annuels.

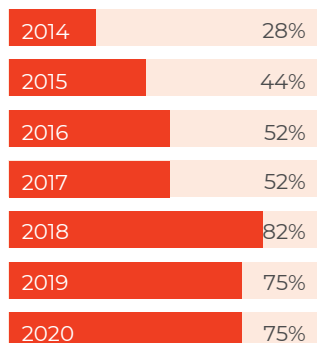
- Estimation des coûts et finalisation du Plan d'action national multisectoriel en matière de nutrition

- Élaboration du cadre politique et du plan d'action de développement de la petite enfance

- Élaborer un système multisectoriel de gestion de l'information sur la nutrition

- Utiliser le potentiel des PME pour développer et promouvoir des aliments nutritifs

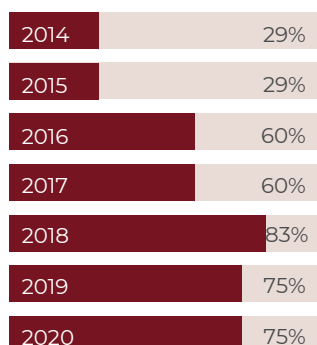
- Élaborer un programme national de sensibilisation à la nutrition



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

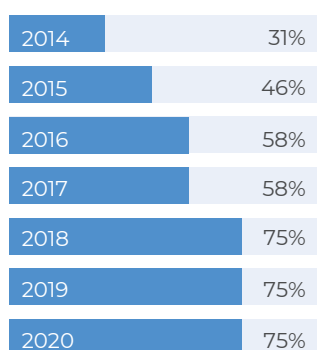
SUN a obtenu des chapitres sur la nutrition dans la nouvelle Stratégie nationale de croissance économique sur cinq ans. Les stratégies provinciales d'enrichissement ont été approuvées.

Le développement de la petite enfance est maintenant pris en compte par le Mouvement SUN pour l'élaboration d'un cadre stratégique de DPE. Collaboration entre défenseurs de la société civile et 14 nouveaux champions parlementaires pour le droit constitutionnel à la nutrition et le contrôle parlementaire de la mise en œuvre des politiques et des programmes de nutrition. Expansion du rôle des autorités alimentaires à de nouveaux districts.



### Aligner les actions sur des résultats communs

Le Plan d'action national de nutrition, en cours d'élaboration, donnera la priorité aux actions et à la mobilisation des ressources. Les unités provinciales du Mouvement SUN sont plus conformes au ODD du Programme annuel de développement 2019-2020 par le biais du programme national de retard de croissance. Le Réseau du secteur privé SUN met l'accent sur la nutrition au travail. Les réseaux SUN disposent désormais de plans d'action complets pour mettre en œuvre le cadre commun de résultats. La protection sociale dispose désormais d'un tableau de bord de nutrition pour faciliter l'alignement. Le suivi conjoint est le prochain objectif.



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le gouvernement a fait de la nutrition une priorité nationale et le financement des plans d'action provinciaux en matière de nutrition augmente. Plusieurs nouvelles initiatives en matière de nutrition ont été lancées dans le cadre de la protection sociale des communautés les plus touchées. La faisabilité des projets de nutrition du secteur public est évaluée en fonction du coût par bénéficiaire. Le gouvernement travaille sur une formule de pondération pour évaluer la part du coût de la nutrition dans les programmes contribuant à la nutrition.

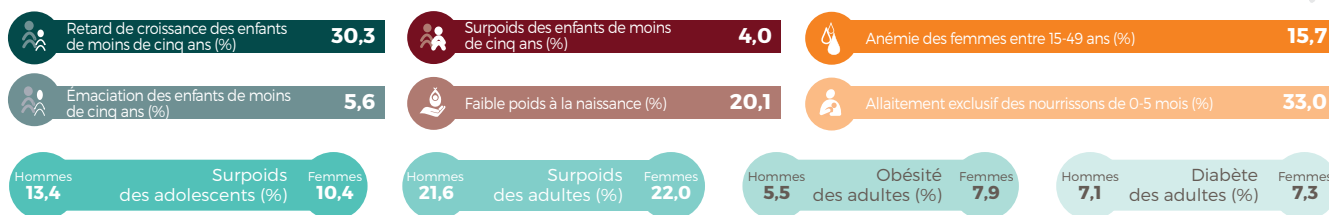
# Philippines



**Date d'adhésion :** mai 2014

**Population :** 109,58 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/PHILIPPINES

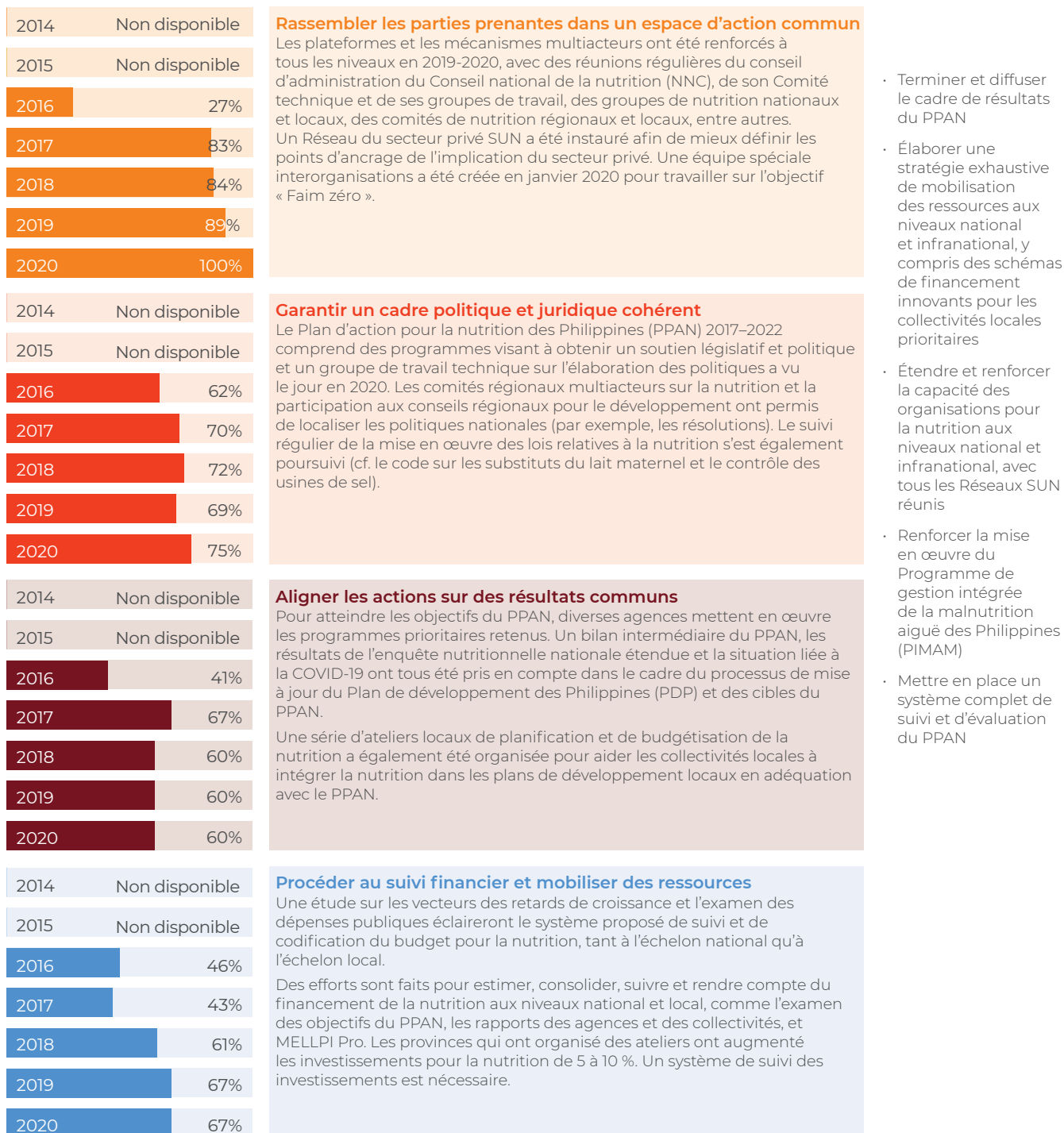


## APERÇU COVID-19

Le NNC a publié, en mars et en avril, un avis consultatif émanant du Groupe sectoriel sur la nutrition et destiné à guider les responsables nationaux et infranationaux dans leur réponse nutritionnelle à la pandémie. Les groupes régionaux sur la nutrition ont travaillé activement à la mise en œuvre des politiques du NNC. Les budgets du gouvernement ont été reprogrammés.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020

**75.5%**



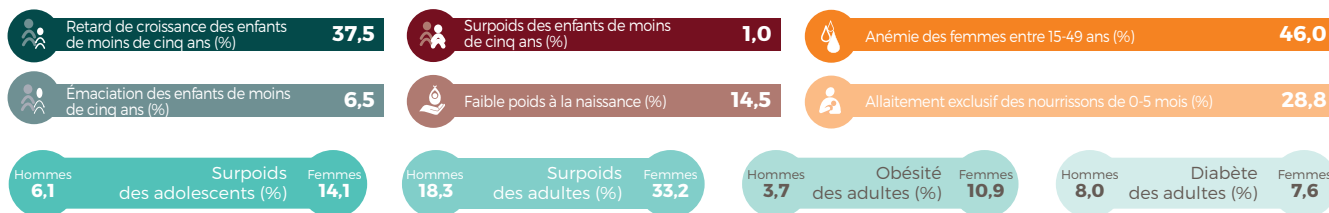
# République centrafricaine



**Date d'adhésion :** février 2017

**Population :** 4,83 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/CENTRAL-AFRICAN-REPUBLIC

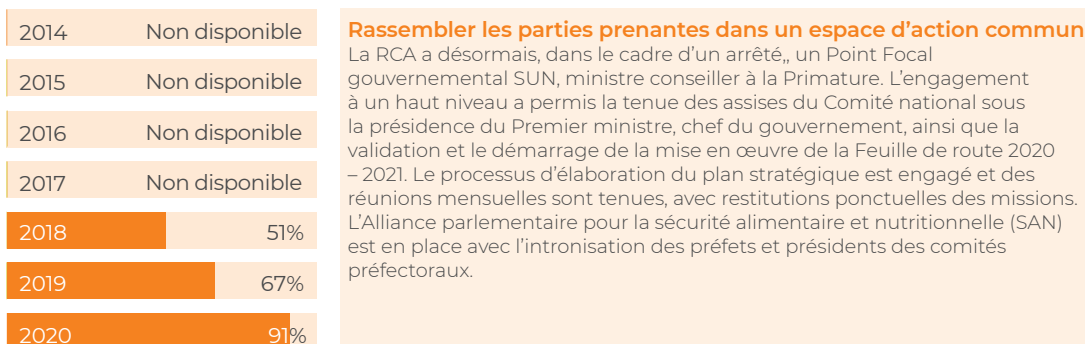


## APERÇU COVID-19

Les mesures d'atténuation des risques face à la pandémie du COVID-19 ont entraîné la fermeture des cantines scolaires ainsi qu'une augmentation de la paupérisation des personnes vulnérables, déjà accrue par la crise militaro-politique.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

**56.3%**



- Intensifier la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre des actions prévues dans la feuille de route 2020-2021

- Renforcer les capacités des points focaux en matière de coordination des réseaux (mission d'études)

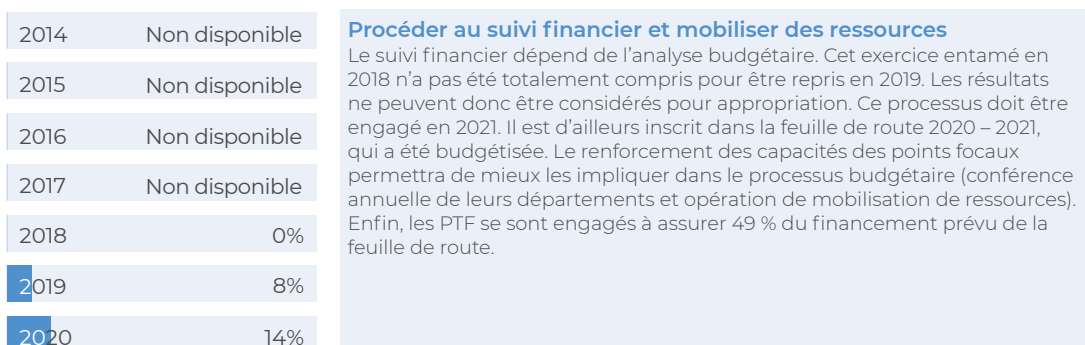
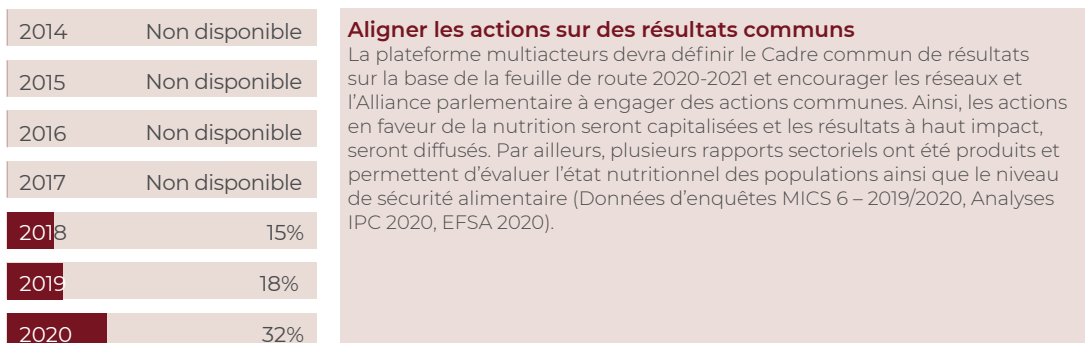
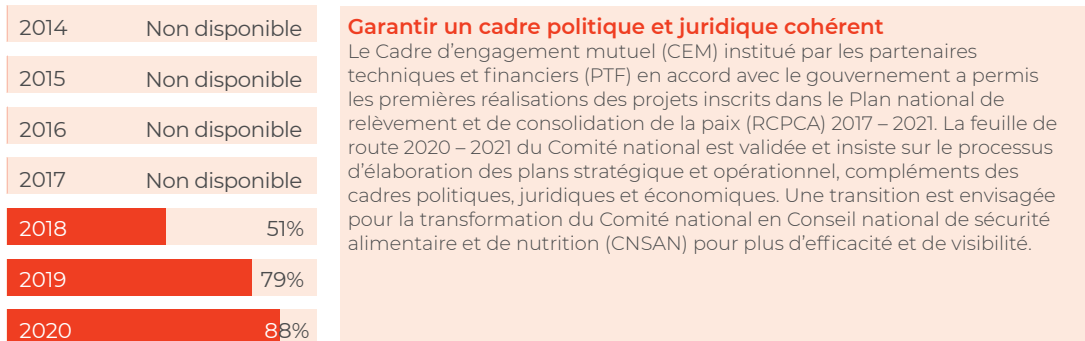
- Élaborer un plan stratégique multisectoriel national et un plan opérationnel budgétisé

- Développer des outils de plaidoyer et un plan de communication

- Maîtriser les allocations budgétaires en faveur de la nutrition et de la sécurité, en assurer le suivi et les revaloriser

- Convoquer les deuxièmes Assises nationales de sécurité alimentaire et de nutrition

- Consolider la plateforme multiacteurs



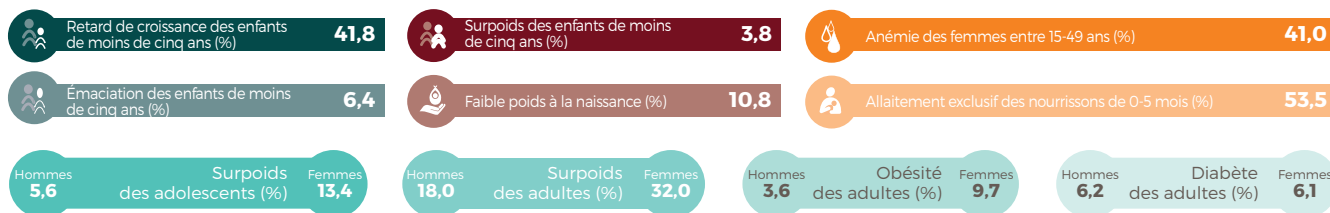
# République Démocratique du Congo



**Date d'adhésion :** mai 2013

**Population :** 89,56 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/DEMOCRATIC-REPUBLIC-OF-THE-CONGO

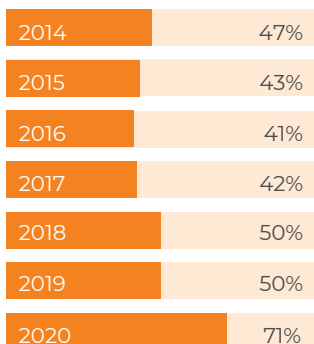


## APERÇU COVID-19

Suite à la pandémie, certaines tâches opérationnelles ont été déléguées aux provinces, principalement la prise en charge et la prévention de la malnutrition. Ainsi, les relais communautaires assureront l'exécution des activités préventives dans les villages et quartiers. Le gouvernement a élaboré un plan d'action opérationnel et de contingence en partenariat avec les parties prenantes.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

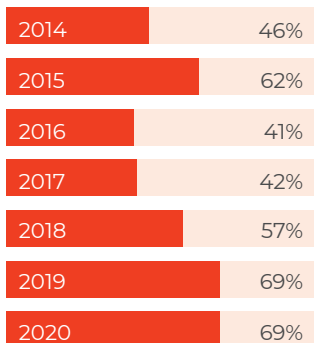
**62.8%**



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

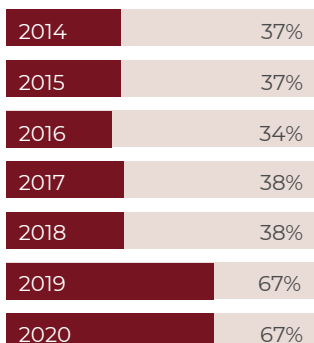
En raison de la COVID-19, l'installation officielle de la coordination provinciale dans le Nord-Kivu et les activités prévues pour le renforcement du réseau des parlementaires ont dû être reportées à l'année prochaine. Pour renforcer le leadership, le Secrétariat Exécutif SUN-RDC compte organiser la toute première réunion du Comité national multisectoriel de nutrition, logé à la Primature, qui réunira tous les douze secteurs sensibles à la nutrition. Enfin, le réseau du secteur privé a élaboré un plan de travail budgétisé.

- Renforcement des capacités relatives à l'approche et à la coordination multisectorielle au niveau national
- Mise en place des comités provinciaux multisectoriels de nutrition dans six provinces



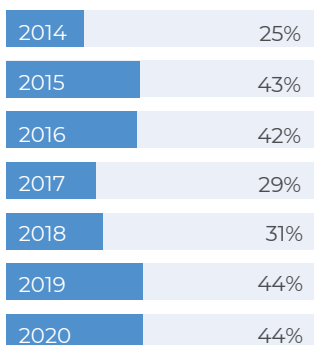
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Les activités de sensibilisation à la législation relative au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et la protection de la maternité et des congés parentaux et paternels ont été exécutées durant la semaine mondiale de l'allaitement maternel. Les activités en rapport avec l'enrichissement des aliments, les réglementations sur la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation seront menées après validation technique et politique de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de son plan d'action opérationnel. Les stratégies de communication et de plaidoyer sont en cours.



### Aligner les actions sur des résultats communs

Le cadre commun de résultats sera révisé en 2021. Pour l'heure, un plan d'action opérationnel (PAO) annuel prévisionnel, aligné sur les priorités nationales, est élaboré puis rendu provisionnel après concertation et engagements financiers des partenaires techniques et financiers (PTF). Les données issues des activités exécutées dans les provinces sont insérées dans le DHIS-2. Après évaluation, des recommandations sont formulées pour éclairer la prise de décisions.

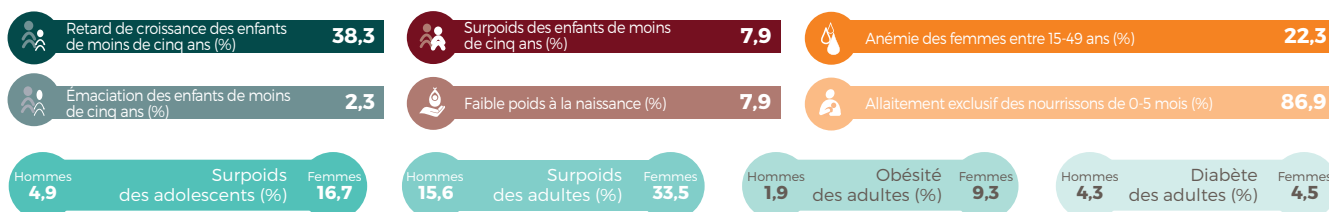


### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Sur la base du PAO élaboré au début de chaque année, le gouvernement et les PTF s'engagent toujours pour garantir le financement des activités programmées. Le suivi des dépenses est fait et signalé dans le rapport trimestriel du PAO. Ce rapport est partagé en toute transparence avec les autres partenaires de la plateforme multisectorielle. Il convient de signaler que le Plan national stratégique multisectoriel en nutrition (PNSMN) qui prend fin en fin décembre 2020 sera prolongé d'un an.



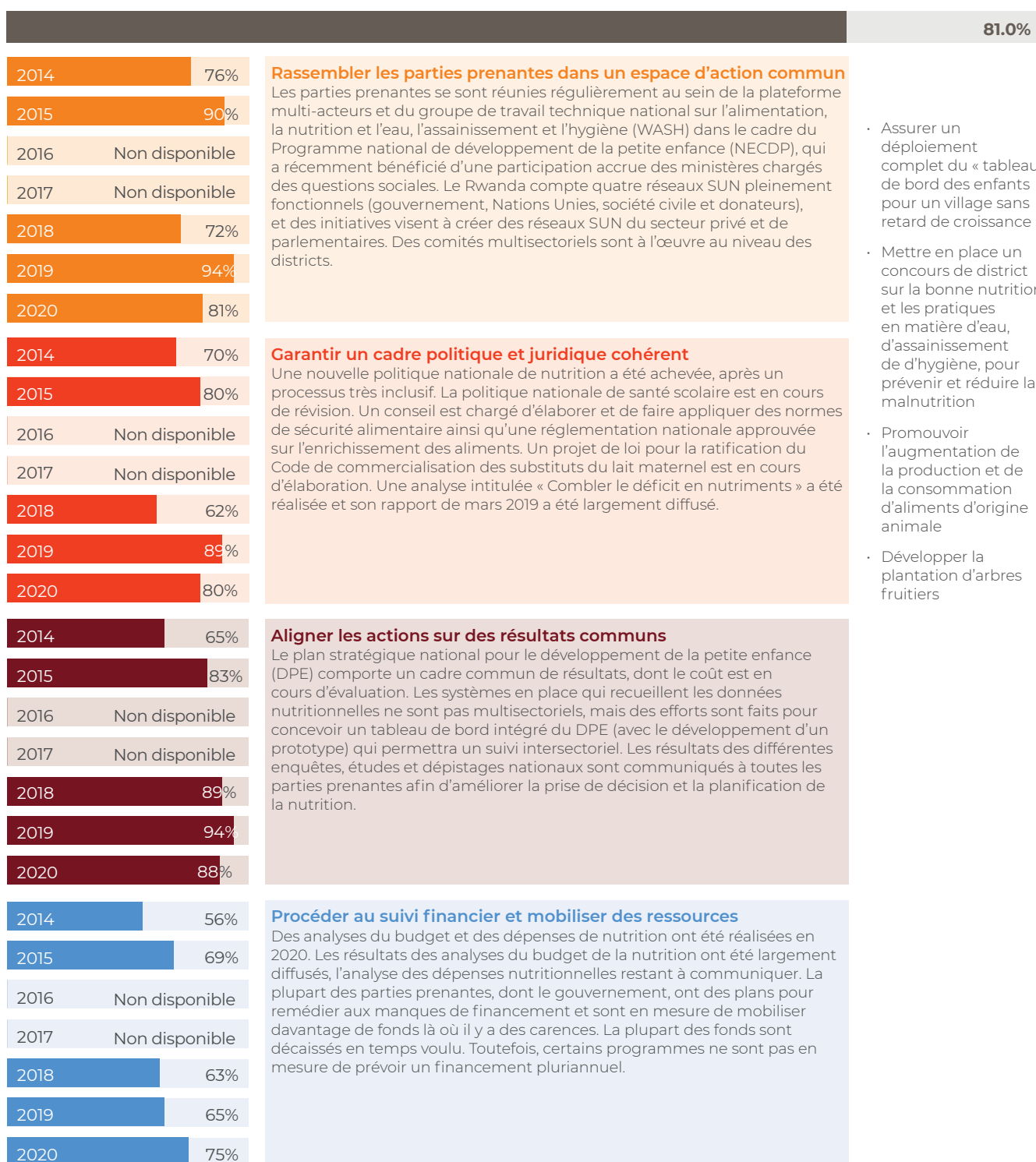
**Date d'adhésion :** décembre 2011  
**Population :** 12,95 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/RWANDA](http://SCALINGUPNUTRITION.ORG/RWANDA)



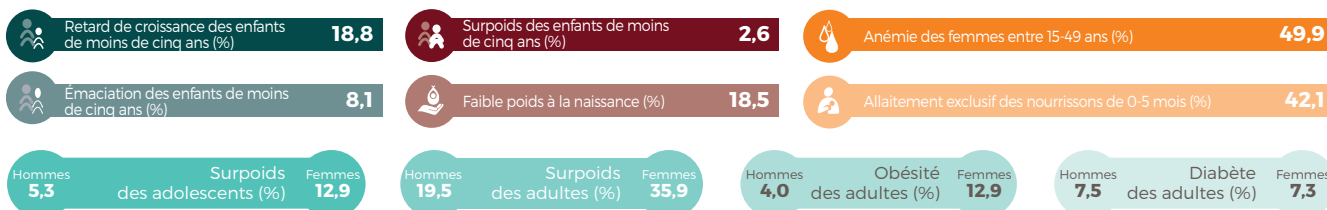
## APERÇU COVID-19

Le Rwanda a beaucoup œuvré pour réduire la prévalence des infections à COVID-19 et atténuer les effets socio-économiques du confinement et d'autres mesures ralentissant l'activité économique. La nutrition a été intégrée de façon notable dans le plan d'intervention national.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020





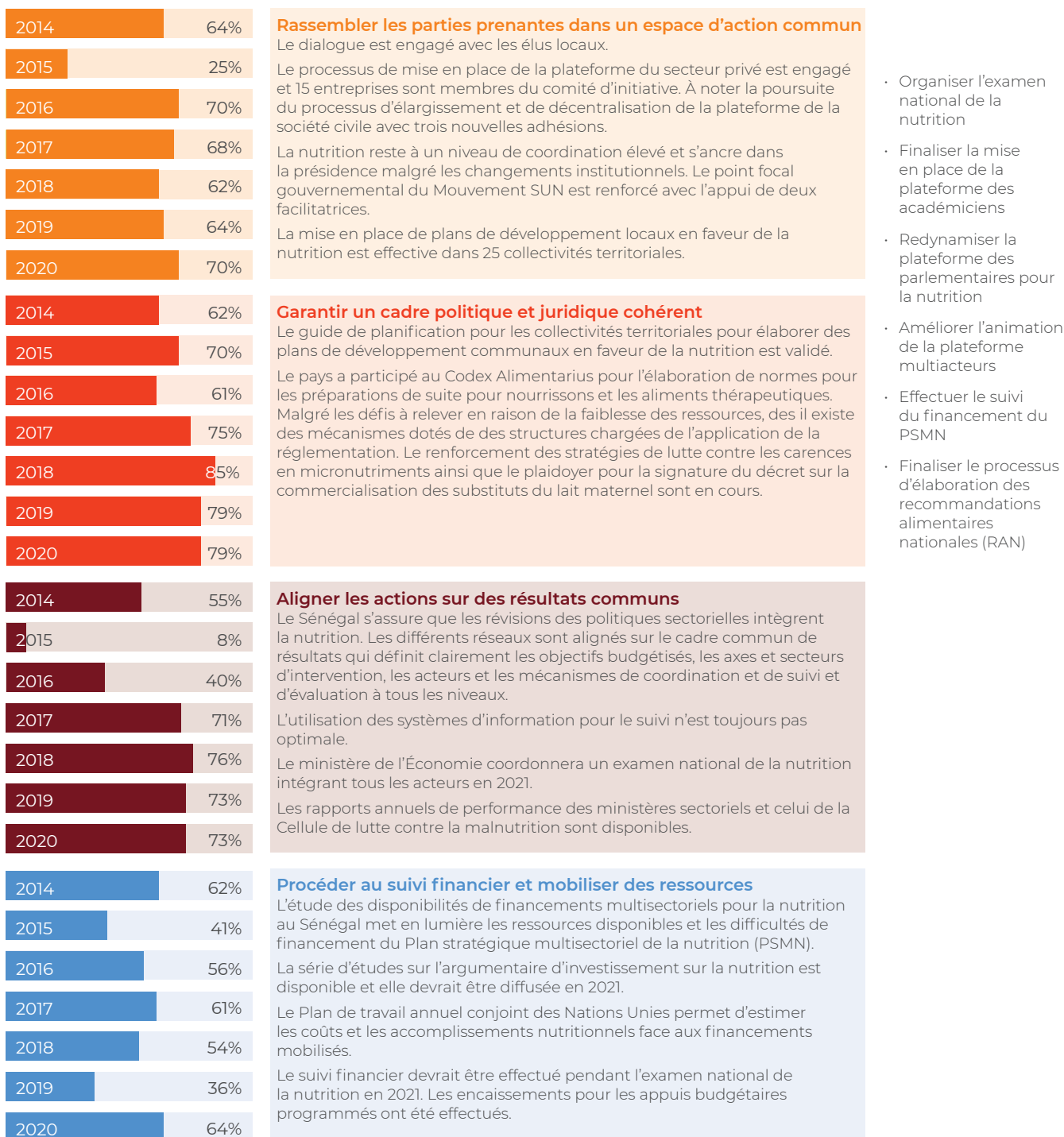


## APERÇU COVID-19

En raison de la COVID-19, les services communautaires essentiels de nutrition ont été suspendus de mars à août. Dans le cadre de la réponse nationale, la cellule de crise a appuyé les ministères de la Santé, de l'Éducation, de la Famille et du Genre. Par ailleurs, les autorités n'ont pas pu mener l'enquête démographique et de santé (EDS) annuelle, ni aucune autre évaluation de la situation nutritionnelle.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

71.5%

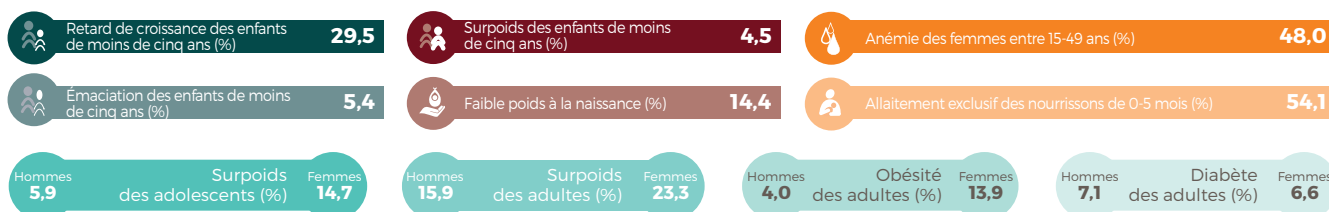




Date d'adhésion : janvier 2012

Population : 7,98 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/SIERRA-LEONE



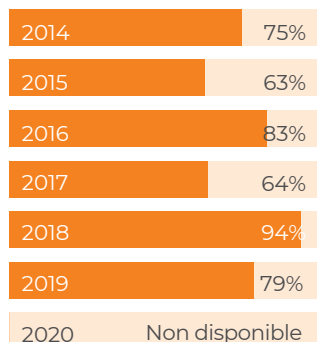
## APERÇU COVID-19

Un pilier relatif à l'aide alimentaire et à la nutrition a été mis en place au sein du bureau du vice-président. Des messages axés sur la nutrition, l'immunité et la lutte contre la pandémie de COVID-19 ont été relayés dans l'ensemble des districts par l'intermédiaire des stations de radio et des chaînes de télévision locales, encouragées à produire et à diffuser des contenus interactifs.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020

### TOTAL PONDÉRÉ 2020

n.a.



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les partenaires ont soutenu l'intégration des interventions en matière de nutrition et de sécurité alimentaire dans les plans des districts. Un atelier a eu lieu afin d'informer les points focaux de la nutrition siégeant aux conseils des districts du nouveau Plan stratégique multisectoriel contre la malnutrition, couvrant la période 2019-2025. Une réunion de coordination s'est tenue avec tous les réseaux et Irish Aid, afin de planifier la visite de la coordinatrice du Mouvement SUN et l'édition 2020 du Salon national de la nutrition du Mouvement SUN. Le Salon a été ouvert par le vice-président et la coordinatrice du Mouvement SUN.

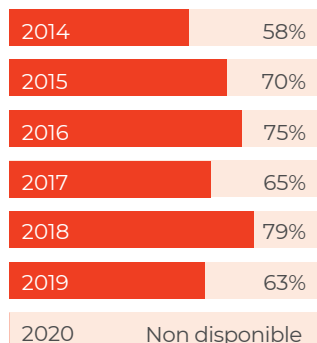
- Mobilisation, plaidoyer et communication à l'aide des données de l'outil de cartographie SUN/ REACH afin de produire des résultats

- Partenariat avec les parlementaires et les maires/présidents des conseils municipaux pour s'assurer que la malnutrition et les problématiques connexes demeurent une priorité du nouveau programme gouvernemental

- Soutien de l'adoption de nouvelles politiques liées à la nutrition et instauration de règles promouvant un étiquetage adéquat des aliments

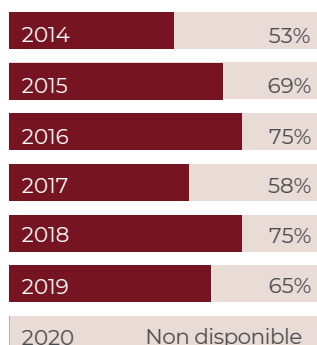
- Création de « clubs scolaires SUN »

- Organisation d'ateliers annuels relatifs au financement de la nutrition et intensification des réunions de coordination



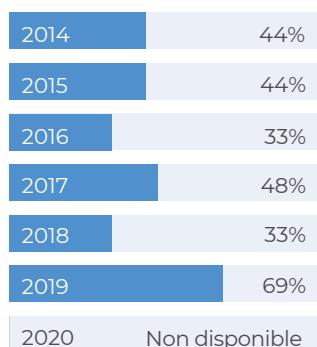
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le Parlement a adopté le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et organisé, à ce sujet, des réunions de consultation avec les ministères, les services et les agences concernés du gouvernement (y compris les ministères de la Protection sociale, de l'Égalité hommes-femmes et de l'Enfance, de l'Information, du Commerce et de l'Industrie, de l'Enseignement primaire et secondaire ainsi que le bureau du procureur général).



### Aligner les actions sur des résultats communs

En 2019-2020, la mobilisation sociale, le plaidoyer et les communications visant à changer les comportements concernant les priorités nationales se sont accrus. Les responsables du développement des districts ont été incités à aligner leurs plans de développement sur le Plan stratégique multisectoriel contre la malnutrition. Les programmes sur l'allaitement et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants ont été étendus. Des formations sur les messages clés, la promotion de bonnes habitudes alimentaires et la production de rapports concernant la mise en œuvre des plans d'action dans les districts ont été entreprises.



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

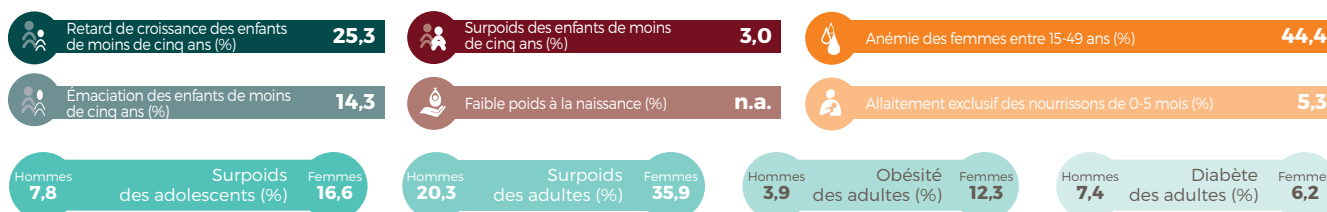
Une meilleure communication a été faite sur les conséquences de la malnutrition sur l'économie, le développement et la population, ainsi que sur les moyens d'y faire face. En revanche, la mobilisation de ressources a été en retrait durant la période visée compte tenu de la pandémie de COVID-19.



**Date d'adhésion :** juin 2014

**Population :** 15,89 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/SOMALIA

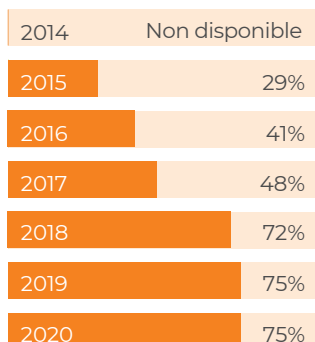


## APERÇU COVID-19

Le comité de coordination de lutte contre la COVID-19 mis en place est dirigé par le Premier ministre et travaille en coordination avec l'OMS, l'ONU et le ministère de la Santé. Des mesures ont été imposées pour contenir la propagation de la COVID-19, les systèmes de santé sont renforcés et les communications sur la COVID-19 améliorées.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

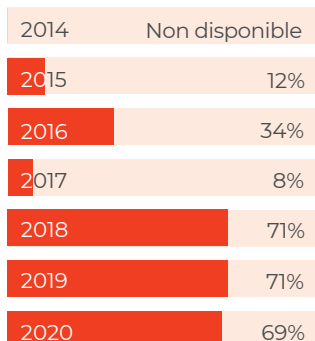
**66.5%**



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

La nutrition a été institutionnalisée grâce à l'engagement du gouvernement, du Secrétariat du Mouvement SUN et d'un éventail de plateformes, comme le comité interministériel, les réseaux SUN, le sous-comité parlementaire sur la sécurité alimentaire et la nutrition, les réunions de groupes sectoriels sur la nutrition et le chef de la nutrition. Ces partenaires coordonnent les parties prenantes et leur fournissent un soutien technique afin de renforcer et d'intégrer le programme stratégique de nutrition dans le travail du gouvernement et du secteur privé.

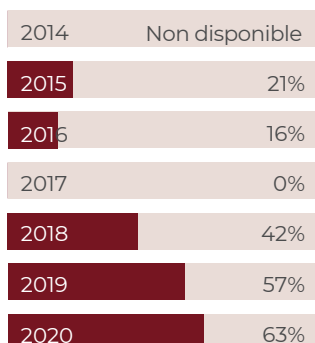
- Opérationnaliser les cadres politiques et juridiques essentiels sur la nutrition
- Organiser des ateliers d'apprentissage multi-acteurs et multisectoriels pour examiner les politiques et stratégies clés en matière de nutrition



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

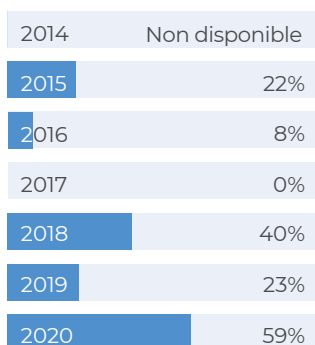
La Somalie a progressivement élaboré, établi et soutenu des politiques et une volonté politique de haut niveau à l'appui d'un cadre juridique pertinent en faveur de la nutrition afin de guider les efforts de nutrition dans toutes les plateformes multisectorielles. Ces efforts se traduisent par l'élaboration conjointe d'un projet de loi sur la sécurité alimentaire et la nutrition visant à fournir un cadre législatif cohérent pour la nutrition dans le pays et une politique de sécurité alimentaire et de nutrition coordonnée par le ministère de l'Agriculture.

- Renforcer la coordination multisectorielle, le plaidoyer en matière de nutrition et le développement des capacités dans l'ensemble des réseaux
- Établir un centre d'excellence pour la nutrition afin de fournir des services de formation et de gestion des connaissances
- Institutionnaliser le suivi et l'analyse du budget pour le financement de la nutrition



### Aligner les actions sur des résultats communs

Les plans et actions des parties prenantes de la nutrition ont continué de s'aligner sur le plan national de développement de la Somalie et les objectifs de la stratégie de nutrition aux niveaux national et infranational. La coordination et l'harmonisation de la plateforme multi-acteurs en ont été améliorées. Les acteurs de la nutrition continuent d'aligner leurs programmes sur les objectifs du chapitre de la nutrition du plan national de développement. Le cadre commun de résultats traduit le PND et d'autres cadres juridiques et politiques en des résultats bien définis.

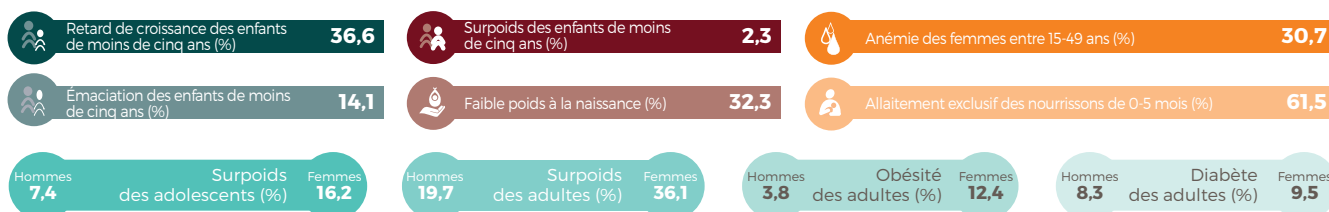


### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

En 2020, on a constaté une nette amélioration de la planification et de la budgétisation des interventions nutritionnelles et des outils de suivi financier dans l'ensemble des plateformes multi-acteurs. Les allocations publiques consacrées à la nutrition par l'intermédiaire des différents secteurs ont dépassé les 3 % du budget. Une difficulté majeure a été de prioriser les interventions de nutrition dans les secteurs sensibles à la nutrition aux niveaux national et infranational. Le PND et le cadre commun de résultats ont été des outils cruciaux d'amélioration des allocations.



**Date d'adhésion :** octobre 2015  
**Population :** 43,85 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/SUDAN](https://scalingupnutrition.org/sudan)



## APERÇU COVID-19

Pour poursuivre les programmes de nutrition existants et conformément aux recommandations de l'OMS, les directives opérationnelles des programmes de nutrition pour les équipes de nutrition qui fournissent des interventions nutritionnelles vitales pendant la pandémie de COVID-19 ont été largement mises en œuvre. En parallèle, des programmes de sensibilisation à la COVID-19 ont été diffusés à la télévision et à la radio dans tout le pays.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020

|      |                | 23.5%  |
|------|----------------|--|
| 2014 | Non disponible | <b>Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun</b><br>L'instabilité politique et la rotation du personnel, en plus de la pandémie, ont réduit la fréquence des réunions de la plateforme multiacteurs de SUN. Bien que le Plan d'action de SUN demeure en place, davantage d'efforts sont désormais nécessaires pour redonner vie à cette plateforme, ses réseaux et pour se rassembler autour des priorités, en particulier pour déployer des interventions au niveau infranational et améliorer et harmoniser la coordination humanitaire. Les réseaux SUN continuent d'être encouragés et se renforcent au fur et à mesure que 2021 s'écoule.   |
| 2015 | Non disponible |  |
| 2016 | Non disponible |  |
| 2017 | 13%            |  |
| 2018 | 25%            |  |
| 2019 | 25%            |  |
| 2020 | 25%            |  |
| 2014 | Non disponible | <b>Garantir un cadre politique et juridique cohérent</b><br>Il existe divers cadres politiques et législatifs importants.<br><br>En voici quelques exemples : la politique nationale en matière de nutrition, une stratégie pour les micronutriments, une stratégie pour l'ANJE, une stratégie nationale de nutrition, un code sur les substituts du lait maternel, une législation sur le congé maternité et une note d'orientation sur la malnutrition. En outre, le Soudan dispose d'une politique nationale de santé, d'un cadre de santé dans toutes les politiques et d'une stratégie de santé dans les établissements scolaires. La plateforme multiacteurs s'efforcera d'assurer la mise en œuvre de ces politiques fortes au niveau national. |
| 2015 | Non disponible |  |
| 2016 | Non disponible |  |
| 2017 | 25%            |  |
| 2018 | 25%            |  |
| 2019 | 25%            |  |
| 2020 | 25%            |  |
| 2014 | Non disponible | <b>Aligner les actions sur des résultats communs</b><br>Une révision des priorités nationales est en cours, en s'appuyant sur les données, politiques et stratégies nutritionnelles qui permettront d'identifier les priorités communes. Une mobilisation à l'échelle de la plateforme multiacteurs aura lieu en 2021 pour atteindre des objectifs prioritaires communs synchronisés en matière de nutrition. Une fois les priorités et les résultats communs identifiés et convenus, le plaidoyer, le financement et les coûts et les aspects opérationnels suivront.   |
| 2015 | Non disponible |  |
| 2016 | Non disponible |  |
| 2017 | 25%            |  |
| 2018 | 31%            |  |
| 2019 | 27%            |  |
| 2020 | 27%            |  |
| 2014 | Non disponible | <b>Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources</b><br>Un système de suivi financier à l'échelle de la plateforme multiacteurs n'est pas encore en place. Cela nécessitera davantage de plaidoyer auprès des donateurs et des parties prenantes, ainsi qu'un renforcement des systèmes de gestion des données sur les résultats clés. De plus, il est absolument nécessaire d'améliorer la capacité des acteurs de gouvernance et de développement en matière de mobilisation des ressources et de plaidoyer fondé sur des éléments probants. Les organisations de la société civile seront un élément actif clé de cet exercice.   |
| 2015 | Non disponible |  |
| 2016 | Non disponible |  |
| 2017 | 29%            |  |
| 2018 | 17%            |  |
| 2019 | 17%            |  |
| 2020 | 17%            |  |

- Finaliser le Plan national multisectoriel en matière de nutrition
- Meilleure compréhension du système actuel de financement de la nutrition et développement du mécanisme de suivi
- Plaider pour de meilleurs résultats nutritionnels à tous les niveaux. (haut niveau politique, plateforme multiacteurs, communautés)

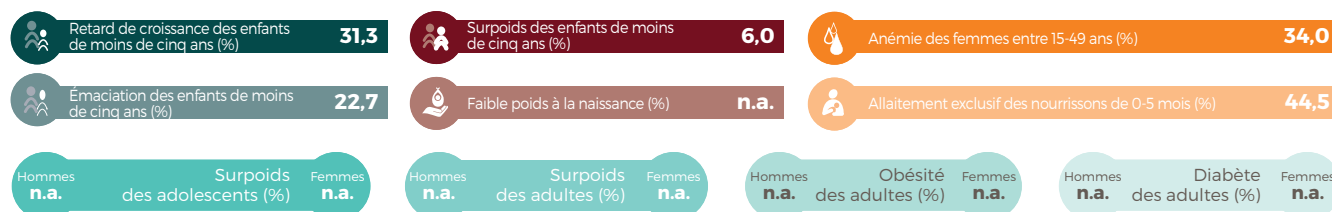
# Sud Soudan



**Date d'adhésion :** juin 2013

**Population :** 11,19 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/SOUTH-SUDAN

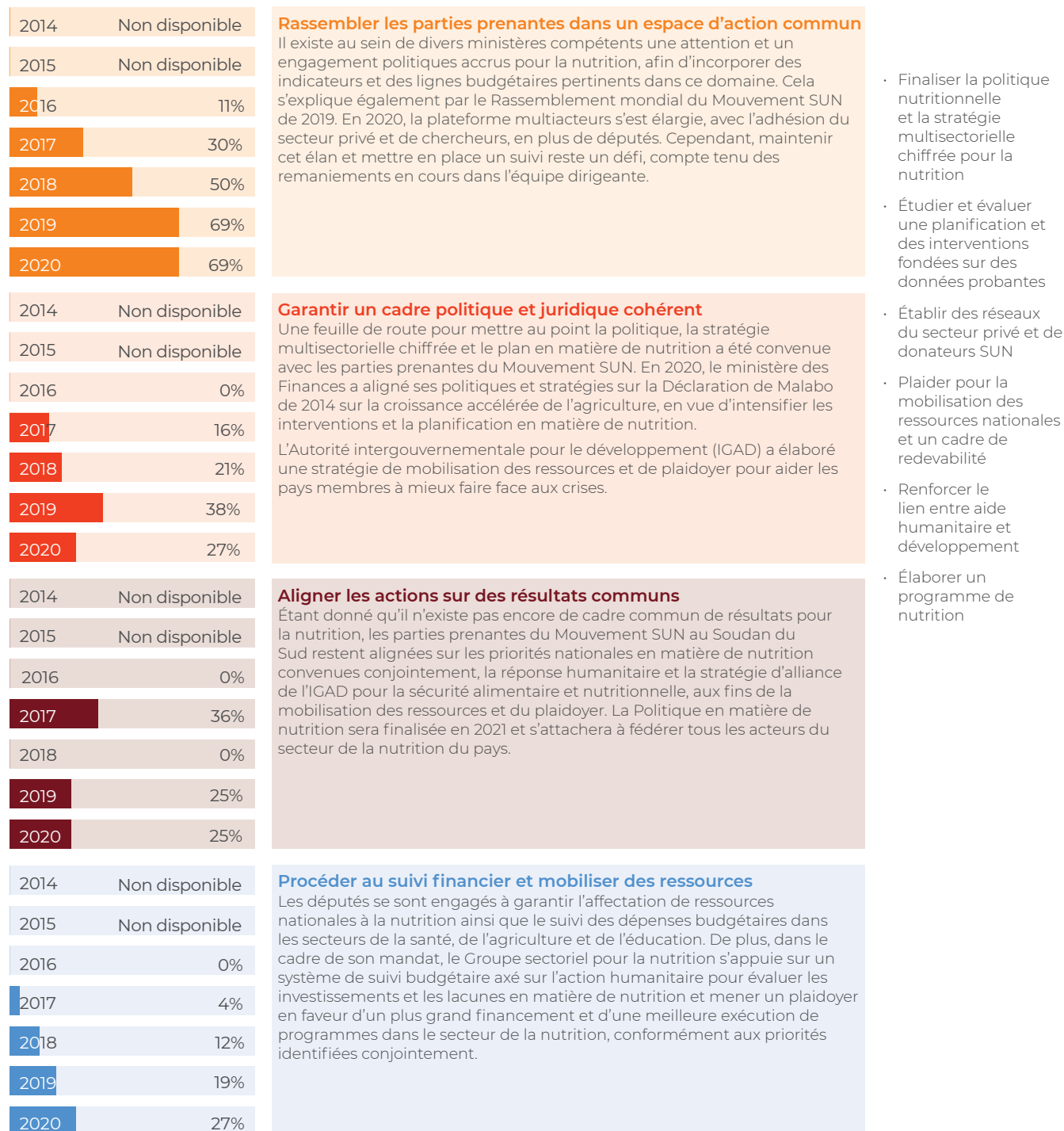


## APERÇU COVID-19

La pandémie de COVID-19 a mis à l'épreuve les systèmes de santé et alimentaire du Soudan du Sud. Face à une double crise alliant pandémie et inondations (IPC3), on estime qu'environ 5,29 millions de Soudanais du Sud sont confrontés à la malnutrition ou à une situation d'insécurité alimentaire aiguë.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

**37.0%**



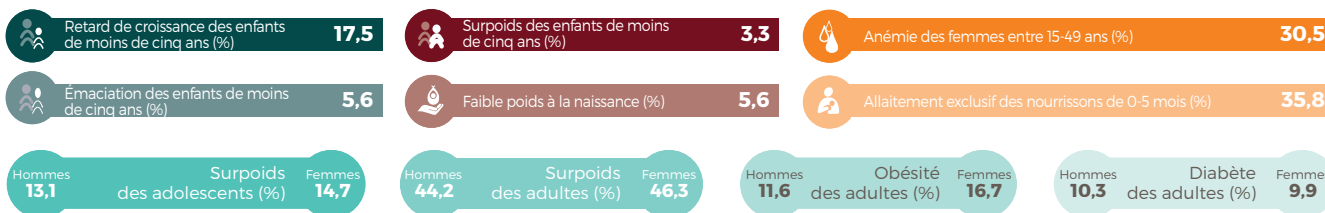
# Tadjikistan



**Date d'adhésion :** septembre 2013

**Population :** 9,54 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/TAJIKISTAN



## APERÇU COVID-19

Le coût de la pandémie, de 1,6 milliard de dollars des États-Unis, ne cesse d'augmenter. Les restrictions de déplacement, l'insécurité alimentaire, des systèmes de santé dépassés et la baisse des revenus se sont répercutées le plus sur la malnutrition des enfants, des femmes enceintes et allaitantes et des personnes âgées. Une série de plans nationaux contribuera à atténuer l'impact et à soutenir la reprise.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

### TOTAL PONDÉRÉ 2020

n.a.

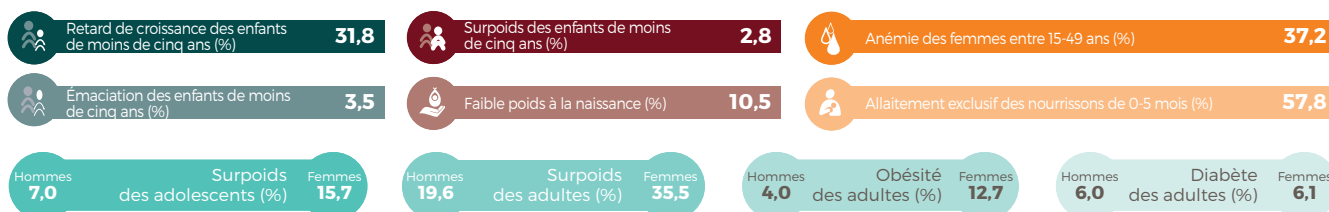
|      |                |   |  |
|------|----------------|---|--|
| 2014 | Non disponible | <b>Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun</b><br>Un Forum national sur la nutrition a eu lieu et le Conseil de coordination multisectorielle (CCM) inspiré par SUN se réunit tous les trimestres. Le nombre de membres du CCM est passé de 20 à 43, les nouveaux étant issus d'organisations nationales et d'ONG internationales d'approvisionnement en eau des zones urbaines, de promotion de la santé et de la société civile. Le CCM a élaboré un plan d'action conjoint 2021–2025 pour la mise en œuvre du plan multisectoriel visant à améliorer la nutrition dans la République du Tadjikistan. | <ul style="list-style-type: none"><li>Obtenir l'approbation du gouvernement pour commencer la mise en œuvre du Plan multisectoriel visant à améliorer l'état nutritionnelle 2021–2025</li><li>Poursuivre l'élargissement du Conseil de coordination multisectorielle et en créer des antennes régionales</li><li>Organiser un 5<sup>e</sup> Forum national sur la nutrition</li><li>Créer un comité national de coordination pour la mise en œuvre de la communication nationale du Programme « 1000 premiers jours de la vie d'un enfant pour 2020–2024 » ainsi que les comités directeurs régionaux et locaux</li><li>Élaborer un programme d'alimentation scolaire pour 2021–2027</li></ul> |
| 2015 | 54%            |   |  |
| 2016 | 58%            |   |  |
| 2017 | 58%            |   |  |
| 2018 | 94%            |   |  |
| 2019 | 94%            |   |  |
| 2020 | Non disponible | <b>Garantir un cadre politique et juridique cohérent</b><br>Une loi a été adoptée sur la fourniture de denrées alimentaires de base enrichies à la population. Le Programme national de communication pour les « 1000 premiers jours de la vie d'un enfant pour 2020–2024 » a été officiellement approuvé par le gouvernement, tout comme un plan de réduction de l'émaciation sur trois ans.<br><br>Le « Plan multisectoriel pour améliorer l'état nutritionnel 2021–2025 » est à l'étude et sera soumis à l'approbation du gouvernement d'ici la fin de novembre 2020.  |  |
| 2014 | Non disponible |   |  |
| 2015 | 54%            |   |  |
| 2016 | 58%            |   |  |
| 2017 | 58%            |   |  |
| 2018 | 75%            |   |  |
| 2019 | 84%            |   |  |
| 2020 | Non disponible | <b>Aligner les actions sur des résultats communs</b><br>Le Comité de coordination multisectorielle a élaboré un programme national conjoint de communication pour les « 1000 premiers jours de la vie d'un enfant pour 2020–2024 ». Le cadre commun de résultats, composé de plans d'action et de financement, a été finalisé et soumis à l'approbation du gouvernement. Un plan d'action conjoint a été élaboré par le CCM pour que le Comité Radiotélévision réalise des campagnes de sensibilisation.  |  |
| 2014 | Non disponible |   |  |
| 2015 | 24%            |   |  |
| 2016 | 28%            |   |  |
| 2017 | 32%            |   |  |
| 2018 | 50%            |   |  |
| 2019 | 46%            |   |  |
| 2020 | Non disponible | <b>Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources</b><br>Le ministère de la Santé et de la Protection sociale et le ministère des Finances ont consolidé leur collaboration pour améliorer le processus d'allocation budgétaire. Avec le soutien de partenaires de développement, le comité national de coordination SUN a utilisé l'outil Optima Nutrition pour optimiser les allocations budgétaires actuelles et plaider en faveur d'une augmentation budgétaire. La version finale optimisée du budget et des allocations budgétaires devrait être achevée d'ici la fin de 2020.                                   |  |
| 2014 | Non disponible |   |  |
| 2015 | 12%            |   |  |
| 2016 | 12%            |   |  |
| 2017 | 16%            |   |  |
| 2018 | 45%            |   |  |
| 2019 | 46%            |   |  |
| 2020 | Non disponible |   |  |



# Tanzanie



**Date d'adhésion :** juin 2011  
**Population :** 59,73 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/TANZANIA](https://scalingupnutrition.org/tanzania)

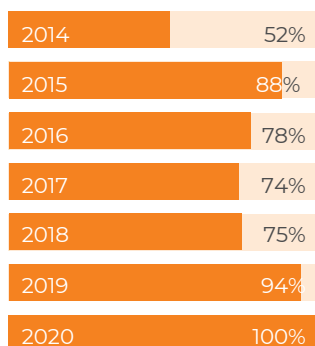


## APERÇU COVID-19

La Tanzanie a été moins gravement touchée par la pandémie de COVID-19, et le gouvernement a pris des mesures visant à contenir la propagation du virus. En dehors des mesures de confinement standard, les entreprises publiques et privées continuent de fonctionner. Les autorités évaluent les conséquences économiques de la COVID-19.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020

**91.0%**



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les acteurs de la plateforme multi-acteurs SUN contribuent de manière significative au programme de nutrition par le biais du Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition (NMNAP), des évaluations de mi-parcours, du Pacte pour la nutrition et des groupes de travail thématiques du NMNAP. Ces derniers impliquent toutes les parties prenantes, y compris les ministères compétents (dont la santé, l'éducation et les finances), les départements et agences, l'ONU, les donateurs, les universités et le secteur privé, qui ont également apporté un soutien technique et financier.

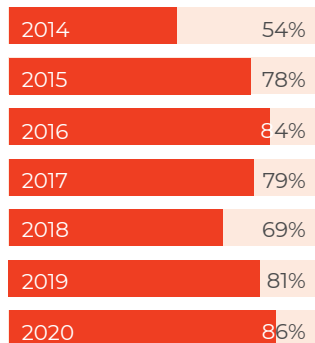
- Finaliser le développement du second Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition 2021-2026

- Développer une stratégie de mobilisation des ressources pour le NMNAP II

- Finaliser la création d'un réseau universitaire SUN.
- Renforcer la capacité des secteurs sensibles à la nutrition à planifier et à budgétiser la nutrition

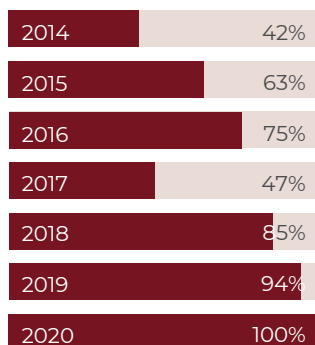
- Intégrer la nutrition dans les plans et stratégies nationaux et sectoriels

- Améliorer la qualité des données nutritionnelles à tous les niveaux



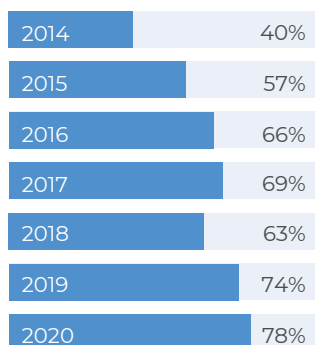
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Tanzanie a réussi à établir des politiques cohérentes et à obtenir un engagement politique de haut niveau en faveur de la nutrition, ainsi que le montrent plusieurs directives de haut niveau prônant l'utilisation de produits alimentaires enrichis et le recours à des méthodes d'éducation traditionnelles locales dans les écoles en vue de diffuser des messages nutritionnels au public. Le processus visant à revoir les politiques étant chronophage, il est susceptible de freiner la mise en œuvre des mesures proposées.



### Aligner les actions sur des résultats communs

L'alignement continu des plans et des actions des parties prenantes de la nutrition sur les objectifs du NMNAP aux niveaux national et infranational constitue une réalisation majeure. Le NMNAP et son Cadre commun de résultats, de ressources et de redevabilité (CRRAF) sont des outils essentiels. Les évaluations annuelles conjointes des objectifs et du renforcement des capacités des parties prenantes en fonction des objectifs nationaux sont de bonnes pratiques qui contribuent à aligner encore davantage les actions, y compris les plans sectoriels sensibles à la nutrition, sur le NMNAP.



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

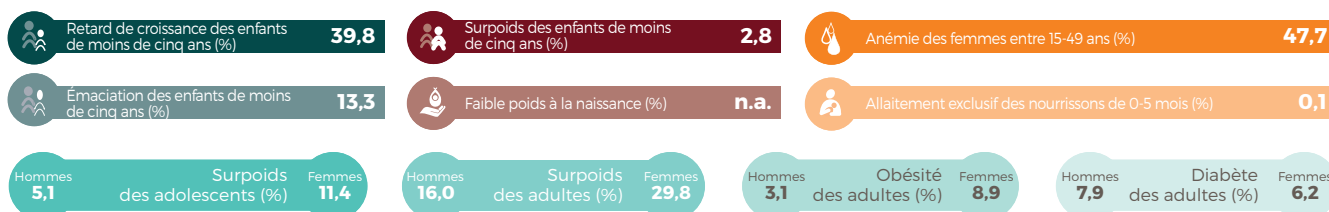
La Tanzanie entend développer une stratégie de mobilisation des ressources pour le NMNAP II. Des améliorations ont été observées dans la planification et la budgétisation de la nutrition, à tous les niveaux, et les outils de suivi financier sont très précieux dans le cadre de ce processus. Le décaissement des fonds alloués à la nutrition par des sources nationales au niveau des autorités locales affiche par exemple une nette amélioration. Le suivi des dépenses sensibles à la nutrition et la hiérarchisation des priorités au niveau infranational restent un défi.



Date d'adhésion : mai 2013

Population : 16,43 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/CHAD

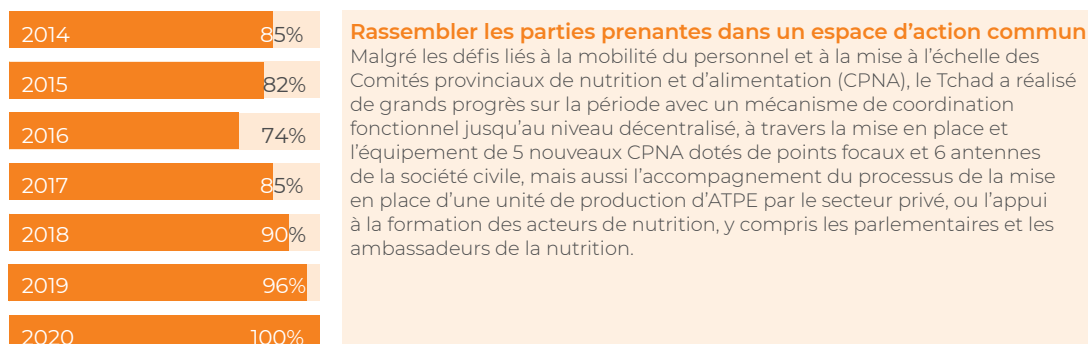


## APERÇU COVID-19

La nutrition a été prise en compte dans le mécanisme de coordination nationale de riposte sanitaire à la COVID-19 avec les différents acteurs pour l'élaboration du plan de contingence. Par ailleurs, la plateforme a également continué ses activités en se mobilisant et en s'adaptant au contexte, notamment à travers la tenue de réunions en présentiel et en virtuel.

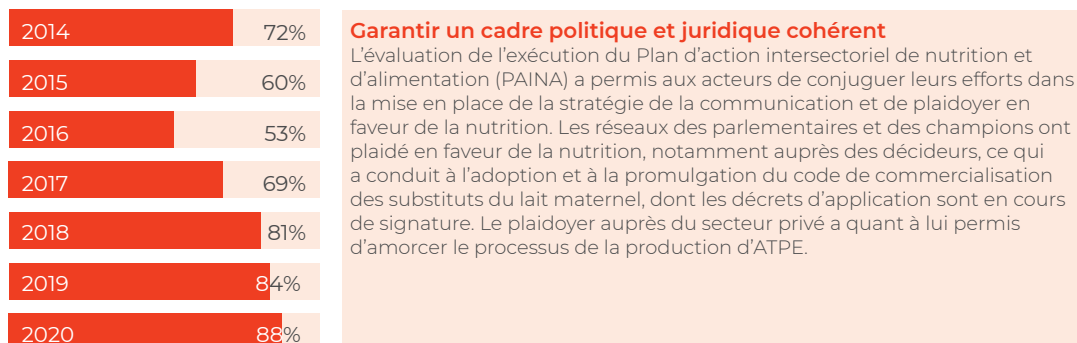
## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

83.3%

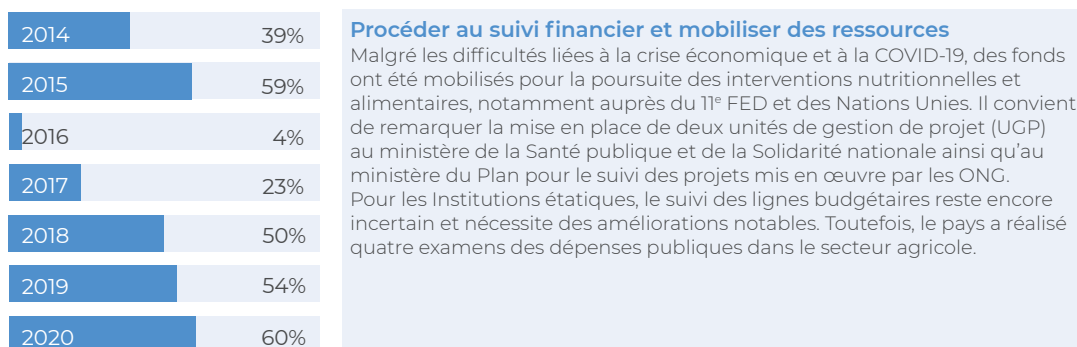
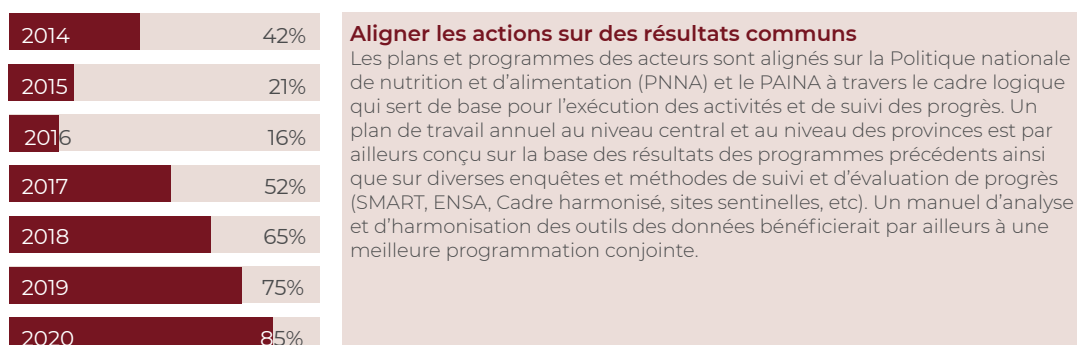


- Élaboration et adoption des textes d'application des substituts de lait maternel et de fortification alimentaire

- Mise à l'échelle des antennes de la société civile



- Mise à jour de la cartographie des intervenants et des interventions
- Mise en œuvre du projet FORMANUT
- Prise en charge de la malnutrition dans le contexte de la COVID-19
- Lancement officiel du programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle



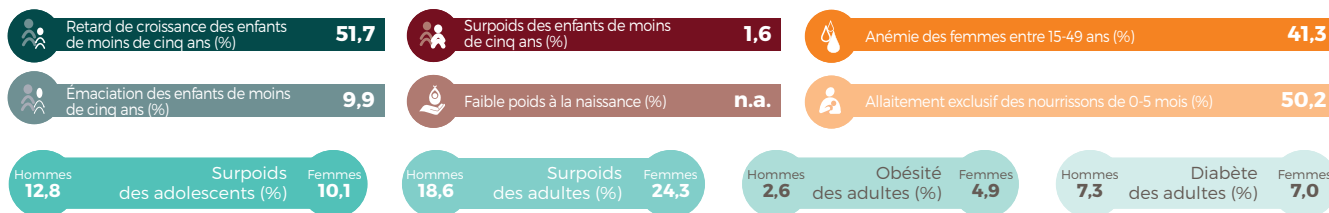
# Timor-Leste



**Date d'adhésion :** octobre 2020

**Population :** 1,32 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/TIMOR-LESTE



## APERÇU COVID-19

Une enquête nationale réalisée au plus fort de la pandémie a indiqué que 38 % des ménages étaient touchés par une insécurité alimentaire modérée, tandis que 15 % étaient touchés par une insécurité alimentaire grave. L'état d'urgence a perturbé les chaînes de commercialisation et entraîné des pénuries alimentaires. Au total, sur 1 271 personnes interrogées, 81 % ont fait état d'une détérioration de leur alimentation et de leurs revenus en raison des restrictions liées au COVID-19, tandis que 50 % ont indiqué avoir fait les frais des pénuries alimentaires dans les magasins et les marchés. L'équipe nationale d'intervention COVID-19 a diffusé des messages pratiques sur la nutrition et l'allaitement.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

### TOTAL PONDÉRÉ 2020

n.a.

|      |                |   |
|------|----------------|---|
| 2014 | Non disponible | <b>Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun</b><br>Le Timor-Leste a officiellement rejoint le Mouvement SUN en septembre 2020.   |
| 2015 | Non disponible |   |
| 2016 | Non disponible | Le Conseil national pour la sécurité et la souveraineté alimentaires et la nutrition au Timor-Leste (KONSSANTIL) réunit un éventail de secteurs et dispose de sous-délégations au niveau infranational. Malgré l'absence de statuts approuvés, le cabinet du Premier ministre convoque régulièrement un groupe de travail technique multisectoriel sur la nutrition.  |
| 2017 | Non disponible |   |
| 2018 | Non disponible |   |
| 2019 | Non disponible |   |
| 2020 | Non disponible |   |
| 2014 | Non disponible | <b>Garantir un cadre politique et juridique cohérent</b><br>Le Plan d'action national consolidé pour la nutrition (CNAP2) a été élaboré et le processus a été approuvé par le Conseil des ministres en novembre 2020. La question de la malnutrition est prise en compte dans les documents de politique nationale, notamment le Plan de développement stratégique (2011-2030), le Plan d'action national Faim Zéro (2014-2025), le Plan stratégique national du secteur de la santé (2011-2030) et d'autres stratégies sectorielles. Les cadres juridiques sont en grande partie absents ou encore à l'état de projet. |
| 2015 | Non disponible |   |
| 2016 | Non disponible |   |
| 2017 | Non disponible |   |
| 2018 | Non disponible |   |
| 2019 | Non disponible |   |
| 2020 | Non disponible |   |
| 2014 | Non disponible | <b>Aligner les actions sur des résultats communs</b><br>Le groupe de travail technique multisectoriel sur la nutrition est chargé de superviser l'élaboration du CNAP2 et des rapports afférents. Des consultations sectorielles ont eu lieu et KONSSANTIL a progressé dans la priorisation des interventions nutritionnelles de chaque secteur couvert par le CNAP2. L'UNICEF et le ministère de la Santé travaillent à l'élaboration d'un Plan stratégique axé spécifiquement sur la nutrition.   |
| 2015 | Non disponible |   |
| 2016 | Non disponible |   |
| 2017 | Non disponible |   |
| 2018 | Non disponible |   |
| 2019 | Non disponible |   |
| 2020 | Non disponible |   |
| 2014 | Non disponible | <b>Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources</b><br>Il n'existe pas de système de suivi des dépenses liées aux activités spécifiques à la nutrition et sensibles à la nutrition dans tous les secteurs. Il est envisagé que le CNAP2 soit chiffré avec un système de suivi financier dans le cadre du système de suivi et d'évaluation. Une analyse des affectations budgétaires consacrées à la nutrition au sein du ministère de la Santé a montré que le service de nutrition avait connu une augmentation significative de son budget en 2021.  |
| 2015 | Non disponible |   |
| 2016 | Non disponible |   |
| 2017 | Non disponible |   |
| 2018 | Non disponible |   |
| 2019 | Non disponible |   |
| 2020 | Non disponible |   |

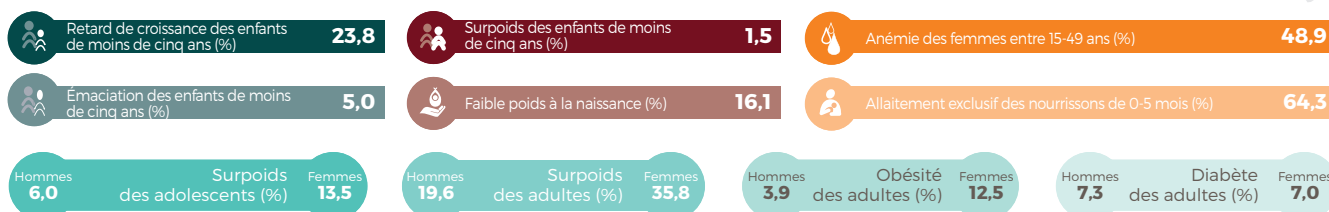
- Achèvement des consultations sectorielles, finalisation des indicateurs et activités et présentation du 2e Plan d'action national consolidé sur la nutrition axé sur l'atteinte du 2e ODD (CNAP2) au Conseil des ministres pour approbation finale
- Chiffrage et présentation du CNAP2 lors des discussions sur le budget 2021
- Début de production de rapports relatifs au CNAP2 par les différents secteurs et partenaires de développement
- Organisation du Sommet national sur les systèmes alimentaires. Finalisation du Plan stratégique national du secteur de la santé sur la nutrition



Date d'adhésion : mars 2014

Population : 8,28 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/TOGO

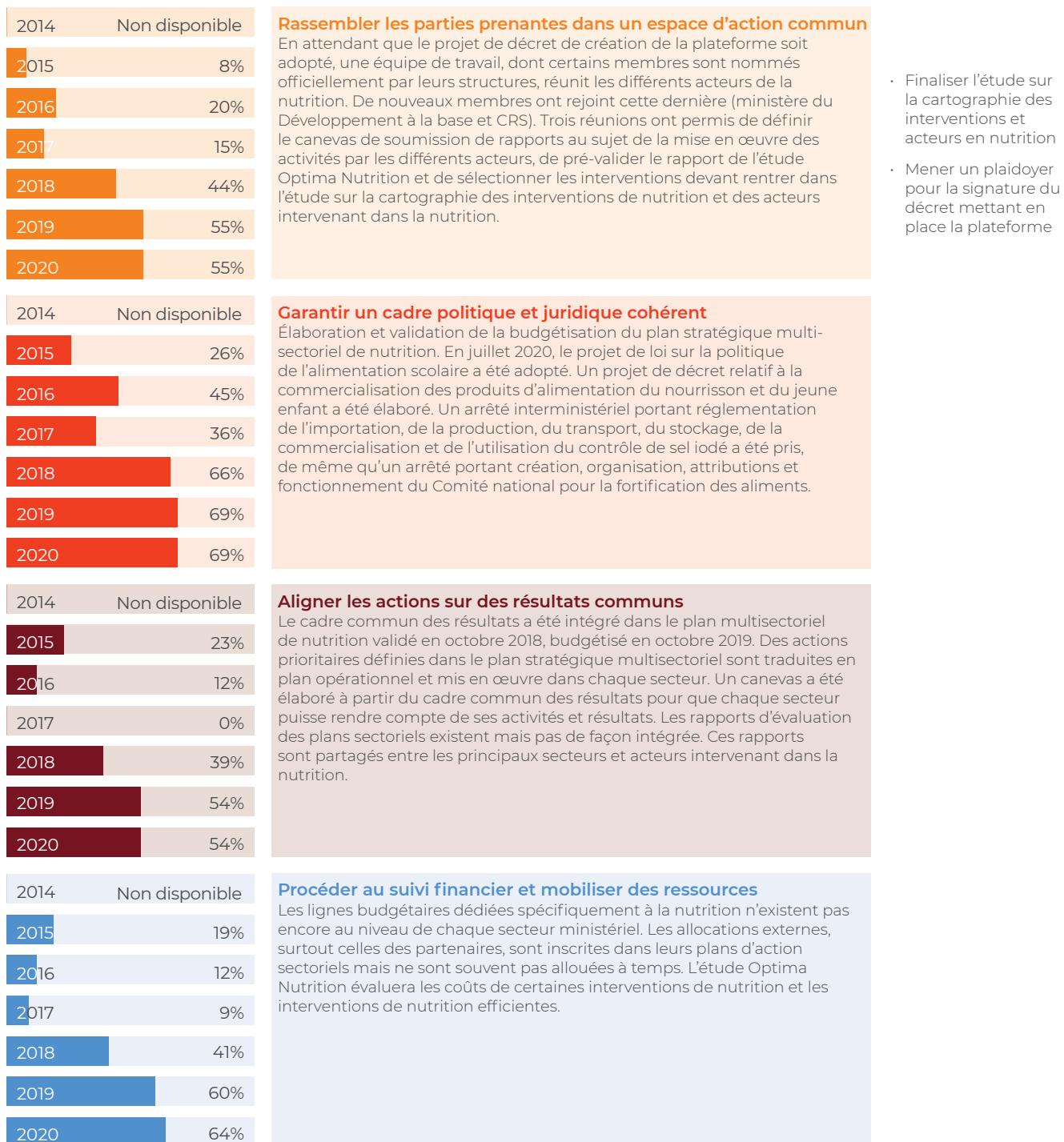


## APERÇU COVID-19

Avec 2 200 cas dont 52 décès, le pays a été plutôt faiblement touché par la pandémie, considérant sa position de carrefour aérien régional. Le gouvernement a adopté plusieurs mesures qui ont entraîné des perturbations dans le système alimentaire, lesquelles ont été allégées entre juin et août. La nutrition a développé un plan spécifique dans le cadre de la réponse.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019-2020

60.5%

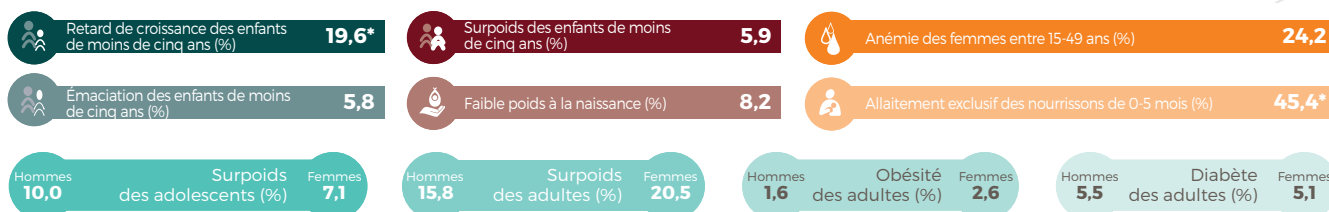




**Date d'adhésion :** janvier 2014

**Population :** 97,34 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/VIET-NAM

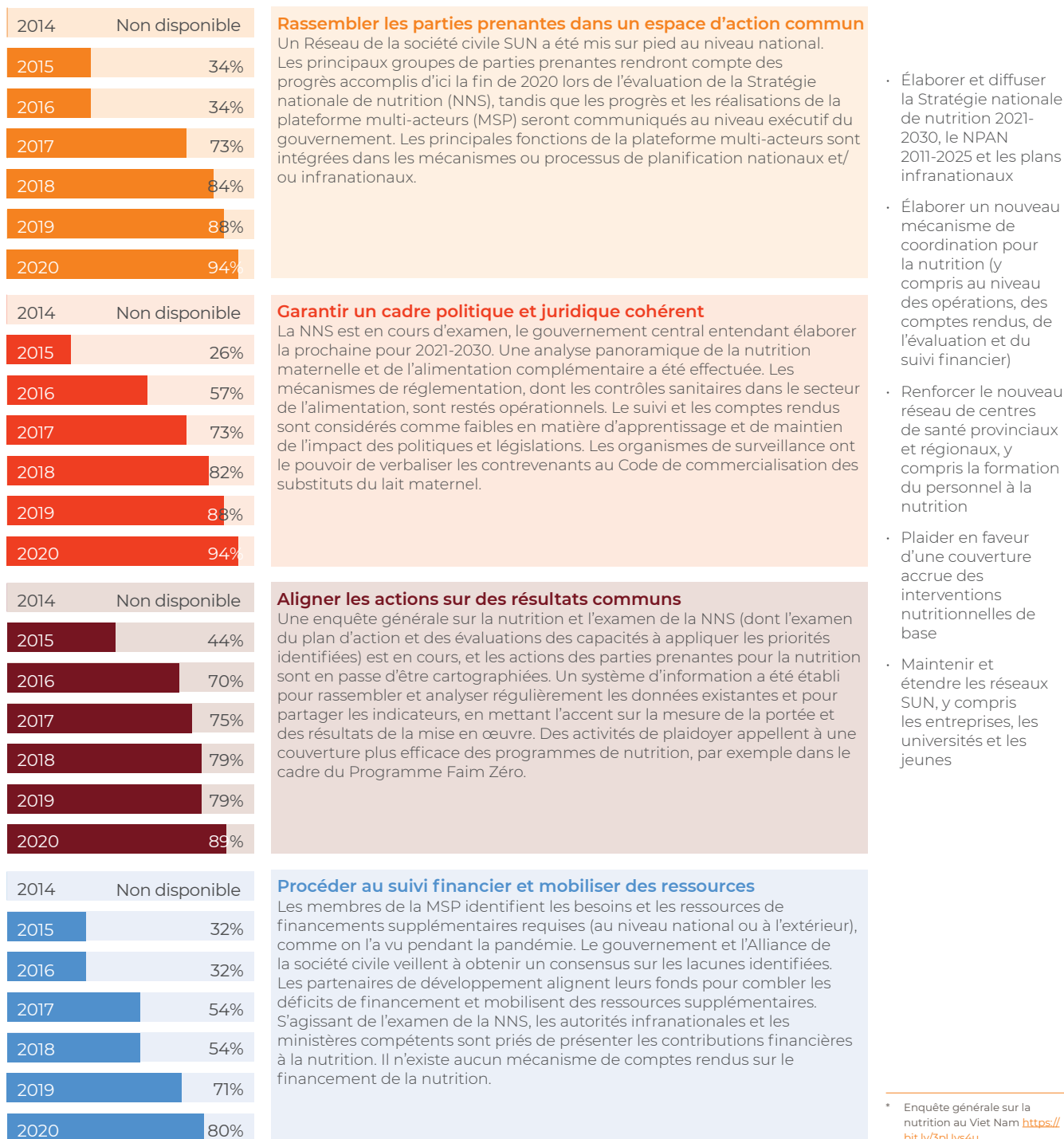


## APERÇU COVID-19

Le gouvernement a adopté des mesures de confinement strictes fin janvier 2020, et les mesures d'isolement ont été levées à partir d'avril. Le groupe de travail sur la nutrition, qui a continué à fonctionner pendant le confinement, a entrepris de cartographier les interventions des parties prenantes et de combler les lacunes identifiées.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020

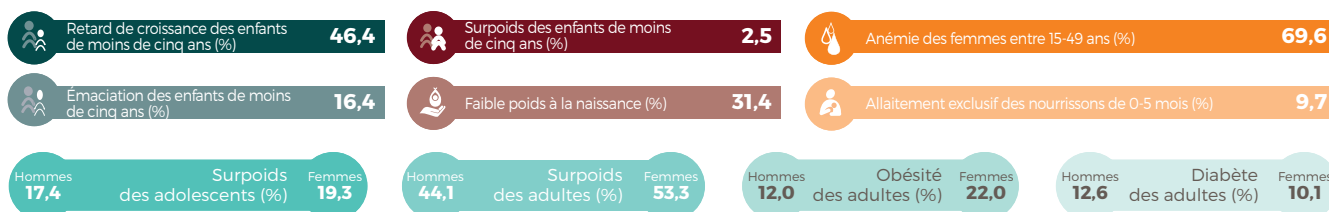
**89.3%**



\* Enquête générale sur la nutrition au Viet Nam <https://bit.ly/3pUys4u>



**Date d'adhésion :** novembre 2012  
**Population :** 29,83 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/YEMEN



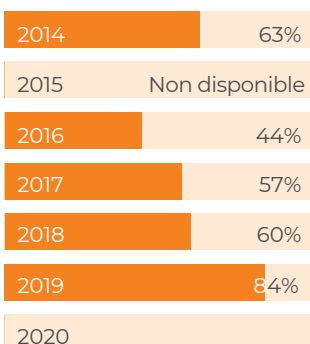
## APERÇU COVID-19

Des directives et des manuels ont été élaborés. Des kits de diagnostic et des EPI ont été achetés à l'aide de ressources propres et avec le soutien des Nations Unies. Aden a publié un rapport quotidien et des données de surveillance, tandis que Sanaa n'a pas partagé de données publiquement. Le confinement était minimal dans tous les gouvernorats et limité à certaines activités.

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020

### TOTAL PONDÉRÉ 2020

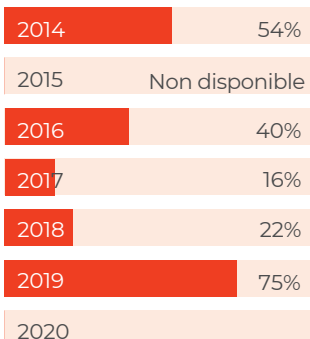
n.a.



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

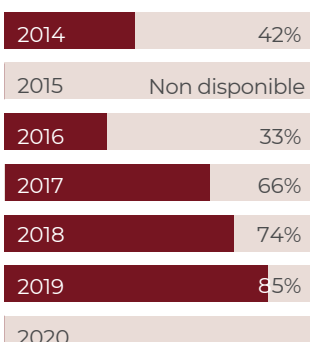
Une coordination accrue a été remarquée entre les partenaires nationaux et internationaux : internationaux, sous la forme d'une meilleure coordination entre ministères concernés par la nutrition (Santé, Agriculture, Pêche et Éducation), d'efforts accrus sur le lien entre aide humanitaire et développement, et d'une coordination intergouvernementale sur le suivi, les normes et le contrôle de la qualité. Un dialogue avec le secteur privé devrait aboutir à un réseau du secteur privé SUN. Enfin, les organisations de la société civile ont mis en œuvre des projets stratégiques en partenariat avec le Mouvement SUN au Yémen.

- Accroître la mobilisation des ressources pour mettre en œuvre le Cadre de résultats commun
- Établir des réseaux et des alliances SUN
- Plaider pour une meilleure coordination entre les parties prenantes et pour un environnement législatif et de mise en œuvre favorable
- Renforcer les capacités techniques et institutionnelles pour la nutrition



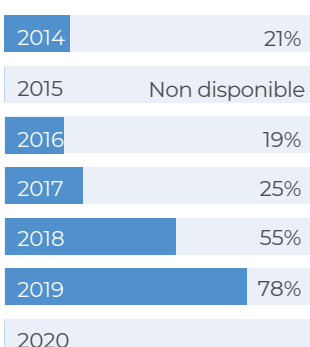
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Les réglementations promouvant la sensibilité nutritionnelle dans divers secteurs ont fait l'objet de discussions; cependant l'accent principal est mis sur le cadre réglementaire visant à étendre les services de base aux communautés. La modification des politiques nationales visant à améliorer l'environnement législatif et juridique des secteurs à fort impact, tels que l'eau et l'assainissement, la sécurité sanitaire, la commercialisation et le contrôle de la qualité des aliments, a été examinée. Toutefois, la crise politique actuelle limite la capacité du gouvernement à se prononcer sur tout changement législatif.



### Aligner les actions sur des résultats communs

Le Cadre commun de résultats a été revu et finalisé. Des réunions régulières ont eu lieu avec les acteurs clés pour discuter des interventions du Cadre commun de résultats et de son alignement sur les plans nationaux et sectoriels. Le lien entre aide humanitaire et développement s'est renforcé grâce à un meilleur alignement du plan de réponse humanitaire, du Cadre commun de résultats et des plans sectoriels ministériels. Des contributions accrues du secteur privé et de la société civile sont en cours de discussion. Les efforts pour mettre en œuvre un plan d'action du réseau du secteur privé SUN sont en cours.



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le Cadre commun de résultats est également un mécanisme de mobilisation de ressources, utilisé avec le secteur privé ainsi qu'avec les partenaires internationaux au développement. La plupart des fonds ont servi à la protection sociale et à la fourniture de services de base. L'analyse du budget pour la nutrition de SUN Yémen a élargi sa portée pour inclure également des partenaires du secteur privé. Les partenariats avec le secteur privé sont prometteurs, notamment dans les secteurs de la pêche et de l'agriculture.

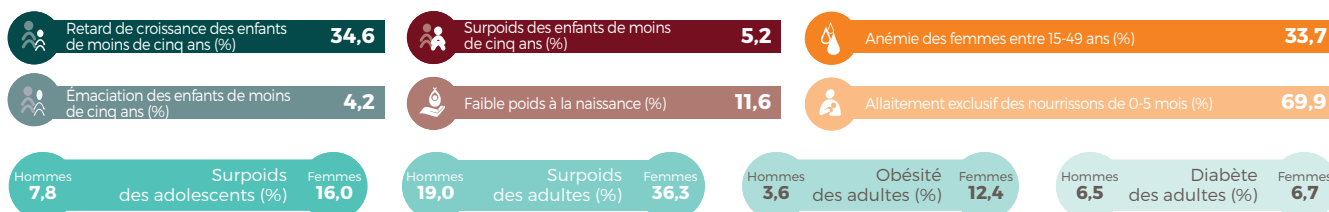




Date d'adhésion : décembre 2010

Population : 18,38 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/ZAMBIA

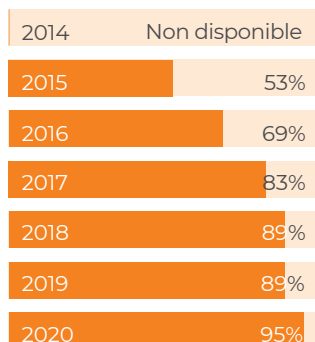


## APERÇU COVID-19

La pandémie de COVID-19 a perturbé la mise en œuvre à tous les niveaux. Cependant, les parties prenantes SUN ont créé des directives pour les activités de nutrition pendant la pandémie, à tous les niveaux, et les structures de coordination ont continué à fonctionner dans le cadre de la « nouvelle normalité ».

## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020

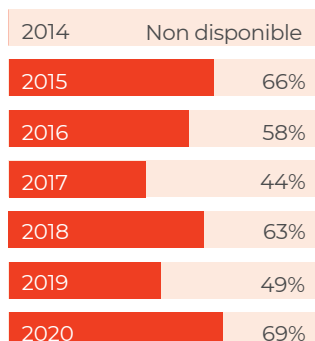
68.3%



### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les réseaux SUN ont continué à fonctionner, tandis que le Groupe de travail technique national de suivi-évaluation s'occupait des questions de génération et de diffusion d'éléments probants. Davantage de Comités de coordination de la nutrition au niveau des districts et des provinces (DNCC/PNCC) ont été créés, avec le lancement du programme des 1 000 jours les plus critiques (MCDP) ciblant toutes les provinces de la Zambie. L'Alliance de la société civile (ASC) SUN a poursuivi ses activités de plaidoyer et a élargi son réseau pour inclure des jeunes ambassadeurs de la nutrition.

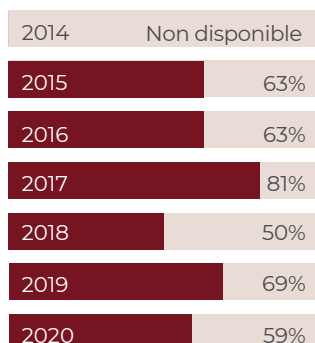
- Poursuivre le déploiement du programme SUN/MCDP 2 dans au moins 60 districts mettant en œuvre des interventions en matière de nutrition



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'ASC SUN a plaidé avec succès auprès du ministère de la Justice pour faire adopter le projet de loi sur l'alimentation et la nutrition, qui a permis de créer un Comité de coordination de l'alimentation et de la nutrition. Un projet de loi sur la sécurité alimentaire a été promulgué en août 2019. Les évaluations des impacts de la réglementation pour la Politique nationale d'alimentation et de nutrition de 2006 se sont poursuivies, cinq ministères ayant fourni des retours d'information sur le statut de la réglementation.

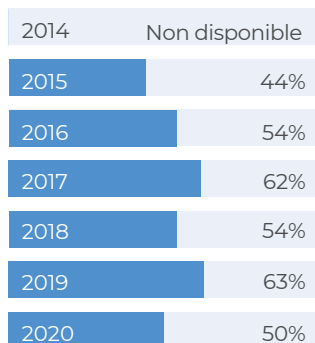
- Mettre en œuvre la loi 2020 sur l'alimentation et la nutrition
- Finaliser l'examen de la Politique nationale d'alimentation et de nutrition
- Remplir l'enquête sur la consommation alimentaire et l'état des micronutriments et diffuser trois enquêtes de suivi et d'évaluation ciblées



### Aligner les actions sur des résultats communs

Le Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition 2017-2021 a été officiellement lancé en juin 2019. Le point focal SUN a mobilisé du soutien à partir du projet d'apprentissage et d'évaluation SUN, afin d'élaborer un Cadre commun de résultats (prévu pour fin 2020). Le gouvernement s'est rapproché du Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition (GLOPAN) pour organiser une table ronde de haut niveau sur les régimes alimentaires sains et la nutrition en Zambie. Cet événement portera sur les systèmes alimentaires et le changement climatique.

- Finaliser et opérationnaliser le cadre commun de résultats et le tableau de bord sur la nutrition au niveau des districts
- Intensifier la campagne sur les régimes alimentaires sains et le logo Good Food

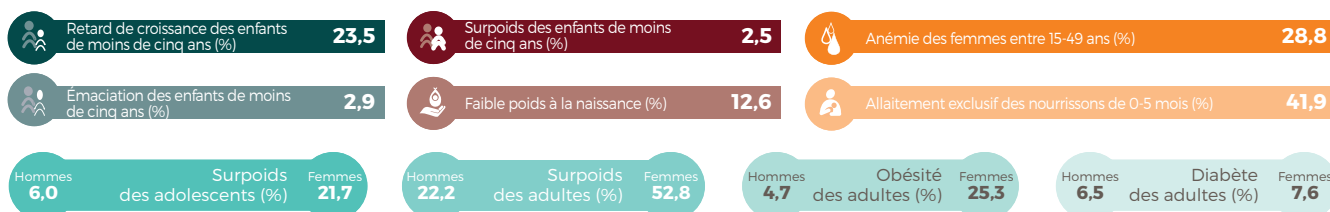


### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

On a constaté le passage d'une budgétisation par activité à une budgétisation par extrant, par le biais du cadre de dépenses à moyen terme, aligné sur les résultats du 7<sup>e</sup> Plan national de développement. La détermination des coûts des plans sectoriels reposait sur les engagements financiers du gouvernement et des partenaires au développement. Aucun changement significatif n'est intervenu dans les affectations budgétaires aux secteurs, du fait d'une marge de manœuvre budgétaire limitée. Les partenaires au développement de la nutrition ont permis de garantir des décaissements financiers pour SUN et le programme des 1 000 premiers jours de vie.



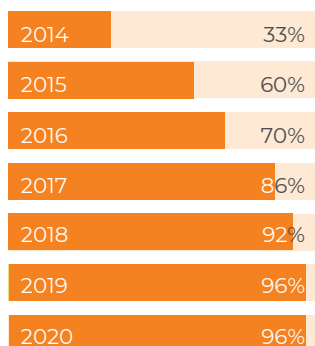
**Date d'adhésion :** juin 2011  
**Population :** 14,86 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/ZIMBABWE



## APERÇU COVID-19

Même si les réunions régulières de la MSP ont été perturbées dans un premier temps, la collecte et l'analyse des données ont repris au cours du premier trimestre de 2020. Les réseaux SUN ont été activement impliqués dans le Groupe sectoriel sur la nutrition. Les sécheresses et les restrictions dues à la pandémie ont eu des effets néfastes sur l'accès à l'alimentation.

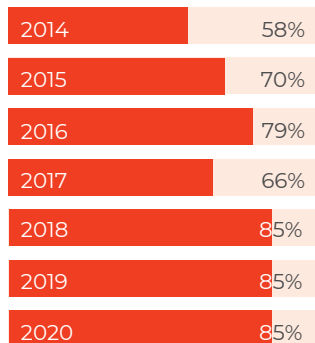
## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020

**79.8%**


### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les Réseaux SUN ont vu leur nombre de membres augmenter et constaté une utilisation accrue de plateformes telles que le Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Zimbabwe (ZIMVAC). Les Comités de sécurité alimentaire et nutritionnelle veillent à la participation des parties prenantes aux programmes clés mis en œuvre du niveau national jusqu'au niveau des villages. Quatorze champions de la nutrition ont été nommés dans le cadre d'une campagne menée par des jeunes, intitulée « Let's Kick Out Stunting ». Les députés sont parvenus à sensibiliser l'opinion politique à la nutrition.

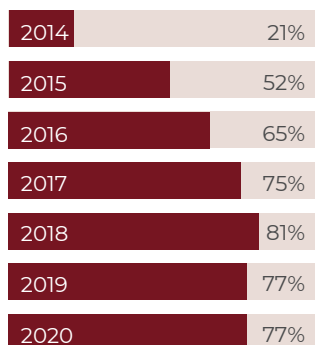
- Formation sur l'exercice d'analyse budgétaire
- L'activité de plaidoyer en faveur des engagements du Sommet N4G et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNS) reste primordiale



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Plusieurs analyses panoramiques ont été menées sur la question des systèmes alimentaires, de l'environnement alimentaire et de l'adolescence ainsi que sur les questions nutritionnelles émergentes. Le plan de relance de l'agriculture et le Cadre stratégique pour l'agriculture figurent parmi les réalisations majeures, notamment dans le cadre des systèmes alimentaires. La mise en place d'une nouvelle Stratégie multisectorielle de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2021-2025) constitue l'une des principales avancées. Ce processus s'aligne sur la Stratégie nationale de développement.

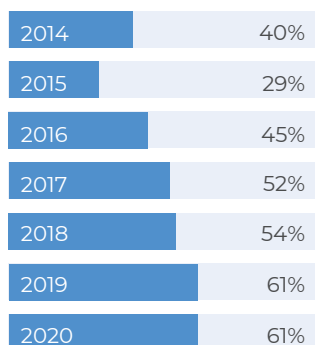
- Achèvement de la stratégie MSFNS à l'aide d'outils de communication adéquats
- Documenter et diffuser les modèles de réussite attestant de la bonne adaptation des communautés à la Covid-19 et à la sécheresse par le biais de forums locaux, régionaux et mondiaux



### Aligner les actions sur des résultats communs

Les Réseaux SUN utilisent le Cadre commun de résultats afin de mobiliser des ressources, d'influencer les politiques et de concevoir des programmes et activités ; les programmes conjoints ont permis de mieux intégrer l'UNN, le Réseau des donateurs SUN et l'Alliance de la société civile (ZCSOSUNA). L'UNN a renforcé sa coordination au travers d'actions telles que la série *Cohesion*, dont le thème est dédié à la nutrition, qui a identifié des moyens de renforcer la collaboration. Une matrice est utilisée pour assurer le suivi des programmes, y compris des plans de lutte contre la COVID-19.

- Renforcer la dynamique des réseaux SUN, en particulier la campagne SBN visant à améliorer la FNS
- Améliorer le système d'information de sécurité alimentaire et nutritionnelle



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Une matrice a été élaborée pour assurer le suivi des actions des membres de la MSP, y compris les investissements en dollars en faveur de la nutrition. Les pressions exercées sur les parlementaires ont eu des répercussions sur la part du budget allouée à la nutrition. Une grande partie des ressources mobilisées par l'UNN cible les zones rurales, et il est désormais nécessaire d'accroître le financement pour les zones urbaines. Le suivi financier reste un défi pour le pays.

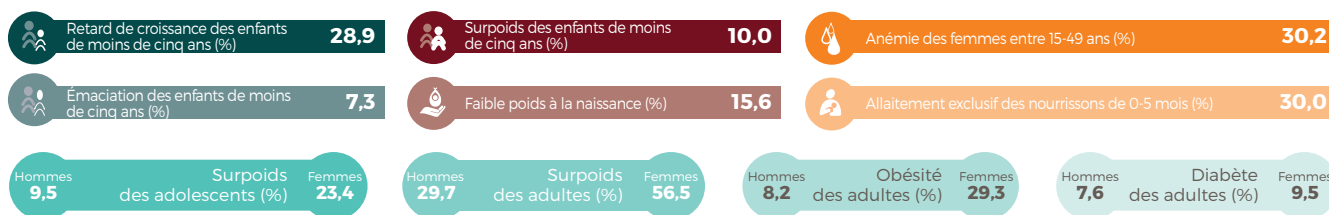
# Botswana



**Date d'adhésion :** avril 2015

**Population :** 2,35 millions

[SCALINGUPNUTRITION.ORG/BOTSWANA](https://SCALINGUPNUTRITION.ORG/BOTSWANA)

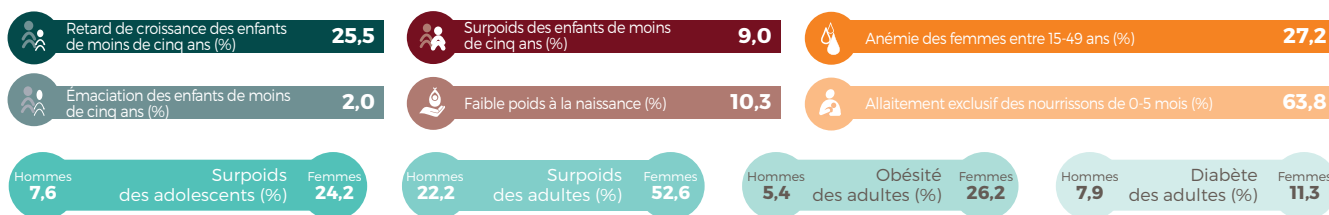


## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

| Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun |                |
|---|----------------|
| 2014  | Non disponible |
| 2015  | Non disponible |
| 2016  | 32%            |
| 2017  | Non disponible |
| 2018  | Non disponible |
| 2019  | 31%            |
| 2020  | Non disponible |
| Garantir un cadre politique et juridique cohérent               |                |
| 2014  | Non disponible |
| 2015  | Non disponible |
| 2016  | 55%            |
| 2017  | Non disponible |
| 2018  | Non disponible |
| 2019  | 92%            |
| 2020  | Non disponible |
| Aligner les actions sur des résultats communs                   |                |
| 2014  | Non disponible |
| 2015  | Non disponible |
| 2016  | 52%            |
| 2017  | Non disponible |
| 2018  | Non disponible |
| 2019  | 55%            |
| 2020  | Non disponible |
| Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources         |                |
| 2014  | Non disponible |
| 2015  | Non disponible |
| 2016  | 61%            |
| 2017  | Non disponible |
| 2018  | Non disponible |
| 2019  | 86%            |
| 2020  | Non disponible |



**Date d'adhésion :** novembre 2013  
**Population :** 1,16 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/ESWATINI](https://scalingupnutrition.org/eswatini)



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | Non disponible |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | Non disponible |
| 2020 | Non disponible |

### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | Non disponible |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | Non disponible |
| 2020 | Non disponible |

### Aligner les actions sur des résultats communs

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | Non disponible |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | Non disponible |
| 2020 | Non disponible |

### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

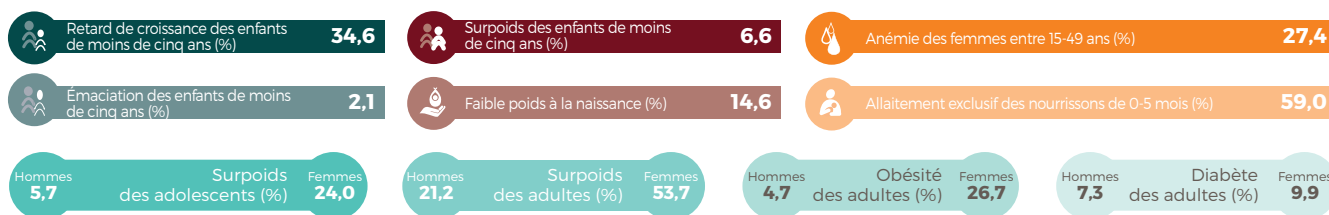
|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | Non disponible |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | Non disponible |
| 2020 | Non disponible |



**Date d'adhésion :** juillet 2014

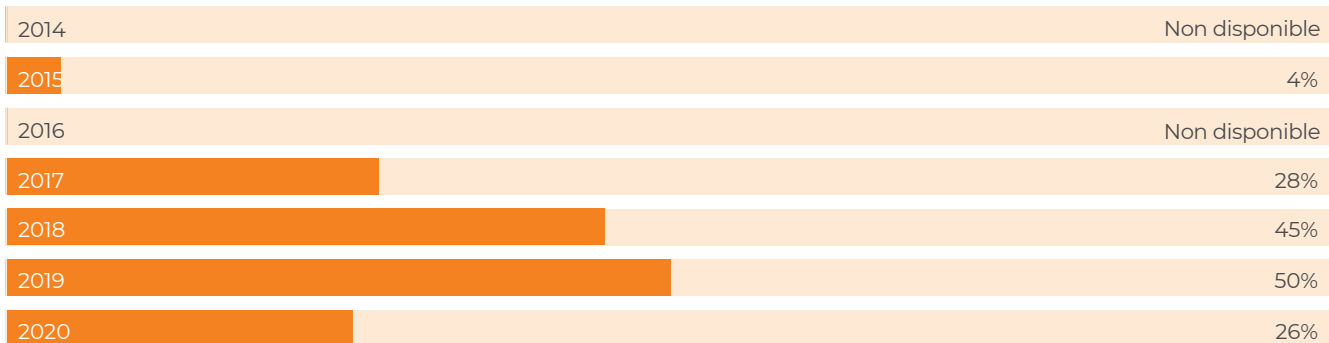
**Population :** 2,14 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/LESOTHO

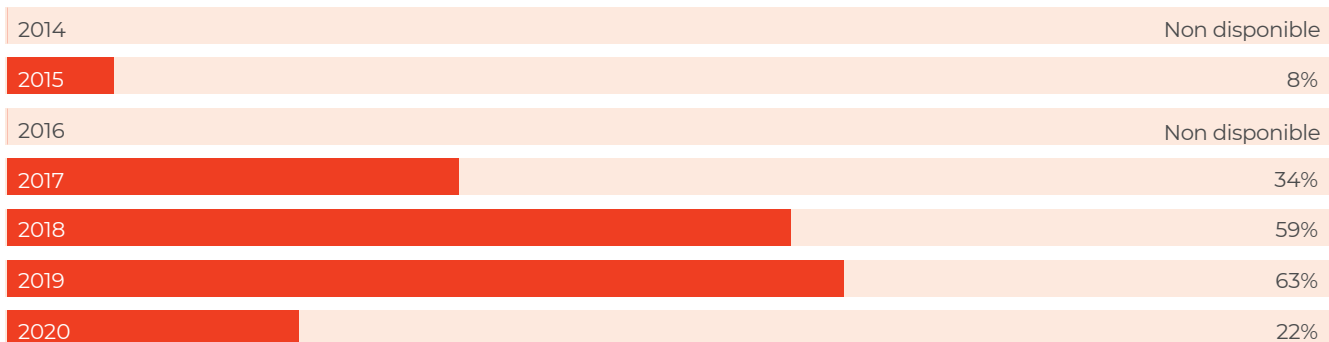


## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

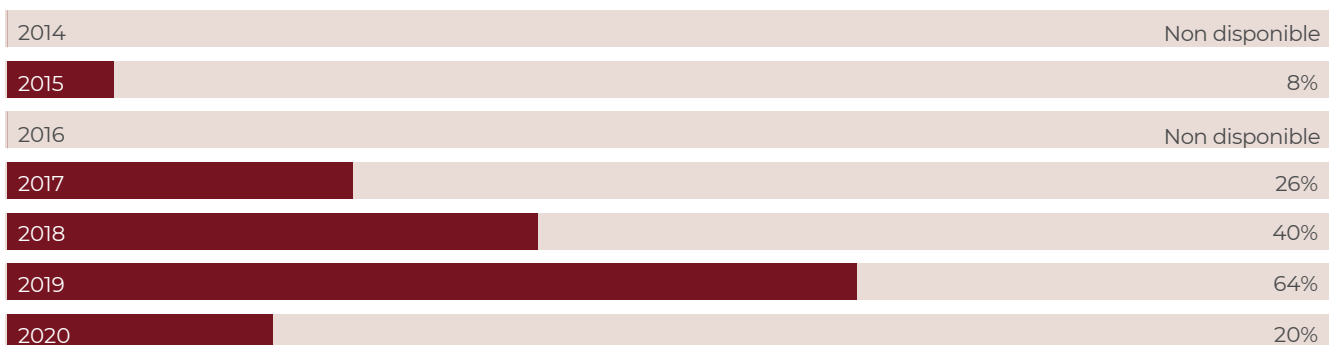
### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun



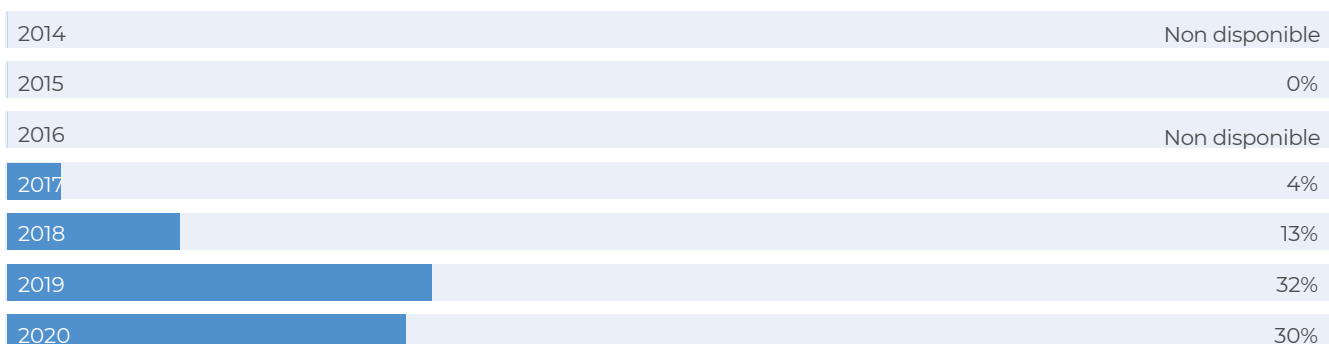
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent



### Aligner les actions sur des résultats communs



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources



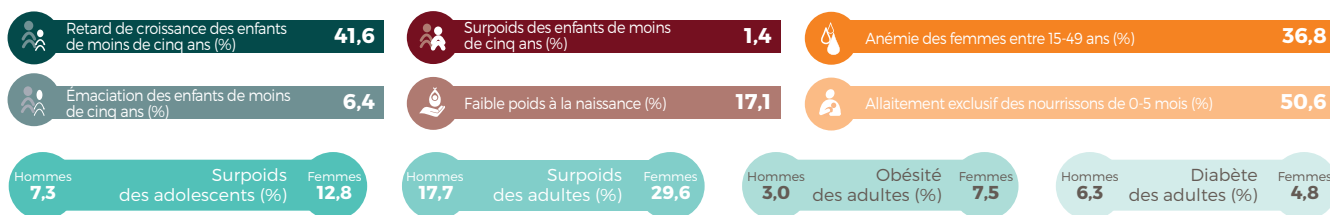
# Madagascar



**Date d'adhésion :** février 2012

**Population :** 27,69 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/MADAGASCAR

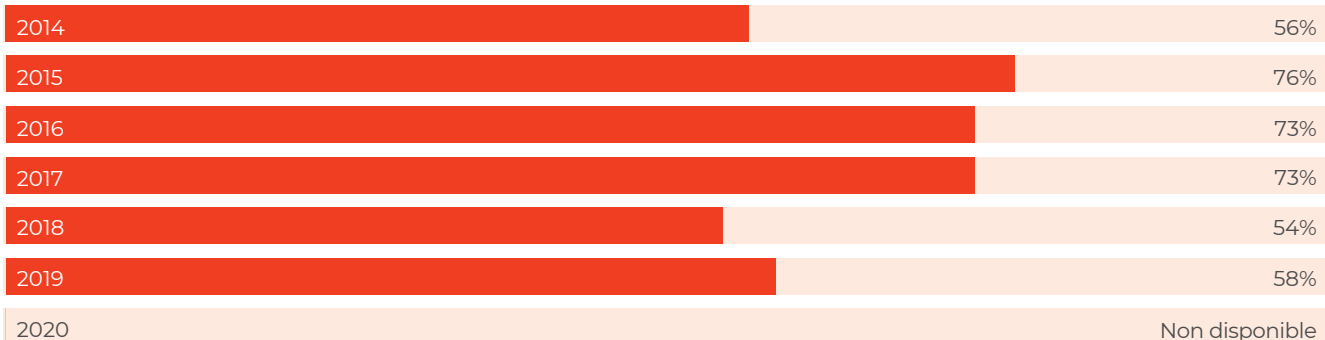


## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

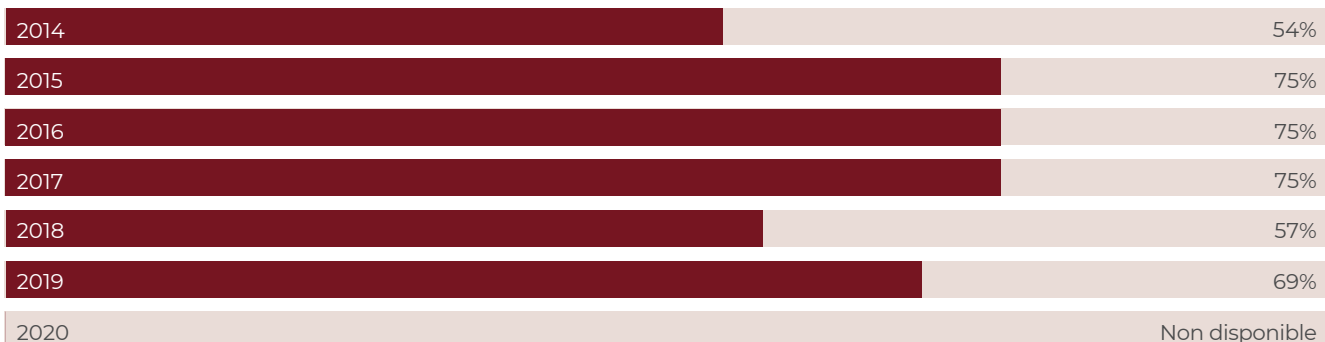
### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun



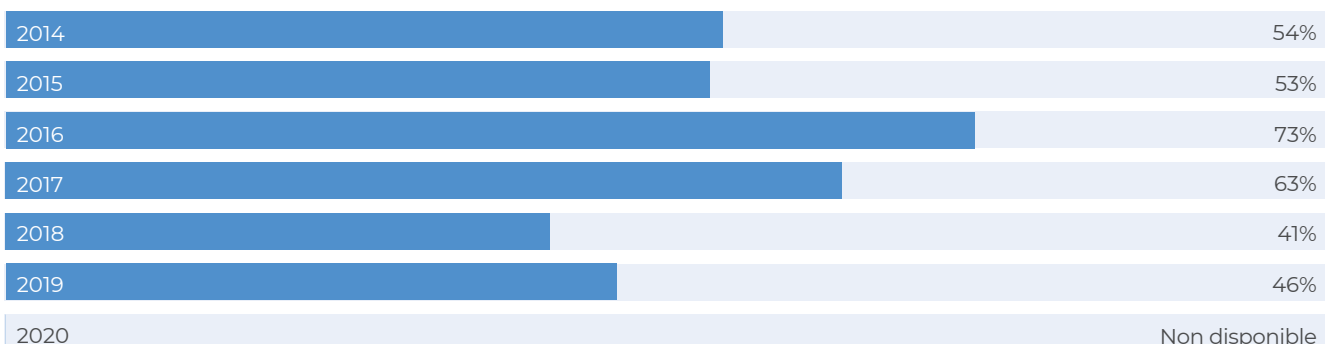
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent



### Aligner les actions sur des résultats communs



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources



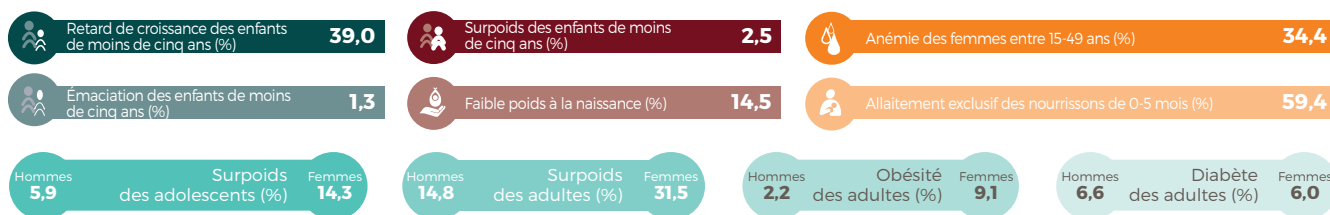




**Date d'adhésion :** mars 2011

**Population :** 19,13 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/MALAWI



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

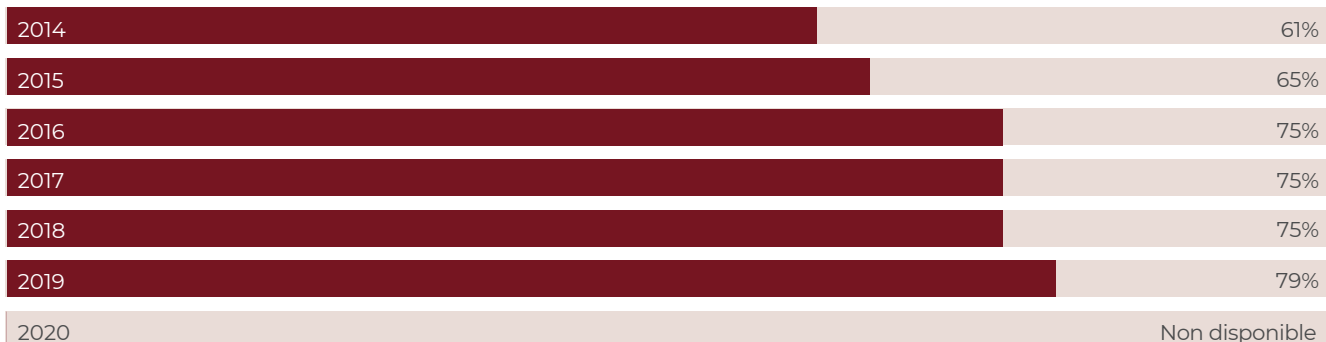
### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun



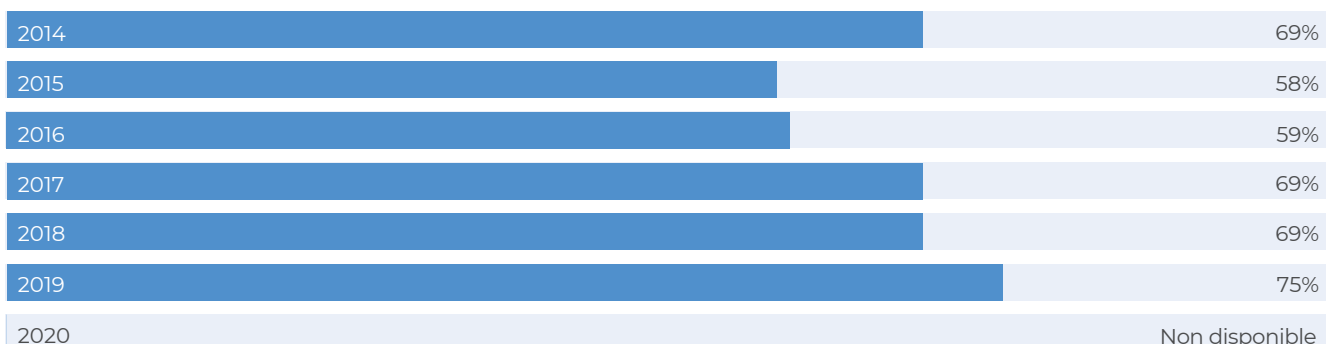
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent



### Aligner les actions sur des résultats communs



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources



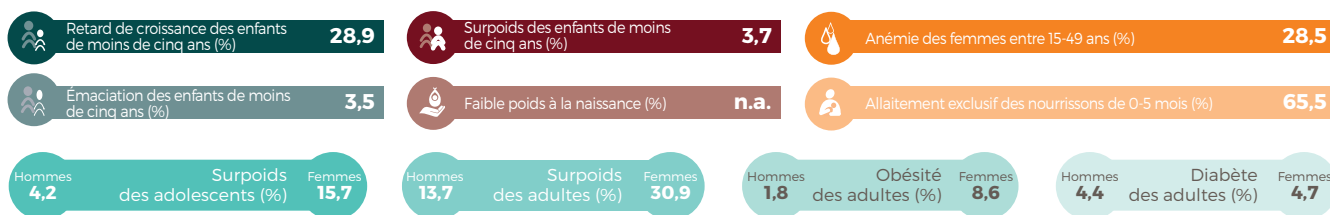
# Ouganda



**Date d'adhésion :** mars 2011

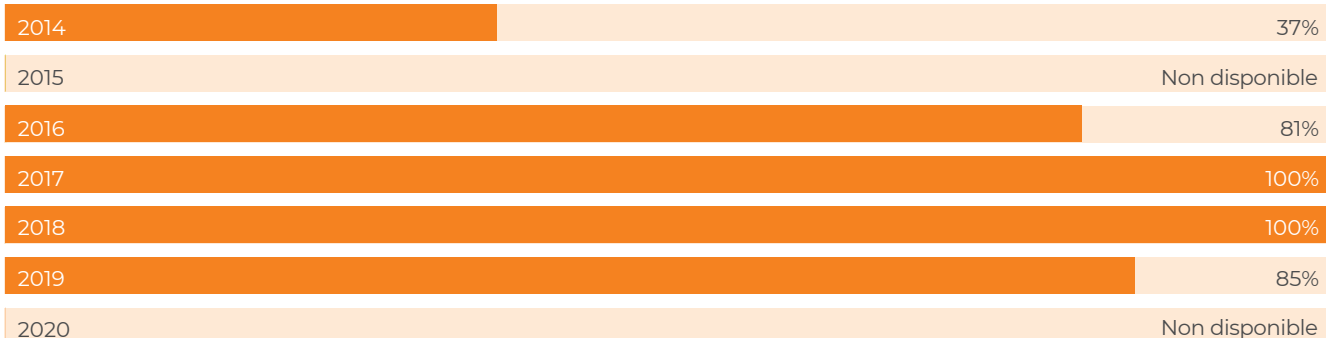
**Population :** 45,74 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/UGANDA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

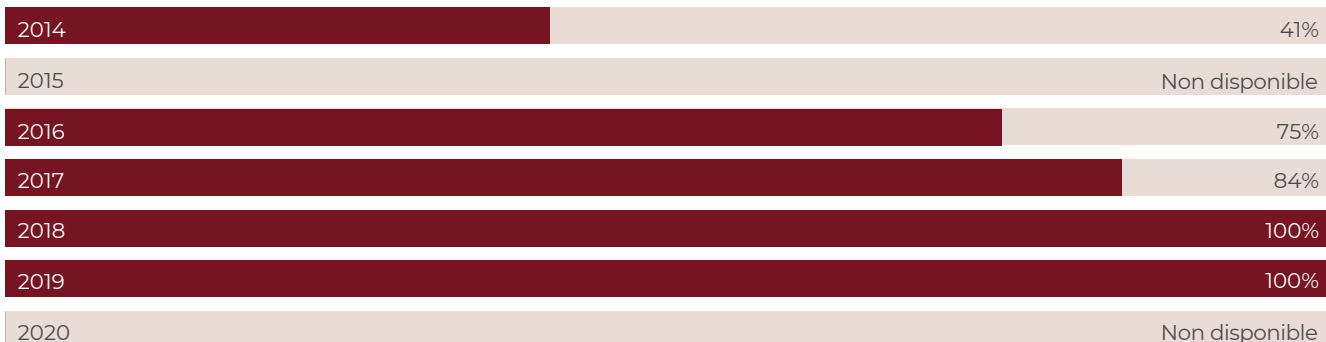
### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun



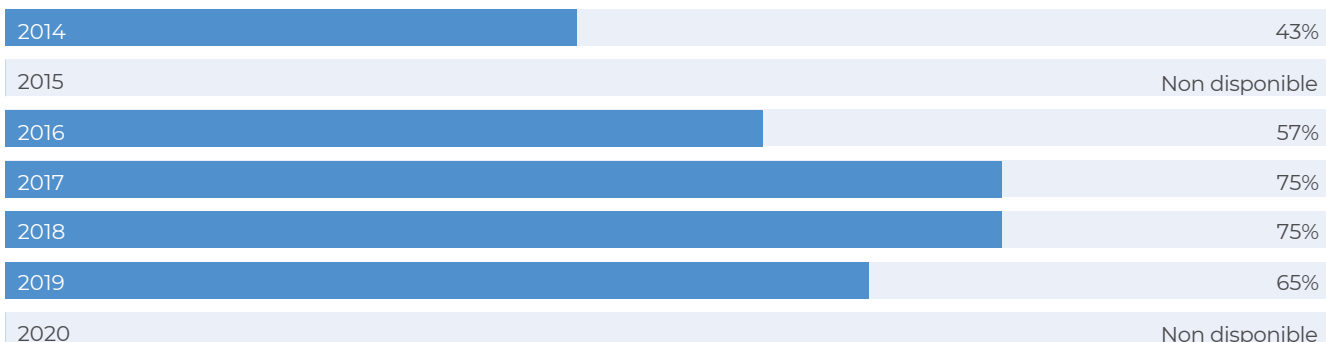
### Garantir un cadre politique et juridique cohérent



### Aligner les actions sur des résultats communs



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources



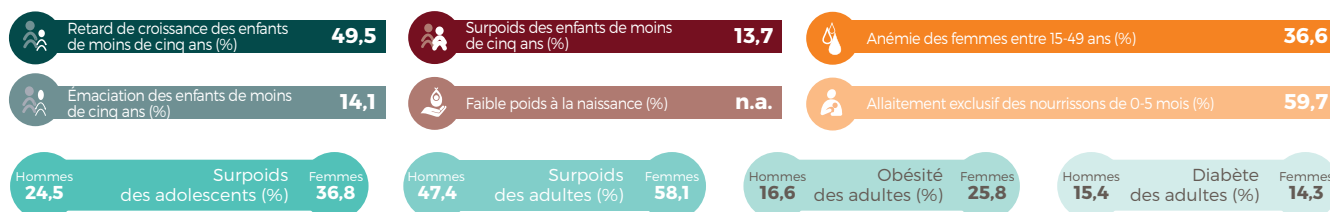
# Papouasie-Nouvelle-Guinée



**Date d'adhésion :** avril 2016

**Population :** 8,95 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/PAPUA-NEW-GUINEA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | Non disponible |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | 50%            |
| 2020 | Non disponible |

### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | Non disponible |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | 58%            |
| 2020 | Non disponible |

### Aligner les actions sur des résultats communs

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | Non disponible |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | 29%            |
| 2020 | Non disponible |

### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

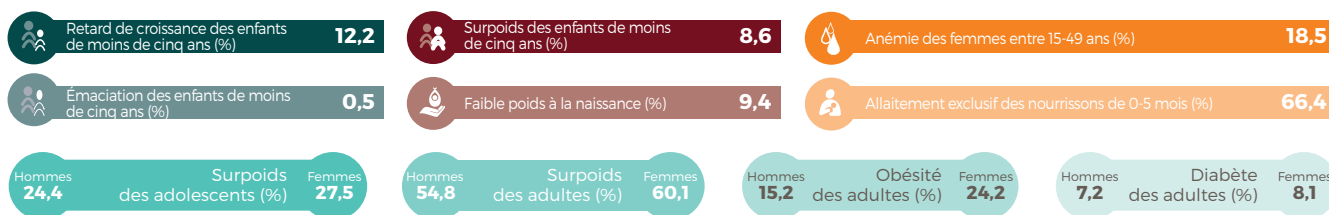
|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | Non disponible |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | 23%            |
| 2020 | Non disponible |



**Date d'adhésion :** novembre 2010

**Population :** 32,97 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/PERU



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | Non disponible |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | 62%            |
| 2020 | Non disponible |

### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | Non disponible |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | 96%            |
| 2020 | Non disponible |

### Aligner les actions sur des résultats communs

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | Non disponible |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | 69%            |
| 2020 | Non disponible |

### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

|      |                |
|------|----------------|
| 2014 | Non disponible |
| 2015 | Non disponible |
| 2016 | Non disponible |
| 2017 | Non disponible |
| 2018 | Non disponible |
| 2019 | 70%            |
| 2020 | Non disponible |

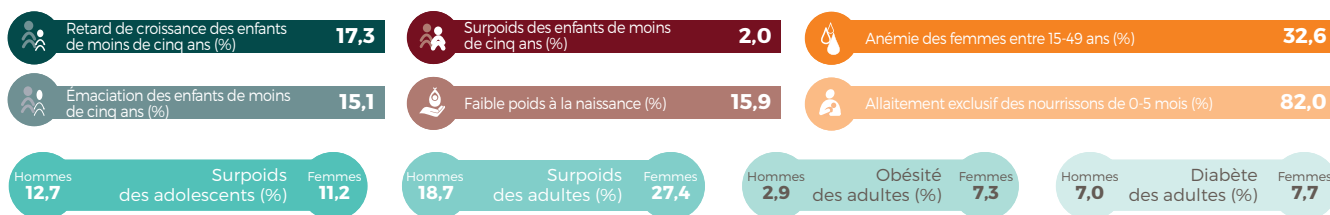
# Sri Lanka



**Date d'adhésion :** octobre 2012

**Population :** 21,41 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/SRI-LANKA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

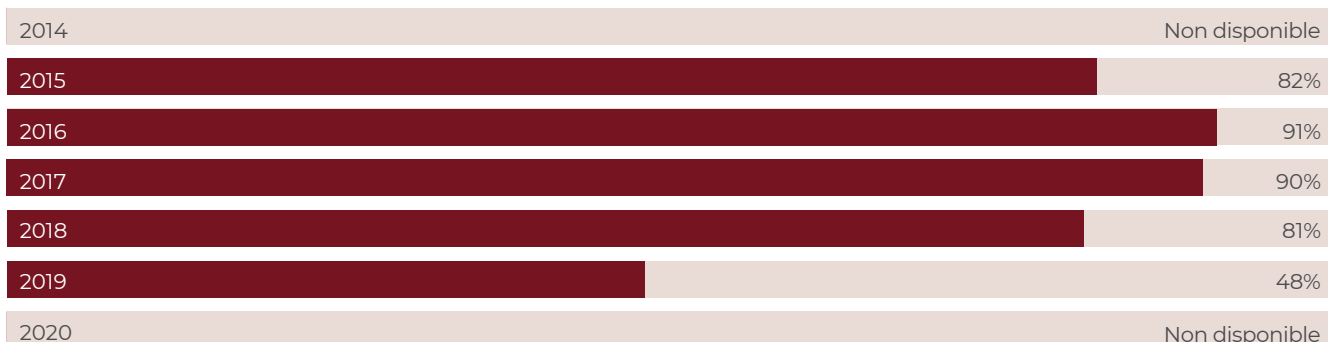
### Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent



### Aligner les actions sur des résultats communs



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

